

RSMed

Rencontres Stratégiques de la Méditerranée

LES ACTES



ÉDITORIAL

Pourquoi ces deuxièmes rencontres stratégiques de la Méditerranée ont-elles en 2023 confirmé leur importance et leur succès ? Sans doute parce qu'elles portent le projecteur sur une des régions les plus sensibles du globe, à un moment où tout bascule.

Rédacteurs

Maé BAUR
Luc BILLI
Mariama CAMARA
Agathe DELORME
Jeanne GUERI
Marie SKAF

Correcteurs

Marie-Caroline DEBRAY
Agathe DELORME
Pierre RAZOUX

Conception graphique

Cécile PIERACCI

Mention

Les opinions exprimées dans
les Actes n'engagent que
leurs auteurs.

Depuis la disparition de l'Union soviétique depuis un tiers de siècle, le monde cherche un nouvel équilibre. L'unipolarisme stratégique qui a suivi la chute du mur de Berlin, centré sur le modèle libéral occidental et porté par les Etats-Unis, n'a pas accouché d'un système international stabilisé et pérenne. Les Américains et leurs alliés Européens, privilégiant leur développement économique, n'ont pas accordé aux crises, pourtant croissantes, l'attention qu'elles méritaient. Ils ont considéré qu'il s'agissait d'épiphénomènes temporaires, dus aux inévitables résistances face à un monde qui convergeait grâce à la globalisation économique.

Ces crises étaient pourtant les indicateurs des dysfonctionnements structurels générés par les déséquilibres qui se mettaient en place dans tous les domaines : économiques, sociaux, culturels, idéologiques et politiques. Après trente années de gestion au fil de l'eau sans vision stratégique, nous franchissons une étape : notre monde est en train de vivre une bascule stratégique.

Les tensions accumulées se sont libérées et, renforcée par la transparence et la rivalité mimétique introduites par la mondialisation économique et numérique, ont initié un phénomène de fragmentation généralisée. Les forces centrifuges sont à l'œuvre, au sein de nos sociétés comme entre les groupes humains et entre les Etats. Chacun s'identifie comme différent, défend des intérêts particuliers et revendique des normes qui lui sont propres. La notion même d'intérêts ou de valeurs transcendants et partagés est suspecte, ce qui est un paradoxe à un moment où l'humanité n'a jamais été aussi nombreuse, interconnectée et confrontée à des défis communs, le réchauffement climatique n'en étant pas le moindre. Nous dirigeons-nous donc vers le chaos ? Il ne semble pas. De nouveaux champs de forces apparaissent, qui reformatent l'espace stratégique mondial. Deux axes se dessinent.

Le premier est un axe de tension géopolitique. Orienté Est-Ouest, il se structure autour de la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis pour le leadership mondial. D'un côté, les puissances révisionnistes se rapprochent de Pékin. C'est le cas de la Russie, de la Corée du Nord, de l'Iran, et d'une moindre mesure de pays qui perçoivent que les changements de règles peuvent leur être profitable : la Turquie et l'Afrique du Sud en font partie. De l'autre, se trouvent les puissances établies, pour la plupart des démocraties libérales surprises par cette remise en cause de l'ordre occidental sous leadership américain. L'Europe, le Japon, la Corée du Sud et les pays anglo-saxons en forment l'ossature. D'autres Etats, comme l'Inde, les monarchies du Golfe ou l'Ethiopie par exemple, souhaitent utiliser les opportunités de ce remue-ménage stratégique pour pousser leurs pions, sans nécessairement choisir leur camp.

A l'intérieur ou en bordure de ce champ de force, les faits accomplis et les guerres se généralisent, illustrant à la fois la perception qu'ont les acteurs d'une fenêtre d'opportunité à saisir et leur absence d'inhibition. La guerre d'Ukraine, le nettoyage ethnique en Azerbaïdjan ou la création d'un port éthiopien dans la république autoproclamée du Somaliland dépeignent la diversité des conséquences envisageables.

Le deuxième axe de tension est émotionnel. Orienté Sud-Nord et courant de l'isthme américain à la mer de Chine en passant par la Méditerranée, il se structure autour des différences de niveau de vie entre les pays qui profitent de la mondialisation et les autres. Ces différences, rendues manifestes par Internet sont désormais inacceptables. Elles touchent d'abord les individus, mais également leur société et sont renforcées par une divergence croissante et revendiquée des représentations et des modes de vie : la procréation, le rôle de la religion ou la place de l'individu dans la famille et la société sont désormais des sujets de dissensus majeurs et assumés. Ce contraste génère des émotions fortes au sein des populations du Sud. La fascination et l'attraction qui prévalaient au vingtième siècle ont fait place à la frustration, au sentiment d'humiliation, au ressentiment et au dégoût, accentué par les algorithmes des réseaux sociaux et par la manipulation des compétiteurs géopolitiques qui tentent d'instrumentaliser la colère du Sud. La guerre de Gaza, l'expulsion des Européens du Sahel ou les attaques Houthis sur le trafic maritime en Mer Rouge sont des illustrations de cette animosité croissante.

La Méditerranée et le Moyen-Orient sont à l'épicentre de ces champs de forces qui s'accroissent et se renforcent mutuellement. La conjonction des politiques révisionnistes agressives à l'est de l'Europe et du ressentiment des populations placées à son sud, si elle se confirmait, placerait notre continent dans une posture particulièrement inconfortable. D'autant plus que la perception de sa vulnérabilité ouvre les appétits.

Il est donc essentiel de faire l'effort intellectuel de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans cette région cruciale. Echanger les perspectives du Nord et du Sud, mais également de l'Ouest et de l'Est, croiser le regard des spécialistes de la conflictualité et ceux des enjeux internationaux, écouter les acteurs en responsabilité comme ceux qui sont en position d'analyse, étudier l'impact des ruptures technologiques ou économiques, parler enfin des choses qui fâchent, sans se fâcher, sans langue de bois, mais dans le respect mutuel, voilà l'ambition des RSMed. Elle a été remplie, nous semble-t-il, devant un parterre comble réunissant plus de 2700 participants de tout âge, issus de 16 pays, tous concernés par le monde qui vient.

C'est une excellente nouvelle car le temps est revenu d'être intelligent, imaginatif, généreux et courageux.

PASCAL AUSSEUR

Directeur Général de l'institut FMES



SOMMAIRE

P. 5

PANEL INTRODUCTIF

P. 10

RECOMPOSITIONS

GÉOPOLITIQUES

P. 32

GRAND TÉMOIN

NATHALIE LOISEAU

P. 38

ENJEUX OPÉRATIONNELS

P. 54

DÉFIS SÉCURITAIRES

TRANSVERSESES

P. 76

GRAND TÉMOIN

GEORGES MALBRUNOT

P. 82

RUPTURES TECHNOLOGIQUES

P. 104

FOCUS SUR LA

JEUNESSE

PANEL INTRODUCTIF

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

Xavier Pasco, Directeur Général de la FRS.

François De Canson, Vice-Président de la Région Sud.

Thomas Gassilloud, Président de la commission de défense de l'Assemblée nationale.



« LE MONDE D'AUJOURD'HUI EST CONFRONTÉ À DES MENACES HYBRIDES, CONNAÎT DE NOMBREUSES FRACTURATIONS ET UNE ACCÉLÉRATION DU TEMPO. »

Entre l'Ukraine et la Russie, le Haut Karabak, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Palestine et Israël, les crises menaçant les démocraties et l'ordre international s'enchaînent.

L'actualité ultra-médiatisée est clivante, elle suscite des réactions émotionnelles fortes, qui manquent parfois de rationalité.

C'est dans ces contextes particuliers que s'inscrit la deuxième édition des Rencontres Stratégiques de la Méditerranée (RSMED) organisée par la FMES avec son partenaire la Fondation de la Recherche stratégique (FRS), afin d'apporter de la rationalité au débat et décrypter des sujets complexes pour mieux les comprendre.

Le Directeur Général de l'institut FMES, Pascal Ausseur inaugure cette deuxième édition en mettant en avant l'ambition de la FMES de proposer une réflexion stratégique sous un angle différent, hors périphérie parisien, une réflexion d'un prisme méditerranéen. Il souligne que cette réflexion est d'autant plus pertinente en raison de la position de Toulon en première ligne face au « Sud ».

PANEL INTRODUCTIF

Il ajoute que le but des RSMED est de croiser les regards académiques, opérationnels et industriels des grands enjeux du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient, afin d'être au service de la réflexion stratégique et géopolitique.

Quatorze tables-rondes sont mises en place d'une durée chacune d'une heure et demie, pour pouvoir débattre et aller au bout de la réflexion, tout en ayant le temps d'être contredit. Ouvertes au public de tous horizons, il s'agit de permettre un accès gratuit au débat qui favorise la compréhension, la confrontation et une meilleure appréhension du monde qui nous entoure. Pour cela, la traduction simultanée en français ou en anglais sur toutes les tables rondes et pour les grands témoins est mise en place.



Pour Thomas Gassilloud, les RSMED répondent à trois besoins essentiels. Le besoin de réfléchir, en rencontrant une diversité d'interlocuteurs, favorise la remise en question et permet de ne pas tomber dans « le poison des certitudes ». Le besoin de se parler et de reconnaître nos différences, afin d'éviter que ce monde soit régulé par la violence. Et enfin, le besoin de mobiliser l'ensemble de la société et de reconstruire la défense de manière globale, pour que chacun se sente personnellement responsable de la défense.

« PASCAL AUSSEUR REPREND LES TROIS POINTS IMPORTANTS QUI CARACTÉRISENT LES RSMED, QUI SONT LA DIVERSITÉ DES IDÉES ET DES DÉBATS CONSTRUCTIFS, L'EXPERTISE MULTIDISCIPLINAIRE, ET LE RESPECT DES OPINIONS. »

Premièrement, les RSMED favorisent la confrontation d'idées, les débats approfondis et la réflexion collective. Les tables rondes permettent aux participants d'exprimer pleinement leurs idées, d'explorer les problématiques en profondeur et de confronter ces idées dans la durée, donnant ainsi la possibilité de se contredire.

Deuxièmement, ces rencontres réunissent des experts de divers domaines tels que les relations internationales, le domaine militaire et les technologies. La présence des militaires chargés des guerres et de la préparation des futures interventions est importante dans un contexte où l'actualité est marquée par la conflictualité. De plus, des experts technologiques apportent leur expertise concrète sur les changements induits par l'évolution technologique.

Troisièmement, le respect des opinions et la promotion de la rationalité dans les débats sont primordiaux. Dans une époque marquée par l'émotion, l'instantanéité et l'impact des réseaux sociaux, il est crucial de discuter des sujets délicats sans succomber à l'émotion. Pascal Ausseur le rappelle, l'objectif des RSMED est de ramener la raison dans un monde parfois gouverné par l'hystérie, en montrant l'exemple d'un débat respectueux, afin d'inspirer les jeunes à débattre de manière constructive. Ce panel introductif met en évidence les réponses politiques locales (I) et nationales (II), et la vision des Think Tanks stratégiques (III) face aux évolutions mondiales.

LA STRATÉGIE DES ÉLUS TERRITORIAUX DE LA RÉGION SUD

François de Canson indique qu'il faut commencer par l'évaluation de la réalité du territoire de la Région Sud, caractérisé par une diversité communautaire importante, incluant des communautés juives, musulmanes, chrétiennes et arméniennes. Il précise que ces communautés sont habituées à la notion du vivre-ensemble, malgré les défis que cette notion représente. En réponse à ces défis, François de Canson énumère les mesures prises par la Région Sud.

Tout d'abord, la Région a alloué une somme de 10 millions d'euros pour renforcer les capacités des forces de sécurité, en particulier les polices municipales, afin de les équiper et de développer la vidéosurveillance.

Cinq millions d'euros sont également mis à disposition des pompiers. François de Canson mentionne que la Région a obtenu des fonds européens et a installé des bornes d'appel d'urgence près des gares et des lycées, engageant 500 gardes régionaux pour veiller sur les lycées, les trains et les massifs.

Un accent est mis sur l'éducation en sensibilisant les lycéens à l'histoire de la Shoah, en les emmenant visiter des lieux comme les camps de concentration, Auschwitz et Buchenwald, mais aussi en rappelant l'histoire de la France, en honorant le devoir de mémoire envers tous nos combattants, sans oublier le vécu des pieds noirs et des harkis. Pour finir, François de Canson affirme que des initiatives sont prises au niveau méditerranéen, favorisant une coopération entre pays partageant des problématiques communes.

Cette vision englobe la création d'une macro-région méditerranéenne, promue au Parlement européen, afin de permettre aux peuples du Sud de prendre conscience des enjeux partagés et de trouver des solutions collectives.



LA LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE TOUJOURS D'ACTUALITÉ POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Thomas Gassilloud introduit ses propos en soulignant que ce n'est pas l'évolution de la situation en tant que telle qui est surprenante, mais l'accélération et le rythme de cette évolution. Il explique que la programmation militaire s'établit dans une trajectoire financière sur plusieurs décennies et repose sur une réflexion stratégique anticipative. Cette loi a été faite pour répondre au besoin français et européen.

Thomas Gassilloud rappelle que la France est un État doté de la dissuasion nucléaire, d'une profondeur stratégique, présent dans des alliances européennes et atlantiques. Les choix fondamentaux qui ont été faits dans la loi de programmation militaire demeurent selon lui valides, avec un accent sur la crédibilité et la durabilité de la dissuasion, la cohérence des moyens conventionnels plutôt que la masse, et la réactivité plutôt que l'endurance.

PANEL INTRODUCTIF

Cependant, les défis contemporains, notamment les ruptures technologiques, exigent une adaptation constante dans des domaines tels que l'espace, les grands fonds marins, le cyber et le champ informationnel. En conséquence, il est nécessaire de toujours réfléchir à comment faire évoluer les approches françaises.

Trois points de réflexion sont avancés par Thomas Gassilloud : d'abord, la nécessité d'intégrer différemment la masse dans la stratégie militaire et d'ajouter des moyens capacitaires moins coûteux mais en plus grand nombre. Puis, la nécessité de développer des stratégies indirectes pour influencer le monde sans nécessairement être directement impliqué. C'est-à-dire outre la capacité de faire soi-même avec des alliés, la capacité de faire-faire afin de pouvoir apporter un soutien à nos partenaires. Enfin, une réévaluation de l'engagement de la population dans la défense globale.

« AUJOURD'HUI, SEUL 1 % DE LA POPULATION ACTIVE EST MILITAIRE. »

Enfin, Thomas Gassilloud insiste sur le fait qu'il est nécessaire que chaque citoyen se réengage dans la défense nationale afin de répondre aux défis futurs de manière collective et responsable.

LE REGARD STRATÉGIQUE DE LA FMES ET DE SON PARTENAIRE LA FR5

Pascal Ausseur observe une fracturation interne et externe en Europe et en France, accompagnée d'une montée du ressentiment anti-occidental. Il note que cette dynamique aura un impact sur les relations sécuritaires de la France avec son voisinage du Sud ; l'Europe et la France se retrouvent de plus en plus marginalisées dans la géopolitique du Moyen-Orient, ce qui prive les Français, directement impliqués en première ligne, de jouer le rôle d'acteurs qu'ils pourraient potentiellement avoir.

Pascal Ausseur rappelle que les RSMED sont l'occasion de discuter plus en profondeur de l'actualité géopolitique, notamment du conflit israélo-palestinien. Il insiste sur la logique politique qui a été mise de côté ces quatre dernières décennies au profit d'une logique économique.

Cette logique consiste à faire des efforts politiques pour promouvoir la création d'un État palestinien et la solution des deux États.

La deuxième logique est la logique géopolitique, c'est-à-dire déterminer les intérêts et rapports de force internationaux en tenant compte des positions de l'Iran, d'Israël, de l'Arabie Saoudite, de la Chine et de la Russie.

La troisième logique, plus complexe à appréhender, repose sur la passion. C'est une revanche des émotions fortes et de l'irrationnel. On observe le retour puissant et radical du facteur religieux, particulièrement dans le monde musulman qui nous entoure.

Cette dynamique s'ajoute à des passions façonnées par le ressentiment, voire par une fierté nationale que l'Europe avait oubliée. Ces phénomènes émotionnels et irrationnels sont amplifiés par l'impact d'Internet, du cyberspace et de l'intelligence artificielle. Ce n'est que le début de cette évolution.

Xavier Pasco considère que les événements récents illustrent l'importance d'aborder la réflexion stratégique sous divers angles et marquent un éloignement de la vision positive de la mondialisation, nous ramenant à des réalités concrètes.

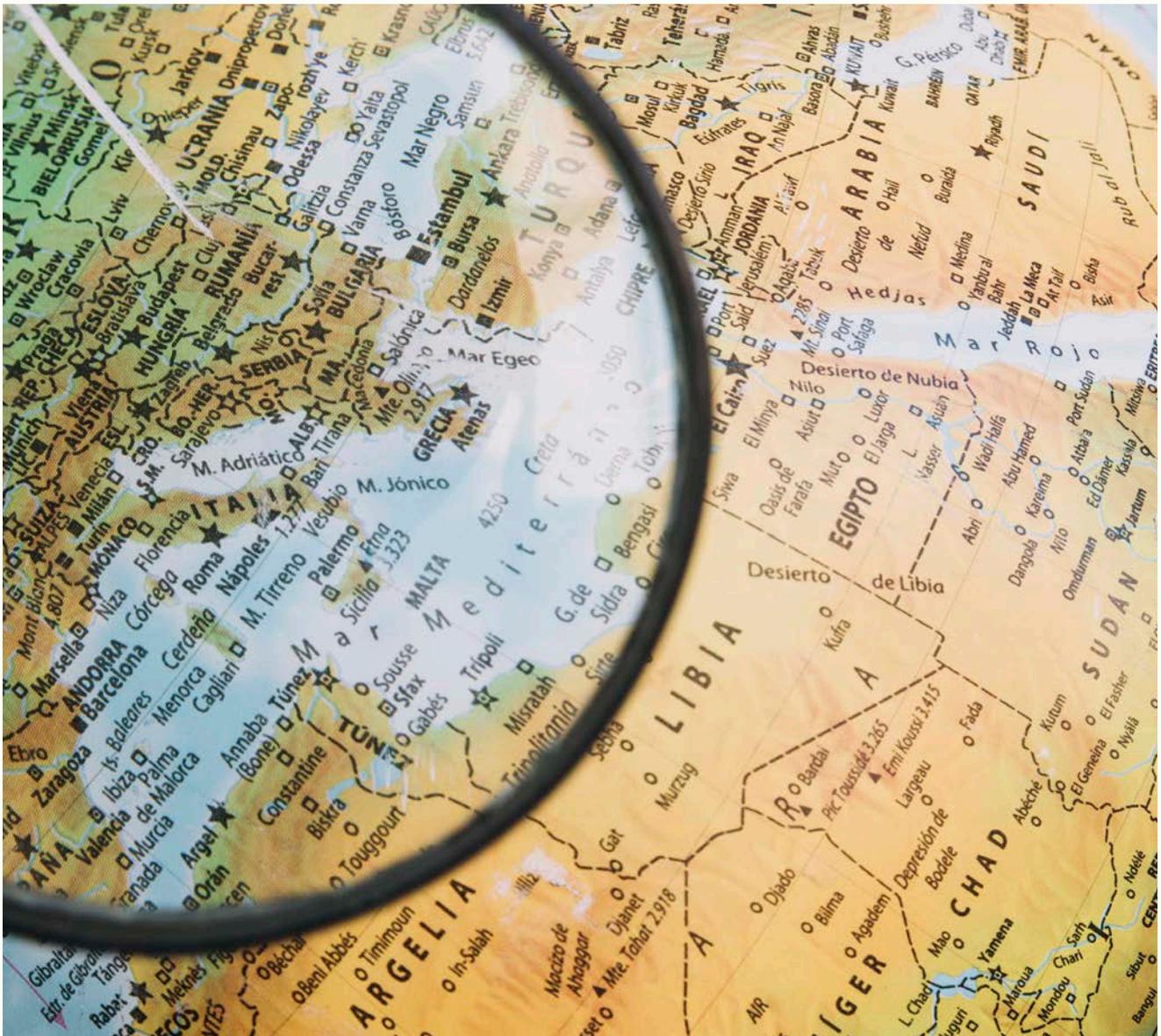
Dans le conflit israélo-palestinien, il signale que la centralité géographique est frappante et précise que la Bande de Gaza est très petite à l'échelle humaine. Xavier Pasco dénonce la notion de "village planétaire" qui a contribué à déshumaniser les relations humaines ces dernières années. Il explique que la mondialisation et la centralité géographique sont des réalités présentes aussi bien dans les sociétés occidentales qu'au niveau international.

Ainsi, il est important de saisir cette superposition de dimensions, qui ne se succèdent pas simplement, mais s'empilent, tout comme il faut comprendre la diversité, la géopolitique, les technologies et l'accélération du rythme. Le tempo est un aspect fondamental de la réflexion stratégique, reprend Xavier Pasco, car il évolue rapidement. Par conséquent, il faut savoir anticiper, car les cycles se raccourcissent, tout en gardant à l'esprit la vision globale de l'empilement des événements.

« PASCAL AUSSEUR CONCLUT EN ESTIMANT QU'IL FAUT S'ÉLOIGNER DU « POISON DES CERTITUDES » ET ALLER VERS LE DOUTE SOCRATIQUE, CELUI QUI POUSSE À REMETTRE EN QUESTION NOS ACTIONS. »

Par Maé BAUR

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES



➤ Levant et méditerranée orientale : nouvel espace d'expression des puissances

.....p 12

Modérateur :

Pierre RAZOUX, Directeur académique de l'institut FMES.

Intervenants :

Dorothee SCHMID, Chercheuse à l'IFRI, responsable du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient.

Hasan YUKSELEN, Directeur des études stratégiques et de sécurité à l'Institut de politique étrangère d'Ankara (TFPI) en Turquie.

Marc SEMO, Journaliste français pour Le Monde.

Nomi BAR-YAACOV, Chercheuse associée dans le programme de sécurité internationale à Chatham House.

➤ Du canal de Suez à la Corne de l'Afrique : un enjeu géostratégique majeur

.....p 18

Modérateur :

Marie-France CHATIN, Journaliste à Radio France Internationale et productrice de l'émission "Géopolitique".

Intervenants :

Camille LONS, Chercheuse invitée au European Council on Foreign Relations (ECFR).

Géraldine PINAULT, Docteure et spécialiste de la Corne de l'Afrique.

Contre-Amiral (2s) Jean-Michel MARTINET, Chercheur au sein du département maritime de l'institut FMES.

Richard WATTS, Fondateur de HR Maritime.

➤ Le Maghreb, la Méditerranée et l'Europe : enjeux stratégiques

.....p 24

Modérateur :

Miguel ALVAREZ DE EULATE Y MORENO, Fondateur et Directeur général de la FESEI.

Intervenants :

S.E.M. Mohammad Tawfik MOULINE, Directeur général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques.

Amiral (R) Kamel AKROUT, Président-fondateur du centre de réflexion IPASSS.

Djenabou CISSE, Chargée de recherche à la FRS.

Walter BRUYERE-OSTELLS, Professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Aix.

LEVANT ET MÉDITERRANÉE ORIENTALE : NOUVEL ESPACE D'EXPRESSION DES PUISSANCES

Modérateur :

Pierre RAZOUX, Directeur académique de l'institut FMES.

Intervenants :

Dorothee SCHMID, Chercheuse à l'IFRI, responsable du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient.

Hasan YUKSELEN, Directeur des études stratégiques et de sécurité à l'Institut de politique étrangère d'Ankara (TFPI) en Turquie.

Marc SEMO, Journaliste français pour Le Monde.

Nomi BAR-YAACOV, Chercheuse associée dans le programme de sécurité internationale à Chatham House.



Quelques semaines après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 et la riposte israélienne dans la bande de Gaza, la table-ronde « Levant et Méditerranée orientale : nouvel espace d'expression des puissances » invite à dresser un état des lieux du conflit et à croiser les regards sur la région. Décryptant dans un premier temps les stratégies du Hamas et de Tsahal, les intervenants se penchent ensuite sur les différents scénarios d'escalade du conflit, avant d'envisager les perspectives de paix et de reconstruction. Les intervenants analysent également l'implication des principales puissances étrangères dans le conflit entre le Hamas et Israël. Ils abordent enfin la question de la politique étrangère de la Turquie alors que le président R. T. Erdogan vient de commémorer avec faste le centenaire de la République turque.

QUELLES STRATÉGIES POUR LE HAMAS ET L'ARMÉE ISRAËLIENNE ?

Ouvrant le débat sur les stratégies des protagonistes au conflit, Pierre Razoux fait le constat d'un triple objectif de la part d'Israël. Le premier consiste à anéantir la branche armée du Hamas et éviter l'extension du conflit à d'autres fronts (Cisjordanie, Nord d'Israël face au Hezbollah). Le second à gérer la guerre de l'information pour conserver à tout prix le soutien des Etats-Unis. Le troisième à regagner la confiance des Israéliens suite à la faille sécuritaire du 7 octobre. La réaction militaire israélienne disproportionnée dans la bande de Gaza s'explique par la volonté du gouvernement israélien de restaurer une posture dissuasive crédible et un rapport de forces qui lui soit favorable, afin de décourager tout nouvel agresseur.

Par ailleurs, en se concentrant sur l'objectif clairement affirmé d'anéantir militairement le Hamas, Tsahal évince du débat la question politique de la Palestine. Néanmoins, c'est une opération particulièrement délicate dans laquelle s'est lancé Israël au regard de la densité de population civile dans la bande de Gaza et de la pression croissante de l'opinion internationale appelant à minima à des pauses humanitaires, y compris de la part des Etats-Unis.

Alors que Dorothée Schmid constate que la région s'installait dans une période de « déconfliction » par la réintégration de la Syrie dans la Ligue arabe, ou encore l'accord saoudo-iranien négocié en mars 2023 sous l'égide de la Chine, ce sont les tentatives de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite qui semblent avoir mis le feu aux poudres et motivé l'attaque lancée par le Hamas le 7 octobre. Tandis que la question palestinienne était reléguée au second plan des tractations internationales, la stratégie du Hamas a consisté à remettre ce sujet sur le devant de la scène en s'affichant comme la force militaire en mesure de relancer le conflit israélo-palestinien.

Avec une offensive sans précédent qui visait directement le territoire d'Israël, le Hamas s'est attaqué aussi bien aux civils qu'aux militaires, faisant du 7 octobre la journée la plus meurtrière dans l'histoire des Juifs depuis la Shoah (1). Au-delà des failles de l'Etat israélien, cette incursion a démontré la possibilité que le conflit s'embrace à nouveau en impliquant les Etats de la région.

QUELLES PERSPECTIVES D'ESCALADE DU CONFLIT ?

Interrogée sur les possibilités d'escalade du conflit, Nomi Bar-Yaacov pointe l'attention sur la Cisjordanie, territoire palestinien selon le droit international, sur lequel vivent des colons israéliens. Alors que les combats font rage dans la bande de Gaza, les tensions montent entre Palestiniens et colons, faisant craindre une extension du conflit en Cisjordanie. L'agressivité des colons envers la population palestinienne, détruisant des maisons et forçant les familles à fuir, les déclarations provocantes de nombreux ministres israéliens ainsi que la multiplication des incidents dans cette région éloignent de plus en plus la perspective d'une solution à deux Etats.

Une seconde possibilité d'extension du conflit concerne le Liban, bien que Hasan Yükselen constate que ce pays, comme les autres Etats de la région, s'abstient de toute implication directe. Si le Hezbollah libanais a pu montrer son soutien au Hamas par des déclarations enflammées, le Liban, déjà enlisé dans une profonde crise sociale et économique, n'a aucun intérêt à basculer dans une escalade militaire. Quant à l'Iran, Marc Semo déclare que le pays est sur une ligne de crête entre la volonté d'afficher son soutien au Hamas, tout en niant son implication dans l'offensive du 7 octobre.

Les intervenants s'accordent à dire qu'il est fort peu envisageable que l'Iran se confronte à Israël et aux Etats-Unis en s'impliquant directement dans le conflit.



« AGISSANT DE MANIÈRE RATIONNELLE, L'IRAN RESTE CONCENTRÉ SUR SES AMBITIONS NUCLÉAIRES ET S'EFFORCE DE PRÉSERVER SES PROPRES INTÉRÊTS EN SE TENANT À L'ÉCART D'UN AFFRONTMENT ARMÉ CONTRE L'ÉTAT HÉBREU. »

Dorothee Schmid met également en garde contre un risque d'escalade bien au-delà de la région, qui viendrait s'immiscer au sein même des sociétés occidentales. Le conflit a lancé un débat moral, politique et religieux sans équivalent à travers le monde, divisant les opinions publiques et polarisant les scènes politiques nationales. Une situation à prendre au sérieux, qui illustre l'impact du Proche-Orient sur nos sociétés occidentales.

Par ailleurs, ce conflit affecte les tentatives de stabilisation régionale au Moyen-Orient et gèle la perspective d'une normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël. Laissant les Américains communiquer dans les premières semaines du conflit, les Saoudiens déclarent désormais que la question palestinienne doit être remise sur le devant de la scène, sans pour autant remettre en cause le principe d'une normalisation à terme avec Israël. Les Accords d'Abraham auront effectivement leur rôle à jouer dans la stabilisation de la région car ils constituent le premier cadre de coopération sur des questions économiques et technologiques entre les pays arabes et Israël, comme le rappelle Dorothee Schmid.

COMMENT ENVISAGER LA PAIX ET LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT ?

S'il reste difficile d'imaginer une résolution globale du conflit israélo-palestinien sans changement de gouvernement israélien et palestinien, les intervenants ont évoqué l'après conflit et les différentes perspectives de reconstruction, qu'elles soient politiques, sécuritaires ou économiques.

Il est impensable d'envisager la paix entre la Palestine et Israël sans se pencher sur la question sécuritaire, primordiale pour assurer la stabilité.

Concernant les voisins régionaux, il semble peu probable que l'Égypte engage des troupes militaires dans la bande de Gaza, conditionnant la question sécuritaire à un réengagement américain dans la région.

A cet égard, Dorothee Schmid rappelle que les discussions saoudiennes sur les accords d'Abraham ont été ouvertes en échange d'une garantie de sécurité américaine. Néanmoins, l'élection présidentielle américaine de novembre 2024 peut rebattre les cartes de la diplomatie américaine dans la région, limitant l'énergie de l'administration Biden sur ce dossier.

Concernant les perspectives politiques, Nomi Bar-Yaacov défend l'idée d'une autorité transitionnelle, assurée par l'Autorité palestinienne, avec le soutien de la Ligue arabe. La transition politique nécessite d'être soutenue par une coalition d'Etats arabes, dont l'implication est primordiale afin d'assurer une stabilité politique tant avec la future Palestine qu'avec Israël. La solution à deux Etats reste aujourd'hui la plus souhaitable, bien que les frontières restent à définir. A ce titre, Nomi Bar-Yaacov se positionne en faveur d'une résolution onusienne basée sur les frontières de 1967 (2), tandis que d'autres experts sont davantage favorables à une nouvelle délimitation des frontières. Néanmoins, comme le rappelle Marc Semo, le rôle de l'ONU n'est pas aisé dans le conflit israélo-palestinien avec un Conseil de sécurité qui se retrouve confronté à ses propres limites. Ayant condamné à plusieurs reprises la violation du droit international par l'Etat d'Israël, le Conseil de sécurité est aujourd'hui dans une situation de blocage.

Les cinq membres permanents, qui peuvent bloquer l'adoption d'une résolution par leur veto, s'affrontent dans une logique de blocs. D'autant que la Russie, membre permanent du Conseil, a lancé une agression armée contre l'Ukraine, se plaçant elle-même en violation de la Charte des Nations Unies.

Ces dysfonctionnements internes au Conseil de sécurité rendent difficile l'adoption d'une résolution onusienne créant une force internationale pour la bande de Gaza. Néanmoins, les puissances, notamment occidentales, doivent adopter une position plus ferme selon Nomi Bar-Yaacov, afin de stopper la « rhétorique inflammatoire ».

« CONDAMNER LES VIOLATIONS ET IMPOSER LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL, NOTAMMENT DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS DE CISJORDANIE. »

Quant au rôle joué par l'Union européenne, Marc Semo fait le constat d'une organisation qui aurait tous les éléments en main pour agir, mais dont les dissensions internes reposent sur la mémoire juive singulière à chaque pays. A titre d'exemple, l'Espagne est davantage tournée vers le monde arabe, tandis que l'Allemagne ou l'Autriche apportent un soutien politique et militaire à Israël. L'Union européenne, qui est de surcroît le principal partenaire commercial d'Israël, ne parvient pas à définir une position commune dans ce conflit.

S'agissant de la dimension économique, les Etats arabes ont un rôle clé à jouer avec une aide envisageable de la part des Etats du Golfe. La Ligue arabe peut également faciliter la mise en œuvre d'accords économiques. Sans oublier l'importance économique des accords d'Abraham, qui seront probablement mis à profit dans la transition post-conflit.

QUELLE IMPLICATION DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES DANS LE CONFLIT ?

Pour conclure la table-ronde, les intervenants évoquent l'implication des puissances étrangères, particulièrement de la Turquie, de la Chine et de la Russie dans ce conflit. Hasan Yükselen rappelle que le mot d'ordre de la diplomatie turque est l'autonomie du pays, qui tente de maintenir l'équilibre de la région. Depuis 2020, la Turquie avait réussi à apaiser ses relations avec de nombreux pays, y compris Israël, dans l'objectif de s'afficher comme une « puissance responsable » selon Dorothée Schmid, tout en rappelant avec ferveur son soutien à la cause palestinienne.

Tirailé entre son rôle de médiateur et sa position de leader régional dans le soutien de la cause palestinienne, le président Erdogan avait initialement adopté une position mesurée sur le conflit entre le Hamas et Israël, appelant les deux parties à agir prudemment. Puis le Président a durci sa rhétorique après la frappe sur un hôpital dans la bande de Gaza, avec des invectives personnelles contre B. Netanyahu, fragilisant la capacité de la Turquie à jouer le rôle de médiateur qu'elle occupait depuis la guerre en Ukraine (3).

Par ailleurs, le président Erdogan, qui personnalise ses rapports diplomatiques, entretient une inimitié de longue date à l'égard de B. Netanyahu. Il s'agit donc davantage d'une affaire personnelle que d'attaques contre l'Etat d'Israël. Par ailleurs, le fait que la Turquie fait partie de l'OTAN depuis 1952 et les pourparlers avec l'Union européenne n'empêchent pas Erdogan d'adopter une position ferme, tout particulièrement à l'égard des puissances occidentales (4).

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES



Dorothee Schmid souligne ainsi l'habileté de la diplomatie turque à créer un cadre de discussion, renforcée par la place géographique centrale de la Turquie entre l'Europe, la Russie et le Moyen-Orient.

Concernant la position de la Russie depuis le 7 octobre, Pierre Razoux constate un revirement dans les relations russo-israéliennes, Vladimir Poutine adoptant un ton plus ferme à l'égard d'Israël. Selon Marc Semo, la prise d'assaut de l'aéroport de Makhatchkala (capitale de la république russe du Daguestan) le 29 octobre 2023 est révélateur d'un état d'esprit de vengeance encouragé par la propagande du régime russe. La Russie joue ainsi un rôle de plus en plus trouble au Moyen-Orient.

« POUR SOUTENIR SON EFFORT DE GUERRE EN UKRAINE, LA DIPLOMATIE RUSSE EST OBLIGÉE D'ENTREtenir DES LIENS ÉTROITS AVEC L'ARABIE SAOUDITE ET LES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE, DONT LES OPINIONS PUBLIQUES SONT SENSIBLES À LA CAUSE PALESTINIENNE. »

De plus, la Russie fait partie de l'OPEP+ et doit s'entendre avec l'Arabie saoudite sur les prix du baril de pétrole.

Alors que 20% des Israéliens sont issus des républiques de l'ex-URSS, et que les relations entre Poutine et Netanyahu s'étaient améliorées, la Russie se retrouve désormais dans une position d'équilibriste et voit une opportunité d'atténuer son isolement diplomatique en s'appuyant sur ses partenaires au Moyen-Orient.

Le conflit dans la bande de Gaza permet également à la Russie de faire diversion et de détourner les regards de l'Ukraine. Quant à la Chine, qui maintient une position constante de neutralité, elle affiche une volonté de s'impliquer davantage dans la région.

La diplomatie chinoise s'est notamment illustrée dans la facilitation de la reprise des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran en mars 2023. Les pays du Golfe renforcent également considérablement leurs relations avec le régime chinois. Il apparaît donc tout à fait envisageable que la Chine souhaite jouer un rôle dans la question palestinienne, reste à savoir lequel. La rencontre entre Joe Biden et Xi-Jing Ping le 15 novembre 2023, suivie de la visite de Mahmoud Abbas et de plusieurs dirigeants arabes à Pékin quelques jours plus tard, montre que la Chine semble s'impliquer davantage dans le processus diplomatique au Proche et au Moyen-Orient.

Par Agathe DELORME

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES

NOTES

(1) Le bilan fait état d'environ 1200 morts israéliens suite à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023.

(2) Frontières du 4 juin 1967, veille du début de la guerre des Six Jours, résultant d'accords conclus entre Israël et quatre États voisins : la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Égypte

(3) Depuis l'agression russe en Ukraine, la Turquie adopte une position mesurée, jouant le rôle de médiateur entre la Russie et l'Ukraine, en fournissant des drones à l'armée ukrainienne, tout en n'appliquant pas les sanctions occidentales prises à l'encontre de la Russie.

(4) Le président Erdogan adopte ainsi une position ferme à l'égard des puissances occidentales, y compris envers les États-Unis en refusant de rencontrer le secrétaire d'État américain Antony Blinken en visite à Ankara début novembre.

DU CANAL DE SUEZ À LA CORNE DE L'AFRIQUE : UN ENJEU GÉOSTRATÉGIQUE MAJEUR

Modérateur :

Marie-France CHATIN, Journaliste à Radio France Internationale et productrice de l'émission "Géopolitique".

Intervenants :

Camille LONS, Chercheuse invitée au European Council on Foreign Relations (ECFR).

Géraldine PINAULDT, Docteure et spécialiste de la Corne de l'Afrique.

Contre-Amiral (2s) Jean-Michel MARTINET, Chercheur au sein du département maritime de l'institut FMES.

Richard WATTS, Fondateur de HR Maritime.



A l'heure où les regards sont tournés vers la Méditerranée orientale, l'Ukraine ou encore l'Indopacifique, la table-ronde « du Canal de Suez à la Corne de l'Afrique : un enjeu géostratégique majeur » se penche sur les dynamiques à l'œuvre dans la région de la mer Rouge. Au nord se trouve le Canal de Suez par lequel transite 14% du trafic mondial des hydrocarbures. Au sud, les ambitions des puissances étrangères se concentrent sur la Corne de l'Afrique, faisant de la mer Rouge un espace stratégique majeur. Les intervenants débudent la table ronde en se penchant sur les intérêts maritimes de la région, avant d'analyser les rivalités de puissances à l'œuvre. Ils abordent enfin les initiatives régionales et internationales visant à stabiliser la région de la mer Rouge.

LA MER ROUGE, UN « CHOKE POINT » DES FLUX MARITIMES INTERNATIONAUX

Marie-France Chatin introduit la discussion par la dimension maritime de la Corne de l'Afrique. Le détroit de Bab-el-Mandeb, qui sépare la péninsule arabique de la côte africaine et relie la mer Rouge au Golfe d'Aden constitue la zone maritime cruciale de la Corne de l'Afrique.

Comme le rappelle Jean-Michel Martinet, le détroit n'est large que de 25 km. Or, ce sont 60 bateaux, qui représentent 6 millions de barils de pétrole, qui le traverse chaque jour. Bab-el-Mandeb constitue ainsi un véritable « choke point (1) » de l'économie mondialisée, celle-ci reposant en grande partie sur le trafic par voie maritime.

« AU-DELÀ DU COMMERCE MONDIAL, CE SONT ÉGALEMENT L'ENSEMBLE DES CÂBLES NUMÉRIQUES SOUS-MARINS RELIANT L'ASIE À LA MÉDITERRANÉE QUI TRANSITENT PAR CE CHOKE POINT, FAISANT DE BAB-EL-MANDEB UN DÉTROIT STRATÉGIQUE. »

Or, la zone est soumise à une importante instabilité, renforcée par l'interventionnisme de nombreuses puissances étrangères. A titre d'exemple, l'Egypte a contribué à remettre en place la junte militaire au Soudan en octobre 2021. La Chine a également accentué sa présence économique et militaire dans la région depuis 2017, ainsi que le Japon et l'Italie qui ont eux aussi ouvert des bases navales à Djibouti.

Cette présence de nombreuses puissances étrangères illustre l'intérêt majeur que constitue la région de la Corne de l'Afrique et le détroit de Bab-el-Mandeb.

Quant à la sécurité maritime dans la région, Jean-Michel Martinet met en garde contre les activités menées par les rebelles Houthis au Yémen en mer Rouge, qui peuvent menacer la stabilité du commerce mondial. Par ailleurs, il appelle à observer également les conséquences du conflit entre Israël et le Hamas, déclenché le 7 octobre 2023, sur le trafic maritime dans la région.



L'attaque menée le 19 novembre 2023 par les rebelles Houthis du Yémen sur un navire commercial israélien, à proximité du détroit de Bab-el-Mandeb, illustre ces craintes.

Deuxième « choke point » de la mer Rouge, le Canal de Suez est un passage stratégique des flux maritimes, par lequel transite 12% du commerce mondial. Richard Watts revient sur l'affaire de l'Ever Given, qui a illustré l'importance de ce canal qui relie la mer Rouge à la Méditerranée. En mars 2021, le porte-conteneurs Ever Given, bloqué durant six jours en travers du Canal de Suez, avait engendré le retard de 400 bateaux et impacté l'ensemble des marchés mondiaux. En effet, le blocage du canal oblige les bateaux à emprunter une route plus longue, passant par le Cap de Bonne-Espérance en Afrique du Sud. La modification du trajet des cargos, qui nécessite alors une dizaine de jours supplémentaires pour atteindre la Méditerranée (2), engendre ainsi un impact financier et commercial significatif.

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES

UN THÉÂTRE DE LA RIVALITÉ ENTRE PUISSANCES

La mer Rouge, qui sépare la péninsule arabique de l'Afrique de l'Est, fait l'objet d'un regain d'intérêt à la fois de la part des pays du Golfe, mais également d'un repositionnement des Etats africains côtiers. En effet, les Etats du Golfe, conscients du potentiel économique de la mer Rouge notamment par sa richesse en ressources naturelles, investissent massivement dans la région. Ainsi, l'Arabie saoudite s'est lancée dans la construction d'infrastructures portuaires et de complexes industriels le long de sa côte, visant à dynamiser ses activités économiques sur le bord de la mer Rouge. Mohamed ben Salmane annonçait également le projet Neom (3) en 2017, un projet faramineux de ville futuriste située au nord-ouest du royaume, sur la côte saoudienne.

Les Etats du Golfe affichent une volonté de jouer un rôle de médiateur politique et de contrer les influences régionales rivales. C'est dans cette perspective que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis ont contribué au rapprochement entre l'Ethiopie et l'Erythrée (4), en s'impliquant dans les affaires politiques internes de ces pays. Au-delà de ce rôle de médiateur régional, Camille Lons constate que dans les années 2000-2010, les diplomates des pays du Golfe cherchaient principalement à contrer l'influence iranienne dans la Corne de l'Afrique et au Yémen. En effet, entre 2014 et 2016, l'Arabie saoudite est parvenue à contraindre Djibouti, la Somalie ou encore le Soudan à rompre leurs relations diplomatiques avec l'Iran, dans l'objectif de l'isoler politiquement dans la région.

« DEPUIS, LES DYNAMIQUES ONT ÉVOLUÉ ET LES PAYS DU GOLFE CHERCHENT DAVANTAGE À CONTRER LES INFLUENCES ENTRE EUX, À L'IMAGE DE LA RIVALITÉ ENTRE LE QATAR ET LA TURQUIE, OU ENCORE ENTRE LES EMIRATS ARABES UNIS ET L'ARABIE SAOUDITE. »



Sur le plan international, les Etats du Golfe ont compris l'intérêt qu'ils ont à se positionner comme interlocuteurs privilégiés avec les puissances globales, notamment dans le cadre du projet chinois des « Nouvelles routes de la Soie » (5), dont les routes maritimes traversent la mer Rouge.

De l'autre côté de la mer Rouge, la rive africaine a également conscience du potentiel économique et militaire de la région et se positionne comme un véritable acteur de cette zone.

Interrogée sur les positionnements géopolitiques des Etats riverains, Géraldine Pinaudt attire l'attention sur les revendications éthiopiennes. L'Ethiopie, qui dépend du port de Djibouti pour ses exportations et importations, n'a plus d'accès à la mer Rouge depuis l'indépendance de l'Erythrée en 1993. Or, début octobre 2023, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a présenté, dans un long discours, l'importance stratégique de l'accès à la mer Rouge pour son pays, suscitant les craintes et réactions des Etats voisins. L'Ethiopie revendique ainsi son ambition d'occuper une place importante dans la région, au risque de créer des tensions. En 2019, ce pays a par ailleurs annoncé souhaiter recréer une marine nationale éthiopienne dont l'implantation reste à définir.

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES



Autre Etat qui s'illustre dans la Corne de l'Afrique, la République de Djibouti est courtisée pour sa position stratégique importante. Bordant l'entrée de la mer Rouge, elle est un observatoire pour les conflits au Soudan et au Yémen et constitue une plateforme stratégique et opérationnelle pour la lutte contre la piraterie dans la région. Ancienne colonie devenue indépendante en 1977, Djibouti conserve un partenariat historique avec la France, qui dispose sur place de son plus gros contingent en Afrique. Mais d'autres puissances étrangères convoitent également Djibouti, dont la Chine qui y occupe une place grandissante depuis 2017.

C'est au moyen d'investissements massifs et par l'établissement d'une base militaire que la Chine étend son influence à Djibouti. Néanmoins, Jean-Michel Martinet constate que cette politique d'investissement reste déséquilibrée, avec 37% des importations djiboutiennes venant de Chine contre 3% des exportations djiboutiennes qui partent vers la Chine. Cette coopération sino-djiboutienne comporte ainsi des risques auxquels Djibouti doit prendre garde, pour ne pas perdre sa souveraineté (6).

DES INITIATIVES STABILISATRICES À LA PORTÉE TRÈS LIMITÉE

Marie-France Chatin revient sur l'étroitesse singulière du Canal de Suez, dans lequel le blocage d'un navire engendre un impact conséquent sur l'économie mondiale.

Interrogé sur le potentiel intérêt des puissances pour un tel blocage du Canal, Jean-Michel Martinet rappelle que l'Égypte a tout intérêt à maintenir ce couloir maritime ouvert car elle tire une grande partie de ses ressources du Canal de Suez.

Cependant, certaines puissances telles que la Russie, peuvent voir là l'occasion d'affaiblir les économies européennes en bloquant le Canal de Suez.

En installant une base navale au Soudan (7), la Russie dispose de moyens pour bloquer la mer Rouge par des moyens de déni d'accès. Toutefois, elle n'aurait qu'un intérêt ponctuel à bloquer le Canal de Suez, qui constitue pour elle un moyen d'accéder aux mers chaudes. Un autre exemple de la fragilité de l'équilibre régional réside dans les rebelles Houthis, au Yémen, qui disposent de moyens suffisants pour impacter le trafic maritime dans le détroit de Bab-el-Mandeb et plus largement en mer Rouge. En effet, depuis 2016, les rebelles Houthis ciblent les navires militaires de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite qui les combat, mais également le trafic civil dans la région. Ainsi, en septembre 2019, le groupe rebelle avait revendiqué les attaques par missiles des installations pétrolières d'Abqaiq et de Khurais en Arabie saoudite.

Malgré un équilibre géopolitique fragile, plusieurs cadres de coopération régionale sont mis en place pour stabiliser la région de la mer Rouge. Camille Lons explique que les accords d'Abraham, négociés sous les auspices des États-Unis, avaient été conçus initialement pour réintégrer économiquement et militairement (8) Israël parmi les pays de la région.



Malgré l'objectif de pacification des accords, la chercheuse souligne que l'enjeu crucial du conflit israélo-palestinien n'est pas résolu alors qu'il reste déterminant pour envisager une paix stable au Proche-Orient. Quant au rapprochement irano-saoudien, matérialisé par un accord négocié en mars 2023 sous l'égide de la Chine, Camille Lons en dresse un premier bilan mitigé. Du côté saoudien, l'accord a été motivé par la volonté de réduire la vulnérabilité de l'Arabie saoudite face aux attaques menées par les rebelles Houthis. Cependant, elle constate une faible confiance de la part des saoudiens envers l'Iran et questionne la capacité de cet accord à être un facteur de stabilité régionale.

Au sujet de la coopération régionale, Marie-France Chatin interroge les intervenants sur le bilan du projet de Conseil de la mer Rouge. Initiative lancée par l'Égypte et reprise par l'Arabie saoudite en 2020, le Conseil de la mer Rouge visait à rassembler les pays riverains afin de discuter des enjeux économiques et sécuritaires. Malgré quelques exercices navals, le projet suscite le scepticisme des pays de la Corne de l'Afrique, peu disposés à s'engager dans un projet mené par l'Arabie saoudite.

Ce projet connaît également des dissensions internes concernant la composition de ses membres, car le choix a été fait d'inclure exclusivement les pays côtiers de la mer Rouge, tout en excluant l'Éthiopie du projet (9). S'agissant de l'élargissement des BRICS annoncé en août 2023 (10), Géraldine Pinault note qu'il est difficile d'envisager la convergence d'intérêts entre puissances par une simple adhésion de nouveaux membres (11), malgré un narratif qui suscite de grands espoirs.

Cet élargissement des BRICS s'inscrit, selon Camille Lons, dans une tendance plus générale des pays du Golfe de diversifier leurs relations, notamment avec la Chine. Un positionnement qui peut se révéler délicat en cas d'escalade des tensions entre les États-Unis et la Chine.

Par Agathe DELORME

NOTES

(1) Un « choke point » désigne un passage stratégique en matière de transports.

(2) La route passant par le Cap de Bonne-Espérance nécessite une dizaine de jours supplémentaires et une vingtaine de jours supplémentaires pour un cargo déjà engagé dans la mer Rouge.

(3) Le projet Neom est un projet de ville futuriste sur la côte saoudienne bordant la mer Rouge. Il fait partie du plan Vision 2030, dont l'objectif est de diversifier l'économie saoudienne afin de réduire sa dépendance aux hydrocarbures.

(4) L'Éthiopie et l'Érythrée ont signé à Jeddah, en 2018, un accord de rétablissement de leurs relations sous l'entremise saoudienne et émirienne.

(5) Aussi appelées Belt and Road Initiative (BRI), les « Nouvelles routes de la Soie » est un projet annoncé par la Chine en 2013 visant à relier par voie maritime et ferroviaire la Chine à l'Europe et à l'Afrique.

(6) Jean-Michel Martinet évoque à cet égard la vente des télécommunications djiboutiennes et le projet de construction d'un site de lancement spatial à Djibouti par la Chine.

(7) Un accord a été conclu en février 2023 entre le Soudan et la Russie pour la construction d'une base navale russe à Port-Soudan.

(8) Il était ainsi envisagé que la marine israélienne puisse rejoindre la CMF, Combined Maritime Forces, force maritime multinationale créée par les États-Unis afin de renforcer la sécurité maritime, notamment dans la mer Rouge.

(9) L'exclusion de l'Éthiopie résulte de négociations entre l'Arabie saoudite et l'Égypte lors de la reprise du projet par Riyad.

(10) Lors du sommet de Johannesburg en août 2023, l'organisation des BRICS a annoncé son élargissement à six nouveaux membres en 2024 : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

(11) Géraldine Pinault souligne qu'il sera difficile de faire converger les intérêts égyptiens et éthiopiens, malgré leur intégration à l'organisation des BRICS+. Les deux pays ont des relations conflictuelles depuis plusieurs années, notamment concernant leur exploitation du Nil.

LE MAGHREB, LA MÉDITERRANÉE ET L'EUROPE : ENJEUX STRATÉGIQUES

Modérateur :

Miguel ALVAREZ DE EULATE Y MORENO, Fondateur et Directeur général de la FESEI.

Intervenants :

S.E.M. Mohammad Tawfik MOULINE, Directeur général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques.

Amiral (R) Kamel AKROUT, Président-fondateur du centre de réflexion IPASSS.

Djenabou CISSE, Chargée de recherche à la FRS.

Walter BRUYERE-OSTELLS, Professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Aix.



La table ronde « Maghreb, Méditerranée et Europe : les enjeux stratégiques » illustre la complexité et la multitude des enjeux stratégiques de la région avec des intervenants de la rive Nord et de la rive Sud, afin d'apporter une vision globale au sujet. Les deux rives présentent de nombreuses complémentarités, mais aussi des défis à relever, notamment concernant le changement climatique, l'immigration, la sécurité et la sécurité alimentaire. Les intervenants de cette table ronde étudient ces enjeux stratégiques du point de vue de la rive Sud mais également de la rive Nord, en décryptant les dynamiques entre ces deux rives.

LES PERSPECTIVES MAROCAINES DE CES ENJEUX STRATÉGIQUES

Sur le plan géopolitique, le Maroc adopte une position de relative neutralité dans les crises mondiales comme pour la guerre en Ukraine. Par ailleurs, Rabat a facilité les négociations entre factions libyennes (1).

Quant à l'intégration économique du Maghreb, elle reste en suspens avec des frontières fermées entre le Maroc et l'Algérie depuis des décennies et des relations tendues depuis la normalisation des relations entre le Maroc et Israël. De plus, M. Tawfik Mouline constate que l'Union Européenne est moins présente que par le passé en Méditerranée.

La question sécuritaire est fondamentale pour les deux rives de la Méditerranée. Le terrorisme du Sahel et de la Corne d'Afrique menace le Maghreb, avec des répercussions potentielles sur l'Europe. En matière de changement climatique, la Méditerranée subit des impacts significatifs.

« LES EAUX CÔTIÈRES ONT CONNU UNE AUGMENTATION DE LA TEMPÉRATURE QUI DÉPASSE 1 °C DURANT LES TROIS DERNIÈRES DÉCENNIES, ON REMARQUE UNE BAISSÉ SENSIBLE DES PRÉCIPITATIONS, DES SÉCHERESSES RÉCURRENTES SUR LA « RIVE SUD » ET DES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES EXTRÊMES DE PLUS EN PLUS FRÉQUENTS. »

Tawfik Mouline affirme que les pays du Sud de la Méditerranée ne sont pas responsables du changement climatique. Cette responsabilité incombe davantage aux pays du Nord et soulève une question de justice climatique (2). Le Maroc s'engage pour sa part dans des initiatives climatiques mondiales comme l'organisation du premier Sommet Africain de l'Action à Marrakech en novembre 2016 (3) où les dirigeants du continent expriment unanimement leurs positions sur la question du changement climatique.



Le Maroc développe une politique énergétique fondée sur les énergies renouvelables. Celles-ci représentent aujourd'hui plus de 41 % de la production électrique nationale, avec l'objectif d'atteindre 52 % de ce bilan énergétique en 2030.

Par ailleurs, l'étude de faisabilité du gazoduc Nigéria-Maroc-Europe est terminée (4). Ce projet contribuera au développement économique de la région et à l'électrification de l'Afrique, dont le taux d'électrification ne dépasse pas aujourd'hui les 60 %.

L'insécurité alimentaire qui affecte 7 % de la population nord-africaine constitue un autre défi majeur, exacerbé par les crises économiques et climatiques. L'insuffisance de l'eau est un autre enjeu qui entraîne une surexploitation des eaux souterraines.

M. Tawfik Mouline note que la migration n'est pas une migration du Sud vers le Nord de la Méditerranée. En effet, 75 à 80 % de la migration est intra-africaine. Il regrette que ce phénomène de migration soit perçu en Europe par le prisme sécuritaire, sans adopter une approche globale intégrée multidimensionnelle pour comprendre les causes profondes de ce phénomène. Par ailleurs, le Maroc a conclu en juin 2019 un Partenariat de prospérité avec l'Union Européenne axé sur la coopération en matière de lutte contre le changement climatique et une coopération en matière de migration. Ce partenariat devrait mettre en place un dialogue stratégique, qui tiendrait compte des spécificités des pays de la rive Sud de la Méditerranée. M. Tawfik Mouline ajoute que ce partenariat devrait évoluer vers une coopération globale économique et politique dotée d'une vision à long terme.

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES

LES ENJEUX STRATÉGIQUES POUR LE SAHEL

Djenabou Cisse commence son intervention par définir le Sahel, terme qui vient de l'arabe et signifie rivage ou côte, définissant ainsi le Sahel comme zone de transition géographique.

Depuis 2019, l'Afrique a été le théâtre d'une multiplication des coups d'État. Il y a eu 14 tentatives depuis 2021, portant le total des coups d'État tentés ou réussis sur le continent à 221 entre janvier 1950 et fin août 2023.

Par ailleurs, le positionnement de la société civile en Afrique subsaharienne sur ces coups d'État reste ambigu. D'une part, un mouvement générationnel rejetant les élites traditionnelles exprime le désir de remplacer les gouvernants en place, ce qui se manifeste par de nombreux mouvements de la société civile. D'autre part, mesurer précisément le soutien populaire à ces coups d'État reste difficile dans une région où les capacités de sondage sont limitées.

De manière générale, les sondeurs subissent la répression des autorités. De plus, les coups d'État récents ont souvent été menés par des acteurs issus des régimes précédents ou par des militaires, impliquant rarement la société civile. Ainsi, on ne peut pas vraiment voir de réelle alternance politique et de réel renouvellement de ses élites. Toutefois, ces acteurs parviennent à rallier et mobiliser des mouvements de la société civile en exploitant les discours anti-coloniaux et néo-souverainistes.

Pour Djenabou Cisse, la fréquence des coups d'états reflète non seulement une fragilité structurelle des États dans la région, mais aussi un changement profond dans le paradigme régional.

« IL S'AGIT D'UNE NOUVELLE ÈRE HISTORIQUE GÉNÉRATIONNELLE, MARQUÉE PAR UN REJET CROISSANT DES ÉLITES TRADITIONNELLES. »

Chaque coup d'État s'inscrit dans un contexte national distinct et reflète un contexte régional plus large caractérisé par trois aspects majeurs : la rupture des contrats sociaux, une crise du modèle démocratique et une remise en question des alliances traditionnelles avec la France.



La rupture des contrats sociaux trouve son origine dans les difficultés que rencontrent de nombreux États sahéliens pour contrôler pleinement leurs territoires et fournir les services de base à leurs populations. Cette faiblesse de la gouvernance étatique et ces blocages politiques récurrents ont creusé un fossé grandissant entre les populations et les élites traditionnelles. De plus, il existe une crise du modèle démocratique, en particulier parmi les nouvelles générations qui ne se reconnaissent pas dans l'idéal démocratique.

Ces jeunes n'ont pas connu les premiers régimes autoritaires établis après les indépendances. Pour cette génération, la démocratie n'a pas été synonyme de croissance ou de développement, mais plutôt d'une absence d'opportunités. Ils remettent en question ce modèle, la considérant comme importée de l'Occident sans réellement bénéficier à leurs aspirations.

Le corollaire de la remise en cause des élites politiques est la remise en cause de leurs alliés traditionnels, en particulier la France. Le sentiment anti-français en hausse s'inscrit dans ce contexte et provient également d'un rejet de l'héritage colonial, mais aussi des récentes opérations militaires telles que l'opération Barkhane (5).

« LA SITUATION DU SAHEL AURA DES CONSÉQUENCES POUR L'ESPACE MÉDITERRANÉEN, EXPLIQUE DJENABOU CISSE. »

Le Sahel, en tant que zone de transition migratoire, présente une porosité considérable des frontières entre l'espace nord-africain et subsaharien, favorisant ainsi la propagation des menaces d'une région à l'autre. Par exemple, la crise libyenne de 2011 a été un catalyseur majeur de la crise malienne en 2012, puis de l'essor du terrorisme dans la région. Il y a un risque d'expansion du terrorisme vers les pays d'Afrique du Nord, dans la mesure où la situation actuelle au Sahel bénéficie avant tout aux groupes terroristes qui exploitent ce vide sécuritaire. Une expansion significative de ces groupes terroristes sahéliens pourrait potentiellement engendrer des menaces croissantes pour le sud de la Libye, voire même les pays du Maghreb. Cette crise risque également de raviver les rébellions touaregs et de favoriser la prolifération des trafics d'armes entre la Libye, le Niger et le Mali, ainsi que les migrations.

Enfin, Djenabou Cisse aborde deux défis majeurs : le défi démographique et le défi climatique. Le défi climatique puisque le Sahel est reconnu comme l'une des régions les plus sensibles aux changements climatiques, avec le Tchad classé comme le pays le plus vulnérable au monde d'après l'indice ND Gain. Parallèlement, le Sahel est sur le point de devenir un poumon démographique majeur : entre 2010 et 2030, sa population devrait doubler, et elle devrait doubler une seconde fois d'ici 2050. Le Niger, à lui seul, représentera 40 % de cette hausse démographique au Sahel.

Ces défis, en plus des problèmes liés à l'insécurité alimentaire, entraîneront une augmentation de l'immigration intra-africaine et potentiellement un accroissement des tensions et de la violence dans la région. Le nombre de migrants internes en raison des changements climatiques pourrait atteindre 32 millions d'ici 2050 en Afrique de l'Ouest, avec le Niger et le Nigéria comme les pays les plus touchés. Cependant, le Sahel regorge d'opportunités.

Cette région dispose d'une abondance de ressources humaines et naturelles, avec 65 % de la population âgée de moins de 25 ans, ce qui en fait l'une des régions les plus jeunes au monde.

Investir dans l'éducation et la formation professionnelle peut générer des bénéfices considérables en termes de dividende démographique. Or, la population européenne est vieillissante avec un marché du travail susceptible d'absorber une partie des jeunes sahéliens. Le Sahel possède un important potentiel dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie renouvelable, notamment une capacité de production solaire parmi les plus élevées au monde.

NOTES

(1) La guerre civile en Libye a commencé en 2011. Le Maroc a organisé les accords de Skhirat le 17 décembre 2015 pour résoudre la crise en Libye qui perdurait depuis plus de quatre ans. De plus, le Maroc a accueilli une réunion entre factions libyennes les 6 et 7 septembre 2020 à Bouznika, une station balnéaire située à quelques kilomètres au sud de Rabat.

(2) Un fonds de 100 milliards de dollars a été établi à cet effet. Toutefois, il éprouve des difficultés à être suffisamment alimenté.

(3) En même temps que la COP 22, également organisée à Marrakech.

(4) Le gazoduc Nigeria-Maroc-Europe est conçu pour approvisionner l'Afrique de l'Ouest et l'Europe en gaz. Il traversera 14 pays le long de la côte Atlantique de l'Afrique de l'Ouest, desservira les nations enclavées comme le Niger, le Burkina Faso et le Mali, avant d'atteindre le Maroc. Par la suite, le gaz sera transporté vers l'Espagne ainsi que d'autres destinations en Europe.

(5) L'opération Barkhane a été conduite par l'Armée française au Sahel et au Sahara pour combattre les groupes armés salafistes djihadistes dans cette région. Lancée le 1er août 2014 pour remplacer les opérations Serval et Épervier, elle a connu des résultats mitigés. Les forces françaises n'ont pas réussi à éliminer les djihadistes, entraînant leur retrait du Mali en août 2022, avec la base opérationnelle déplacée au Niger. En fin de compte, la France a mis fin à l'opération en novembre 2022.



LES PERCEPTIONS DE LA RIVE SUD DE LA MÉDITERRANÉE À L'ÉGARD DU NORD

L'amiral Akrouf rappelle que le bilan des printemps arabes a été négatif pour les relations des deux rives et que la région du Sahel est marquée par le chaos généralisé. Cette situation a engendré des perceptions communes dans toute la région Sud de la Méditerranée à l'égard du Nord.

Sur le plan sécuritaire, l'amiral Akrouf indique que la maîtrise des frontières est dégradée partout. Cette situation sécuritaire précaire engendre des défis majeurs, notamment avec la remontée des troubles subsahariens vers le nord, posant des difficultés pour les pays du Maghreb et les pays européens. Le départ de la France de la région du Sahel a laissé un vide, créant un «No man's land», tandis que les flux d'immigration clandestine ont exacerbé l'insécurité et fragilisé les États de l'Afrique du Nord.

Sur le plan stratégique, l'amiral Akrouf signale un écart significatif entre les positions de l'Occident et celles des sociétés de la rive Sud, notamment sur des questions telles que le conflit israélo-palestinien, suscitant un sentiment antioccidental et une rupture croissante avec les valeurs occidentales.

Cette divergence conduit à une désaffection mutuelle, amorçant ainsi une séparation diplomatique et politique et une réorientation stratégique, même si un partenariat subsistera entre les deux rives, différencié selon les situations.

« L'AMIRAL AKROUF OBSERVE UNE INCOMPRÉHENSION ENTRE LES SOCIÉTÉS ET LES GOUVERNEMENTS CONCERNANT LES CHOIX ET POSITIONS FACE AUX CRISES MONDIALES. »

Les sociétés reprochent à leurs gouvernants des alignements aveugles ou des soumissions à la volonté américaine. Il remarque que les échecs des États-Unis en Afrique du Nord et au Moyen-Orient se traduisent par une impression de retrait, incitant les États de la rive Sud à chercher de nouveaux ancrages.

Par conséquent, l'augmentation des incompréhensions et des insécurités entre les deux rives entraîne un refroidissement des relations bilatérales. Par ailleurs, l'amiral Akrouf évoque une recomposition majeure s'opérant au Sud. Certains pays semblent exprimer une volonté de s'éloigner de leurs alliances avec l'Europe, sans présenter d'alternative claire pour le moment, mais avec un regain d'intérêt pour des partenariats alternatifs tels que la Chine, la Russie, la Turquie voire l'Iran. Ces évolutions stratégiques placent les Européens dans une situation inconfortable, transformant la région Sud, autrefois considérée stable et prévisible, en une source croissante de menaces.

En dépit des efforts consentis, l'amiral Akrouf met en avant les modestes résultats des politiques européennes de développement pour la paix, comme la politique européenne de voisinage et l'UPM. Il conclut en affirmant que l'échec du Printemps arabe et des tentatives de démocratisation au Sud résulte non seulement des mauvais choix des acteurs locaux et de l'instabilité politique qui s'en est suivie, mais également de facteurs externes tels que les ingérences, l'interventionnisme opportuniste, la marginalisation et la xénophobie gouvernementale européenne, ainsi que la montée du populisme dans les deux rives.

LES ENJEUX STRATÉGIQUES DE LA RIVE NORD ET DE LA FRANCE

Walter Bruyère-Ostells met en avant trois points : l'enjeu du dialogue Nord-Sud, la question migratoire vue par la rive Nord, et les rapports compliqués entre l'Algérie et le Maroc en lien avec le positionnement français. Le dialogue Nord-Sud est important dans un contexte troublé (6). Walter Bruyère-Ostells explique que malgré les efforts de l'UE pour favoriser le dialogue entre les deux rives, des désaccords entre la France et l'Allemagne, ou encore le Brexit ont entravé les avancées, rendant difficile l'établissement de partenariats stables pour stimuler ces espaces de dialogue.

En 2022, l'UE a adopté sa Boussole stratégique (7), tandis que l'OTAN développait son nouveau concept stratégique en matière de sécurité, révélant les difficultés des dirigeants de la rive Nord à définir une politique commune et à créer un cadre de dialogue efficace.

Pour le dialogue Nord-Sud, les espaces plus informels et souvent plus restreints semblent être ceux qui fonctionnent le mieux, comme en témoigne le format 5 + 5 Défense. L'une des problématiques majeures liées aux migrations concerne la Libye et sa guerre civile.

Pour la première fois, les deux CEMA, Khalifa Haftar et Mohammad el Haddad, ont commencé à dialoguer, à envisager une réunification des institutions militaires malgré leur opposition. Ils ont trouvé des formes de coopération sur la sécurisation des frontières dans le cadre du format 5 + 5. Un autre exemple de dialogue est illustré par le Sommet des deux rives de la Méditerranée en 2019 (8).

Ce sommet a été important, car il a représenté plusieurs évolutions majeures, dont la nécessité d'une plus grande inclusion de la société civile et des acteurs non étatiques dans ce dialogue Nord-Sud, ainsi que la mise en lumière des problématiques de développement durable qui s'inscrivent dans la diplomatie de la France.

Le deuxième enjeu est celui de la migration. Walter Bruyère-Ostells fait écho aux explications de Tawfik Mouline, et souligne que l'Europe a historiquement entremêlé les questions migratoires avec les enjeux de sécurité, notamment dans la période qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 et les attentats de Madrid du 11 mars 2004. Cette confusion des enjeux migratoires et enjeux sécuritaires s'est inscrite dans la durée, influençant toujours la perception européenne de cette problématique et toutes les politiques de Frontex (9).

Walter Bruyère-Ostells ajoute que les Européens ont cherché à établir des partenariats avec les États de transit de la rive Sud pour contrôler les flux migratoires, puisque la plupart de ces mouvements se passent au sein même du continent africain, impliquant ainsi une externalisation vers les États du Maghreb.

RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES

« CEPENDANT, LES BOULEVERSEMENTS DES PRINTEMPS ARABES, NOTAMMENT LA CHUTE DU RÉGIME TUNISIEN DE BEN ALI ET LIBYEN DE KADHAFI, ONT FAIT S'EFFONDRE CE SYSTÈME DE PARTENARIAT TEL QUE CONÇU PAR LES EUROPÉENS. »

Pour compléter son argumentation, Walter Bruyère-Ostells avance que la question migratoire est fortement politisée en Europe, avec des courants populistes ou d'extrême droite qui exploitent régulièrement cette thématique, souvent reliée au terrorisme. En opposition, la société civile s'engage par des actions comme celles de l'Aquarius (10), mettant l'accent sur les droits humains des migrants.

Les statistiques montrent l'explosion du nombre de migrants depuis les années 2010, ce qui crée des tensions entre États, comme la France et l'Italie sur la frontière franco-italienne ces dernières années. Le troisième point essentiel, d'après Walter Bruyère-Ostells, réside dans la dynamique triangulaire entre le Maroc, l'Algérie et la France. L'Algérie s'oriente vers le «Sud global», dialogue avec la Russie et lui achète des sous-marins.

En contraste, le Maroc se rapproche des États-Unis et d'Israël avant les récents événements à Gaza. La France, quant à elle, tente de maintenir des liens forts avec le Maroc tout en cherchant à renouer des relations avec l'Algérie. Suite au séisme qui a touché le Maroc, le pays a fait appel à l'Espagne, sans solliciter l'aide française.

On voit aussi une concurrence désormais entre le Maroc et la France pour aller sur les marchés d'Afrique de l'Ouest, alors qu'autrefois les deux pays collaboraient étroitement. Les divergences de trajectoires entre le Maroc et l'Algérie placent la France dans une posture délicate en Afrique du Nord.



LES DÉFIS CARACTÉRISANT LA RELATION FRANCE-MAGHREB

« LE PROBLÈME POUR LA FRANCE, TEL QUE LE RÉVÈLE WALTER BRUYÈRE-OSTELLS, REPOSE DANS LA TENSION PERMANENTE ENTRE AGIR EN ACTEUR PRAGMATIQUE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES, EN POURSUIVANT SES INTÉRÊTS NATIONAUX COMME LE FONT LES AUTRES ÉTATS, ET AGIR DANS L'INTÉRÊT GÉNÉRAL. »

Walter Bruyère-Ostells indique que lorsque la France tente cette approche, elle est sans cesse renvoyée à son statut d'ancienne puissance coloniale avec l'utilisation du levier mémoriel. Cela s'est manifesté quand l'Algérie a réintroduit la strophe anti-française dans son hymne national. La France est ainsi prise entre ces injonctions contradictoires. Walter Bruyère-Ostells considère qu' Emmanuel Macron a pris le risque (11) de se tourner vers l'Algérie, et que la pertinence de ce choix est discutable. Il termine son intervention en remarquant qu'au cours des dix dernières années, la France semble en quête d'une recomposition de son rapport avec les acteurs méditerranéens, sans parvenir à définir une ligne stable et cohérente.

Tawfik Mouline rappelle que la guerre pour l'indépendance du Maroc a été une guerre meurtrière avec beaucoup de victimes de part et d'autre, mais que le choix marocain adopté lors de l'indépendance, à savoir l'indépendance de l'interdépendance, était, selon lui, un choix sage, qui préparait l'avenir des relations franco-marocaines. Tawfik Mouline argumente que malgré certains heurts, les relations bilatérales sont très importantes. Sur le plan économique, la France reste le premier partenaire économique du Maroc. Sur le plan culturel, il y a plus de 40 000 étudiants marocains en France. Il précise toutefois que le Maroc a une politique de diversification qui s'illustre par les coopérations avec l'Espagne ou le Royaume-Uni pour l'exportation des produits agricoles et le domaine énergétique. Cependant, cela requiert une condition essentielle : une zone de paix et de stabilité, car l'instabilité compromet toute activité économique.

Par Marie SKAF

NOTES

(6) Depuis l'ère Obama, le leadership américain a progressivement reculé en Méditerranée, créant un vide qui a amplifié la fragmentation régionale. La rive Sud traverse une série de crises, du Sahel au conflit israélo-palestinien en passant par des problèmes socio-économiques et la guerre en Ukraine, secouant constamment ces sociétés.

(7) La Boussole stratégique oriente l'Union européenne pour agir dans les domaines de la sécurité et de la défense, visant à assurer la protection des Européens contre les menaces croissantes à l'échelle mondiale.

(8) Issu d'une initiative française, le sommet est organisé à Marseille les 23 et 24 juin 2019. Les participants au sommet comprenaient les pays membres du dialogue 5+5, représentant la rive nord avec l'Espagne, la France, l'Italie, Malte et le Portugal, et la rive sud avec l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Certaines institutions et organisations ont également été invitées telles que l'Union européenne, l'Union pour la Méditerranée, l'Institut Méditerranéen pour l'Eau, la Banque mondiale, l'OCDE... Ce sommet a réuni non seulement les chefs d'État des pays membres, mais aussi des représentants de la société civile.

(9) Frontex est l'agence européenne des gardes-frontières et des garde-côtes. Elle est chargée d'assister les États membres de l'Union européenne et de l'espace Schengen dans la sécurisation de leurs frontières extérieures. Son rôle principal réside dans le contrôle des migrations en direction du continent européen. Cependant, elle a été accusée plusieurs fois d'avoir potentiellement toléré voire perpétré des mauvais traitements envers les migrants.

(10) L'Aquarius est une initiative de la société civile dont le but est de sauver des migrants en mer. Les ONG comme SOS Méditerranée et Médecins sans frontières travaillent ensemble sur l'Aquarius. De nombreuses personnalités de la société civile soutiennent la mission de l'Aquarius.

(11) En août 2021, l'Algérie et le Maroc ont rompu leurs relations diplomatiques. Les rapports entre la France et l'Algérie étaient tendus, marqués par une montée du sentiment anti-français. En revanche, la France entretenait de bonnes relations avec le Maroc. En cherchant à renouer des échanges avec l'Algérie, la France risquait d'essuyer un rejet de la part des Algériens. De plus, cette démarche comportait le risque de refroidir les relations franco-marocaines.



NATHALIE LOISEAU

DÉPUTÉE EUROPÉENNE ET PRÉSIDENTE DE
LA SOUS-DIRECTION "SÉCURITÉ DÉFENSE" DU
PARLEMENT EUROPÉEN

LA FIN D'UNE ILLUSION DE PAIX EN EUROPE

Il y a trente-quatre ans, le mur de Berlin s'effondrait, entraînant dans sa chute l'idée d'une "fin de l'Histoire". Pendant un temps, le bloc de l'Ouest a cru devancer l'ennemi dans sa bataille, alors que le combat ne semblait pas encore avoir été pleinement mené. Cette confiance a entraîné une baisse des dépenses de guerre au sein de l'Union européenne. Selon Nathalie Loiseau, des erreurs collectives et successives, européennes et occidentales, n'ont fait que renforcer cette dynamique. Les gouvernements ont alors attendu d'être face aux terribles réalités pour prendre la mesure du problème. Ce cercle vicieux ne peut pas moins s'illustrer que dans l'effroyable montée des tensions entre Israël et la Palestine. Nathalie Loiseau ajoute que les conflits gelés n'existent pas, et que l'Union européenne (UE) s'est méprise en pensant le contraire.

« IL N'EXISTE QUE DES CONFLITS OUBLIÉS ET EN DÉTENIR LES PÉRIMÈTRES N'EST PAS SYNONYME DE MATÉRIALISATION CONCRÈTE D'UNE PAIX DURABLE. UN AVEUGLEMENT ET UNE TROMPERIE ÉCARTENT LE CORPS DIPLOMATIQUE DE LA VÉRITÉ DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES MAINTENANT, ET RALLONGE LA LISTE DES ERREURS. »

Aux tensions israélo-palestiniennes s'ajoute la guerre en Ukraine, qui a violemment extirpé l'Europe de son doux sommeil de naïveté. Nous assistons alors à un retour du tragique, au plus proche des frontières européennes. Si ces terrains d'affrontement ramènent l'Europe à la réalité, elle n'est pas pour autant la seule responsable du chaos ambiant. Nathalie Loiseau insiste sur la mise en avant d'une Europe qui n'a ni souhaité, ni encouragé ces horreurs, qu'il n'était d'ailleurs peut-être pas possible d'empêcher.

Si la guerre en Ukraine agit comme un électrochoc, secouant l'Europe hors de ses illusions, il est primordial d'identifier les prémices du conflit, afin de ne pas regarder l'Histoire se répéter dans le Haut-Karabagh. Le peuple arménien avait connu le premier génocide du XX^{ème} siècle, il a connu le premier nettoyage ethnique du XXI^{ème} siècle, déplore Nathalie Loiseau.

LA GUERRE EN UKRAINE, UNE INTERVENTION EN DEUX POIDS-DEUX MESURES ?

La guerre en Ukraine a de nombreuses ramifications stratégiques et politiques sur la scène internationale, et aucun acteur ne doit être en mesure de tirer profit d'un chantage aux hydrocarbures, aux céréales ou encore d'un contournement des sanctions internationales par une économie mafieuse. La politique du "deux poids deux mesures" ne peut plus être appliquée lorsqu'il s'agit d'un problème international qui concerne l'ensemble de l'équilibre mondial.

La symbolique et le poids des mots sont au cœur de cette stratégie. L'euro députée insiste sur l'importance de l'emploi du terme "guerre d'agression", pour définir l'attaque de la Russie contre un État souverain. Accepter qu'un pays ait recours à la force sans motif valable contre un autre État serait donner un feu vert à tous ceux qui demain voudraient en faire autant.

« NOUS ASSISTONS À UNE GUERRE QUI DÉPASSE LES FRONTIÈRES RÉGIONALES, QUI S'INSCRIT DANS UNE TENDANCE LOURDE ET QUI S'EMPRE DES VALEURS DÉMOCRATIQUES D'INDÉPENDANCE ET DE LIBERTÉ. »

Ce conflit est la mise en exergue d'un monde nouveau, et transmet un message pour le nouveau paysage de l'ordre international. D'un côté, les États-Unis ne veulent plus s'imposer comme les gendarmes du monde arabe, et souhaitent pivoter militairement vers l'Indo-Pacifique sans pour autant perdre leur influence au Moyen-Orient. D'un autre côté, les régimes autoritaires contestent l'ordre établi, au risque d'astreindre à un désordre international. La diffusion de l'influence russe dans les conflits mondiaux en est la parfaite illustration, aux prix coûteux de milliers de morts et de millions de réfugiés.

En réalité, la Russie n'attaque pas seulement l'Ukraine par des moyens militaires. Moscou mène des opérations simultanées sur plusieurs fronts.

En Europe, les cyberattaques, l'ingérence dans les élections, la propagation de fausses informations et la manipulation des flux migratoires se multiplient. En Afrique et au Moyen-Orient, le recours fréquent à des milices privées est source de controverses.

La diffusion de désinformation et le soutien à des coups d'État font également partie intégrante de cette guerre hybride, qui est à la fois dramatique et déstabilisatrice. Nathalie Loiseau rappelle que les Ukrainiens se battent pour leur sécurité, mais aussi celle des Européens. Ils incarnent la garantie de sécurité face à la Russie, en affaiblissant l'aventurisme militaire russe. L'euro députée se désole devant le retard accumulé de l'UE dans sa promesse de soutien logistique. Le plan de munitions européen reste encore trop peu satisfaisant : sur une promesse de livraison d'un million de munitions, seulement 300 000 l'ont été. Pendant ce temps, depuis août 2023, la Corée du Nord en a fourni un million à la Russie.

LE RÉVEIL DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE

La guerre russo-ukrainienne a tiré la Défense européenne de son profond sommeil, et elle ne cesse d'évoluer depuis 18 mois. Nathalie Loiseau insiste sur l'emploi des termes, qu'elle juge précieux. Il est important que les décideurs politiques français aient à l'esprit que l'Europe n'est pas une extension de la scène politique française. L'Europe de la Défense est bien une construction d'un projet commun, qui gagnera en crédibilité en faisant preuve de lucidité.

Si l'euro députée est clairvoyante sur les limites de la participation française dans la création d'une défense européenne, elle ne néglige pas les évolutions notables que le pays a impulsé.

Cette dynamique de construction s'est imposée principalement à cause du retour de la guerre aux frontières de l'UE. Il s'agit d'une révolution culturelle pour l'Europe, et la France s'est inscrite en force de proposition. Cela a permis de mettre différents projets en place comme la Boussole stratégique, le Fonds européen de Défense ou encore l'emploi de la Facilité européenne pour la Paix.

Ce dernier a permis le financement de matériel militaire à des partenaires, tout comme la formation de trente mille soldats ukrainiens. L'Union européenne a démontré sa capacité à mettre en place l'achat d'armes communs et un « plan de munitions ». Elle développe également entre pays membres le partage d'analyse et d'échange de renseignement contre la menace hybride.

Tout de même, ces progrès restent fragiles et insuffisants, car le système d'unanimité des prises de décision et de la présence du cheval de Troie hongrois freinent l'avancée des négociations. L'UE n'est pas rentrée en économie de guerre, elle n'est même pas en économie de soutien à la guerre.

Si Joe Biden est le dernier président des États-Unis ayant une culture européenne, il est en difficulté lorsque le Congrès américain vote l'aide allouée à Israël, et non pas celle à l'Ukraine. Le Congrès est d'ailleurs de moins en moins enclin à alimenter le pays en soutien logistique et en armement. Aussi, il est primordial pour l'UE de se défaire de l'emprise américaine, notamment à l'approche des élections présidentielles de novembre 2024.

Nathalie Loiseau explique que l'autonomie stratégique doit se développer rapidement, car les priorités géographiques européennes ne s'alignent pas sur celles de ses alliés, spécialement en mer Méditerranée. Elle insiste sur la capacité de l'Europe à s'affirmer sur certains terrains (Libye, Ukraine, Proche-Orient). Face à une Europe léthargique et nostalgique d'une grandeur passée, nous assistons à un monde mouvant, où l'autoritarisme grandissant avance.

En tant que rentier de la paix et de la prospérité, l'Europe a le devoir de freiner au mieux les ingérences sur son mode de fonctionnement démocratique.

« IL EST DU DEVOIR DE L'EUROPE D'EMPÊCHER LES RÉGIMES AUTORITAIRES DE METTRE À MAL SES CHOIX DE SOCIÉTÉ. »

En tant que rentier de la paix et de la prospérité, l'Europe a le devoir de freiner au mieux les ingérences sur son mode de fonctionnement démocratique.

Nathalie Loiseau réaffirme son idée initiale : les Européens ont tendance à se glorifier facilement de victoires auxquelles ils ne participent pas activement. Elle insiste sur la nécessité pressante de s'engager dans la lutte ou, du moins, de se mobiliser, en commençant par la protection des démocraties en détresse, dont le modèle politique est sérieusement menacé. Faisant référence au «vaste programme» que le Général de Gaulle aurait très certainement évoqué, l'euro députée affirme que ce dernier aurait tenu des propos similaires s'étant toujours tenu au côté des démocraties face aux dictatures.

UNE PROFONDE NÉCESSITÉ D'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

L'élargissement de l'UE n'est pas une fatalité, mais une excellente illustration de l'attractivité du modèle européen. Il s'agit d'une occasion de former un bloc européen dans un monde fragmenté, et ainsi de peser davantage.

Par ailleurs, cet élargissement impulserait une réforme grandement nécessaire à la pérennité européenne. Cependant, adhérer à l'Union européenne représente un défi. Les Ukrainiens et les Moldaves se distinguent dans cette entreprise en ayant le courage d'entreprendre des réformes afin de se conformer aux normes européennes requises.

Nathalie Loiseau souligne la passion européenne palpable dans ces pays d'Europe de l'Est. Les Balkans ne se résument pas à une région complexe et décevante ; ils expriment leur volonté de rejoindre l'UE, et cette dernière doit saisir cette opportunité d'élargissement pour se réformer.

Cette expansion conduirait à une réforme impérieuse pour assurer la durabilité de l'Europe. Néanmoins, l'euro députée établit une limite à ne pas franchir. Pour obtenir une réponse efficace, les missions exécutives (1) de la défense européenne doivent demeurer sous l'autorité du Chef de l'État. Selon elle, l'enjeu est bien trop crucial pour être délégué à une sphère encore expérimentale à ce stade.

Par ailleurs, les relations entre l'Union européenne et l'OTAN sont étroitement surveillées dans des régions comme la Bosnie, le Kosovo et la Serbie, considérées comme potentielles sources de tensions. Nathalie Loiseau affirme qu'il s'agit d'une grave erreur de ne pas accorder une attention immédiate à ces régions, car elles pourraient devenir les pions d'autres puissances extérieures cherchant à consolider leur influence en Europe. Les Balkans ne constituent pas un terrain propice à des victoires rapides ; l'OTAN et l'UE n'ont pas réussi à établir une paix durable, et ont subi des ingérences constantes.

Il est impératif de se concentrer sur ces régions pour les éloigner de l'influence de la Russie et de la Turquie, tout en prenant garde à la concurrence des initiatives.

Dans ces expressions de méfiance de long terme, la coopération est essentielle : il est crucial d'agir de manière unie plutôt que de se diviser. Même en désaccord avec le Royaume-Uni sur des questions de défense, la coordination est primordiale afin d'éviter la concurrence et de favoriser un terrain d'entente. Il est important d'être présents dans les moments cruciaux et de travailler collectivement, surtout concernant la situation délicate entre le Kosovo et la Serbie, qui pourrait éclater à tout instant. L'OTAN reste vigilante sur cette situation, qui pourrait devenir la prochaine poudrière européenne.

TAÏWAN ET SA RÉSILIENCE À L'INGÉRENCE

Interrogée sur Taïwan, Nathalie Loiseau fait le constat qu'il est possible d'être profondément chinois de culture et à la fois démocratique et prospère. Le regard vers l'ouest de la part de l'Ukraine et de Taïwan dérange Moscou et Pékin. Il est du devoir européen de soutenir Taïwan, d'empêcher une guerre en maintenant le statu quo, car une opération militaire chinoise serait disproportionnée et désastreuse. "Les liens économiques et humains sont tels qu'une victoire militaire serait une défaite sur tous les autres points pour Pékin", explique Nathalie Loiseau.

CONTRASTE ENTRE L'OCCIDENT ET LE "SUD-GLOBAL"

Nathalie Loiseau explique que la démocratie n'est pas réservée aux Occidentaux. La Corée du Sud, Taïwan, ou encore le Japon en sont de parfaites illustrations. Cette volonté démocratique est combattue par certains régimes autoritaires, jusqu'au cœur de l'Europe. Les Européens sont si interconnectés avec des États tels que la Serbie ou la Hongrie, qu'il est impossible de stigmatiser un "Sud-global" comme un ensemble non démocratique.

La volonté européenne est de combattre les attaques anti-démocratiques, peu importe leur provenance. L'hybridité de ces attaques est fréquente.

Nathalie Loiseau illustre ses propos par les ingérences russes lors de diverses élections ou référendums occidentaux. Placer l'Occident en opposition au reste du monde, ou face à un "Sud-global" est un piège dans lequel il faut éviter de tomber. Le "Sud-global" n'est pas uni dans ses aspirations, ses alliances, ni comme entité unique.

« LE RISQUE EXISTE ET IL EST HYBRIDE : CYBERATTAQUE, DÉSINFORMATION, CORRUPTIONS D'ÉLITE. »

Nathalie Loiseau, qui a rendu un rapport sur les ingérences dans les démocraties, affirme que l'UE a beaucoup à apprendre de la société taïwanaise, de sa gestion de cette crise et de sa façon de répondre à ses attaques. Taïwan s'est illustrée comme un laboratoire politique dans la lutte contre les ingérences, car il s'agit d'un sujet sociétal et non étatique. L'euro députée affirme que Taïwan est acteur de son vaccin contre une pandémie anti-démocratique.

Nathalie Loiseau admet que l'Union européenne n'est pas un observateur neutre concernant sa responsabilité dans les conflits actuels au sud de la Méditerranée. Pourtant, la France avait alerté les États-Unis sur les risques qu'une guerre en Irak ferait peser sur le reste du monde.

Jacques Chirac avait vu juste en évoquant, lors d'une interview pour le New-York Times (2), le risque terroriste engendré par cette intervention unilatérale. Par ailleurs, en recentrant notre regard sur le bassin méditerranéen, l'erreur provient d'avoir pensé, à tort, que renverser Mouammar Kadhafi et son régime suffirait, que la floraison des Printemps arabes serait naturelle et efficace. L'Europe n'a pas, collectivement, prêté attention à la construction d'un État libyen.

Le Grand Témoin dénie la responsabilité de l'UE dans l'effondrement du Liban. L'UE n'est pas liée ou associée au Hezbollah, dernière entité structurée du Liban et parti politique associé à un groupe terroriste. Si l'Europe a eu des aveuglements en Syrie, elle n'est pas non plus responsable du terrible chaos qui y règne depuis 2011.

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, l'appui assumé de l'UE à l'État hébreu endeuillé ne signifie pas qu'elle consent à tous les choix du gouvernement en place (colonisation, manque de construction de paix). Elle déplore également le manque d'aboutissement des Accords d'Abraham, qui mériteraient d'être davantage poussés. L'euro députée espère que la crise actuelle permettra de se libérer des obstacles à la paix. Pour autant, il reste primordial que l'émotion suscitée par la cause palestinienne ne soit pas instrumentalisée pour critiquer l'Occident. Nathalie Loiseau interroge l'absence de sollicitation de la rive sud de la Méditerranée lors des massacres au Darfour, en Syrie, au Soudan et au Kurdistan.

« L'ABSENCE D'ACTIONS COLLECTIVES FACE À LA SITUATION ACTUELLE AU MOYEN-ORIENT EST UN ÉCHEC COLLECTIF, LES FOULES NE SONT PAS À BLÂMER, CEUX QUI LES INSTRUMENTALISENT LE SONT. »

Il n'est donc pas convenable que l'UE porte seule la responsabilité d'un chaos arabe actuel. Par ailleurs, l'Iran, la Russie et la Turquie sont des acteurs de la déstabilisation et sèment le chaos au Moyen-Orient. L'euro députée démontre l'ancrage de l'Europe dans un temps long. Elle mentionne notamment la Turquie, qui, selon elle, est encline à user de la force plutôt que du droit, est transactionnelle dans chacune de ses alliances, et prompte à prendre davantage au sérieux les régimes autoritaires que les démocraties. Il en est de même avec la Russie de Vladimir Poutine : incontournable sûrement, mais incontrôlable tout autant.

Par Maé BAUR

NOTES

(1) Les opérations « exécutives » sont planifiées et conduites par un État-major ad hoc, situé dans un État-membre, au sein duquel le commandant de l'opération a autorité sur le commandant de la force présente sur le terrain. En d'autres termes, la compétence de l'État-major de l'Union européenne est limitée aux seules missions « non-exécutives », les États-membres assurant directement la mise en œuvre des opérations « exécutives ».

(2) "Interview With Jacques Chirac", The New-York Times, 9 septembre 2002.

ENJEUX OPÉRATIONNELS



➤ La Méditerranée, espace géographique multi-théâtre : point d'application de la puissance aérienne et spatiale

.....p 40

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

GCA Philippe MORALES, Major Général de l'Armée de l'air et de l'espace française.
Général Osama Abbas Soliman ABDELMAKSOUUD, Armée de l'air et de l'espace égyptienne.
Major General Panagiotis GEORGAKOPOULOS, Armée de l'air et de l'espace grecque.
Major General Andrea ARGIERI, Armée de l'air et de l'espace italienne.

➤ Convergences terrestres sud-européennes

.....p 46

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

Général d'armée Pierre SCHILL, Chef d'état-major de l'Armée de terre française.
Général d'armée Angelos CHOUDELOUDIS, Chef d'état-major de l'Armée de terre grecque.
Général d'armée Salvatore CAMPOREALE, Commandant des forces terrestres italiennes.
Général d'armée Rafael COLOMER MARTINEZ DEL PEREAL, Conseiller du Chef d'état-major de l'Armée de terre espagnole.
Général d'armée Paulo PEREIRA, Commandant des forces terrestres portugaises.
Colonel Cucos CÉSAR, Commandant des forces terrestres roumaines.

➤ Les flux maritimes en Méditerranée, enjeux et menaces : quelles actions pour les marines européennes et riveraines ?

.....p 50

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

Amiral Nicolas VAUJOUR, Chef d'état-major de la Marine française.
Contre-amiral Ayman Adel Abbas EL-DALY, Marine égyptienne.
Vice-amiral d'escadre Martinez MERELLO Y DIAZ DE MIRANDA, Marine espagnole.
Vice-amiral d'escadre Vincenzo MONTARANO, Marine italienne.

LA MÉDITERRANÉE, ESPACE GÉOGRAPHIQUE MULTI-THÉÂTRE : POINT D'APPLICATION DE LA PUISSANCE AÉRIENNE ET SPATIALE

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

GCA Philippe MORALES, Major Général de l'Armée de l'air et de l'espace française.

Général Osama Abbas Soliman ABDELMAKSOUH, Armée de l'air et de l'espace égyptienne.

Major General Panagiotis GEORGAKOPOULOS, Armée de l'air et de l'espace grecque.

Major General Andrea ARGIERI, Armée de l'air et de l'espace italienne.



Avec un conflit en Ukraine qui s'enlise et l'opération menée par Israël à Gaza, les majors-généraux des armées de l'air et de l'espace d'Etats de la région méditerranéenne ont pris part à une table ronde portant sur «La Méditerranée espace géographique multi-théâtre : point d'application de la puissance aérienne et spatiale», afin d'analyser le rôle des forces armées aériennes et spatiales en Méditerranée tout en étudiant les perspectives et défis auxquels elles font face. Ils ont introduit la discussion en abordant les aspects géographiques et les menaces auxquelles sont confrontés les Etats de la région afin de mettre en évidence les atouts des forces armées pour assurer la stabilité dans une région, en proie à de nombreuses menaces. Face aux conflits actuels en Ukraine et à Gaza, les intervenants ont examiné l'utilisation différenciée et complémentaire de ces forces en opération. Ils ont enfin exploré les perspectives des forces armées aériennes et spatiales, notamment l'intégration des nouvelles technologies dans les flottes existantes, leurs impacts sur la formation des futurs pilotes, et les défis à venir dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique.

LE BASSIN MÉDITERRANÉEN : CARREFOUR CIVILISATIONNEL AUX ENJEUX GÉOPOLITIQUES MULTIPLES

Pour introduire le sujet, Pascal Ausseur fait le constat d'une région méditerranéenne, caractérisée par sa «mare nostrum», qui relie les trois continents que sont l'Europe, l'Asie et l'Afrique. Cette proximité géographique entre 21 États côtiers favorise les échanges culturels et commerciaux, tant entre ces États qu'avec le reste du monde. Il met en lumière l'importance géopolitique de la région, notamment en raison du canal de Suez, l'une des voies commerciales les plus stratégiques au monde, par lequel transite plus de 10 % du commerce maritime mondial.

L'activité commerciale intense de la région méditerranéenne, en particulier à travers le canal de Suez est source d'enjeux géopolitiques, en particulier dans le domaine énergétique. Les flux énergétiques cruciaux passent par le canal, et la région détient également d'importantes réserves énergétiques. Ces facteurs ont suscité un regain d'intérêt tant des États côtiers que des puissances extérieures pour la région. Cependant, cette attention accrue a également tendance à intensifier les tensions et les menaces, mettant en péril la stabilité et la sécurité.

Le Général Osama Abbas Soliman Abdelmaksoud, interpellé sur la vision de l'Égypte face à ce contexte, souligne la pertinence stratégique de la région méditerranéenne pour son pays, mettant en exergue les défis complexes auxquels l'Égypte est confrontée. Le littoral égyptien le long de la mer Méditerranée expose le pays à des enjeux variés, allant du changement climatique à la migration illégale, en passant par le contrôle des ressources naturelles.

« À CES INTERVENTIONS, LE GÉNÉRAL PHILIPPE MORALES RAPPELLE QUE LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE DOIT ÊTRE ANALYSÉE EN TENANT COMPTE DES RÉALITÉS GÉOGRAPHIQUES DES PAYS RIVERAINS ET EN PRENANT EN CONSIDÉRATION TOUTE LEUR PROFONDEUR TERRESTRE. »



Dans ces conditions, le Général Morales souligne que les forces aériennes sont les mieux adaptées pour intervenir, puisqu'elles sont les seules forces ayant la capacité de traverser cette profondeur. De plus, sur les menaces, il insiste sur la complexité géopolitique de la région, mettant en avant la nécessité impérieuse de sécuriser les flux légaux et le trafic maritime.

LES FORCES AÉRIENNES ET SPATIALES, INSTRUMENTS DE STABILITÉ DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

Dans ce contexte sécuritaire volatile, le Général Osama Abbas Soliman Abdelmaksoud a souligné le rôle multifonctionnel crucial de l'armée de l'air égyptienne permettant d'assurer la stabilité et la prospérité du pays au sein de la région méditerranéenne.

En effet, celle-ci surveille et contrôle les frontières maritimes et terrestres, contribuant à la sécurité nationale, à la protection des frontières et à la lutte contre le crime organisé. L'utilisation d'avions et de technologies avancées permet à l'armée de l'air d'assurer une surveillance efficace, notamment dans la détection et la réponse rapide aux activités illicites telles que la contrebande et l'immigration clandestine. L'armée de l'air égyptienne participe activement aux opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée, tout en assurant la sécurité des intérêts économiques du pays. Elle surveille également les infrastructures énergétiques offshore, protégeant ainsi les importantes réserves de pétrole et de gaz naturel en Méditerranée, cruciales pour la sécurité énergétique et la stabilité économique de l'Égypte.

En plus de sécuriser les routes commerciales maritimes, l'armée de l'air égyptienne réagit aux menaces environnementales telles que les déversements d'hydrocarbures, contribuant ainsi à la préservation des écosystèmes marins et des zones côtières.

Le Général Philippe Morales expose ensuite de manière approfondie les caractéristiques qui font de l'armée de l'air et de l'espace une armée polyvalente. Ainsi, l'allonge du vecteur aérien offre une réactivité exceptionnelle et la possibilité d'accéder à la zone de tension en un temps record.

Cette allonge du vecteur aérien a été démontrée lors de plusieurs missions, dont l'opération Hamilton qui s'est déroulée dans la nuit du 13 au 14 avril 2018. Sous le commandement de la France, les forces des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France sont intervenues en Syrie pour détruire son stock d'armes chimiques.

Le succès retentissant de cette opération a été rendu possible grâce au raid aérien qui a couvert une distance de plus de 7 000 km aller-retour. La polyvalence de l'armée dans cette région est également mise en avant, avec des capacités étendues allant du renseignement à la surveillance de vastes zones, en passant par l'apport d'aide humanitaire et la possibilité d'évacuation en cas de besoin.

Cependant, le général a soulevé le manque de permanence de ces forces qui reste un inconvénient majeur. En effet, ces forces nécessitent des manœuvres lourdes et un point d'appui stratégique important pour pouvoir se maintenir sur un théâtre d'opération. Le Général Andréa Argieri évoque les caractéristiques clé de la puissance aérienne, à savoir la portée et la vitesse, soulignant l'importance de ces attributs dans la région méditerranéenne. Il insiste sur l'aspect tridimensionnel de l'emploi des moyens aériens, couvrant des aspects tels que la reconnaissance, la recherche et le sauvetage, la patrouille et la défense aérienne.



Le Général Panagiotis Georgakopoulos met en exergue l'importance capitale de la puissance aérienne et spatiale, particulièrement dans le contexte de la sécurité nationale et des opérations militaires. Dans cette perspective, la puissance aérienne assure le contrôle de l'air, un aspect fondamental pour la sécurité nationale, tout en garantissant un accès incontesté aux capacités spatiales nécessaires au maintien de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité.

« LA PUISSANCE AÉRIENNE, EN ASSUMANT DES RÔLES CRUCIAUX TELS QUE LE CONTRÔLE DE L'AIR, LA RECONNAISSANCE, LA MOBILITÉ ET L'ATTAQUE, JOUE UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA RÉDUCTION DES RISQUES AUSSI BIEN POUR LES TROUPES TERRESTRES QUE POUR LES CIVILS. »

Le Général Panagiotis Georgakopoulos met en exergue l'importance capitale de la puissance aérienne et spatiale, particulièrement dans le contexte de la sécurité nationale et des opérations militaires. Dans cette perspective, la puissance aérienne assure le contrôle de l'air, un aspect fondamental pour la sécurité nationale, tout en garantissant un accès incontesté aux capacités spatiales nécessaires au maintien de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité.

L'APPORT DES FORCES ARMÉES AÉRIENNES ET SPATIALES DANS LES DIFFÉRENTS TYPES DE CONFLITS

Pascal Ausseur souligne que les conflits actuels en Ukraine et à Gaza illustrent diverses utilisations complémentaires des forces armées aériennes. Selon lui, le conflit israélo-palestinien est une guerre asymétrique classique, mettant en lumière les enjeux des dommages collatéraux et l'importance de la communication et de l'information.

En parallèle, le conflit russo-ukrainien représente une guerre de haute intensité avec des forces belligérantes équivalentes et un véritable défi pour obtenir la domination aérienne.

Interrogé sur son analyse de ces deux situations opérationnelles, le Général Philippe Morales a souligné la complémentarité de ces conflits dans l'utilisation des forces aériennes et spatiales. Dans le contexte d'un conflit asymétrique, les disparités notables entre les forces en présence soulignent l'importance stratégique des forces aériennes et spatiales. Les forces régulières ne rencontrent aucune opposition, laissant une liberté d'action totale et permettant des attaques avec plus de précision. Le Général français ajoute que cela permet d'exploiter au mieux la polyvalence de ces forces, en assurant des missions allant des frappes chirurgicales à la collecte de renseignements, souvent en zone urbaine.

Le Général Philippe Morales insiste sur l'importance des missions de collecte et de regroupement d'information qui sont cruciales pour limiter les dommages collatéraux.

À ce titre, la France dispose d'un savoir-faire, développé lors de ses interventions au Sahel et en Afghanistan, durant lesquelles elle a pu constater l'apport du drone Reaper qui permet grâce à sa permanence en vol et son observation très précise d'optimiser la récolte d'information.



Le Général Panagiotis Georgakopoulos insiste sur la complexité de la guerre urbaine à Gaza, nécessitant des informations précises pour minimiser les dommages collatéraux, particulièrement cruciaux dans la guerre psychologique et de l'information.

Par ailleurs, dans les conflits de haute intensité comme en Ukraine, les forces armées peuvent se retrouver dans une guerre de position sans supériorité aérienne. Selon le Général Panagiotis Georgakopoulos, cela s'explique par la densité élevée de missiles sol-air à très longue portée mobilisés par l'Ukraine. Le Général Philippe Morales ajoute que l'intégration suboptimale entre les milieux terrestre et aéronautique complique l'offensive. Il souligne la complexité croissante des défenses surface-air multicouches et à longue portée, mettant en avant l'importance de la défense dans les conflits symétriques. Il souligne l'importance des tactiques spécifiques et le matériel dédié pour maintenir la supériorité et attaquer les systèmes de commandement ennemis.

Interrogé sur la question, son homologue grec exprime la confiance de son pays dans sa préparation pour une guerre conventionnelle, soulignant la modernisation des moyens, y compris des avions Rafale. Cependant, il admet que la doctrine actuelle n'est pas spécialisée pour des conflits comme celui de Gaza, et il souligne la nécessité de coopération avec l'OTAN et les partenaires européens pour mieux comprendre de telles situations.

À ce titre, le Général Andrea Argieri a partagé des exemples concrets des activités de l'armée de l'air italienne, mettant en avant des missions variées allant de la défense aérienne en Roumanie à la coopération en Libye et la participation à des opérations internationales. Il a souligné l'importance des normes, de la préparation constante, et de la supériorité aérienne dans la réussite des opérations militaires modernes.

LES DÉFIS ET ÉVOLUTIONS DES FORCES ARMÉES AÉRIENNES ET SPATIALES

Le Général Philippe Morales souligne l'impact révolutionnaire des drones dans les opérations aériennes, qu'ils soient de grande ou de petite taille, en introduisant une nouvelle dimension dans la collecte de données, la surveillance et l'intervention.

En mettant en avant le rôle essentiel des drones de reconnaissance tels que le Reaper, il souligne leur capacité à opérer dans des zones à haut risque, transformant ainsi les stratégies de déploiement des forces armées aériennes et spatiales. Concernant les petits drones, le Général italien souligne la vulnérabilité des gros drones (UAV) en temps de guerre et insiste sur l'importance des capacités flexibles, notamment en s'appuyant sur des drones plus petits. À cet égard, le Général Osama Abbas Soliman Abdelmaksoud souligne l'efficacité de ces drones dans le Sinaï, où l'Égypte fait face à des menaces terroristes.

Le Général Morales aborde alors le défi majeur posé par l'émergence de la 6ème génération d'avions de combat, symbolisée par des projets tels que le Système de Combat Aérien du Futur (SCAF). Ces avions connectés, capables d'interagir avec d'autres plateformes, suscitent des interrogations sur la gestion des flux de données.

« L'INTERCONNEXION DES AÉRONEFS CONNECTÉS, BIEN QU'ELLE OFFRE DES OPPORTUNITÉS, ENGENDRE ÉGALEMENT DES DÉFIS EN TERMES DE SÉCURITÉ ET DE COORDINATION. »



Source : Wikipédia

Le Général Andrea Argieri souligne l'importance de la dimension humaine, mettant en avant le besoin d'une formation approfondie des jeunes recrues pour faire face aux compétences techniques avancées requises par les avions de la 6ème génération et aux nouveaux paradigmes de la guerre aérienne.

Enfin au sujet de l'espace extra-atmosphérique, le Général Morales le présente comme un défi incontournable pour les forces aériennes et spatiales. Il met en avant la priorité stratégique de cet espace et des zones qui lui sont liées, nécessitant de repenser les paradigmes traditionnels de la guerre. Dans ce contexte, il insiste sur la nécessité d'une coopération internationale, au sein de l'OTAN ou d'autres partenariats, pour relever les nouveaux défis et assurer la stabilité de cet environnement extra-atmosphérique.

Par Luc BILLI

CONVERGENCES TERRESTRES SUD-EUROPÉENNES

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

Général d'armée Pierre SCHILL, Chef d'état-major de l'Armée de terre française.

Général d'armée Angelos CHOUDELOUDIS, Chef d'état-major de l'Armée de terre grecque.

Général d'armée Salvatore CAMPOREALE, Commandant des forces terrestres italiennes.

Général d'armée Rafael COLOMER MARTINEZ DEL PEREAL, Conseiller du Chef d'état-major de l'Armée de terre espagnole.

Général d'armée Paulo PEREIRA, Commandant des forces terrestres portugaises.

Colonel Cucos CÉSAR, Commandant des forces terrestres roumaines.



La table ronde « Convergences terrestres Sud-Européennes » se consacre à l'analyse des dynamiques militaires terrestres, dans un contexte géopolitique tendu, accentué par deux crises majeures sur la scène internationale : le conflit russo-ukrainien ainsi que le conflit israélo-palestinien. Dans ce paysage géopolitique en profonde mutation, les responsables des armées terrestres sud-européennes portent le poids d'une lourde responsabilité. Ces derniers ont décrypté les défis qui se profilent pour les forces armées terrestres sur le pourtour du bassin méditerranéen. La résurgence de conflit armés rappelle le rôle central de l'armée de la terre dans la conduite de la guerre. De manière conjointe, les intervenants ont souligné la nécessité de favoriser la convergence des efforts de coopération en matière de défense entre les nations du sud de l'Europe, en mettant l'accent sur le couplage stratégique entre l'Union européenne et l'OTAN. Dans ce contexte, les intervenants ont exploré les solutions visant à renforcer l'interopérabilité entre les différentes armées européennes, ainsi que la mise en place d'innovations technologiques, susceptibles d'avoir un impact considérable à l'avenir.

UNE MUTATION DU PAYSAGE GÉOPOLITIQUE : LES MENACES HYBRIDES

Les profondes mutations géopolitiques à l'œuvre ces dernières années ont entraîné un changement fondamental du rapport à la conflictualité. Les notions de défense territoriale et de sécurité nationale se conçoivent désormais au regard des menaces transnationales telles que le terrorisme, l'immigration illégale et le crime organisé, exacerbées par les bouleversements climatiques. Une nouvelle ère stratégique se dessine, ajoutant une couche de complexité à la compréhension des enjeux contemporains. La guerre en Ukraine ainsi que les conflits entre Israël et le Hamas ont fait réapparaître le concept de guerre de haute intensité. Ce changement de paradigme se manifeste par le passage d'opérations axées sur le maintien de la paix à des engagements militaires terrestres.

« LE CONSTAT EST SANS APPEL : TOUTE LA PÉRIPHÉRIE DE L'EUROPE EST CONFRONTÉE À DES PROBLÈMES D'INSTABILITÉ CROISSANTE OU EST ENGAGÉE DANS UN CONFLIT. »

La Russie représente la menace prédominante sur le flanc Est de l'Europe. Le soutien massif apporté par l'Union européenne et l'OTAN à l'Ukraine témoigne d'un engagement ferme en faveur du respect de l'intégrité territoriale et des valeurs démocratiques. Une attention accrue est à porter à la rive Sud de la Méditerranée, comme l'a souligné le major général Rafael Colomar Martinez Del Peral, en raison des antagonismes persistants en Afrique du Nord, notamment entre le Maroc et l'Algérie sur la question du Sahara occidental. La gestion des tensions au Sahel et dans le golfe de Guinée est cruciale, compte tenu des problématiques liées à la pauvreté ainsi que la dégradation des conditions climatiques dans la région.

La ceinture subsaharienne présente en effet un risque sécuritaire croissant, accentué par des crises politiques résultant d'une rupture des contrats sociaux entre gouvernants et gouvernés.

Ce climat crée un terrain propice au développement du terrorisme et de la criminalité organisée. Enfin, la question migratoire touche les États du pourtour méditerranéen et cristallise les débats. Les flux migratoires se dirigent principalement vers les côtes grecques, italiennes ou espagnoles. Premières portes d'entrées vers l'Europe, ces États côtiers font face à des défis complexes en matière de gestion migratoire, étroitement liés à leurs capacités d'accueil. La stabilité internationale apparaît donc comme un impératif pour garantir la prospérité de l'Europe, engageant la région dans une voie de coopération stratégique

PRIVILÉGIER UNE APPROCHE MULTILATÉRALE ET CONCERTÉE

Les nations du pourtour méditerranéen sont confrontées à des problématiques communes, nécessitant une union renforcée entre les pays sud-européens. L'unité des pays du sud n'est pas seulement souhaitable mais s'impose comme un impératif. L'ancrage méditerranéen, toile de fond d'une histoire commune, forge une identité collective malgré les singularités nationales. Les généraux sud-européens, conscients de cette réalité, ont souligné que la puissance de l'Europe exige une évaluation commune des menaces extérieures au sein de l'OTAN et de l'Union européenne, ainsi qu'une conception partagée du principe de défense collective.

L'adoption d'un narratif clair, ciblé sur des objectifs convergents, requiert un renforcement des mécanismes de concertation et de dialogue entre les nations européennes. Ce resserrement des liens interarmées doit permettre aux Européens de parler d'une voix commune et d'intégrer des outils permettant d'appréhender ensemble les défis, tant régionaux qu'extra-méditerranéens.

ENJEUX OPÉRATIONNELS

« LA STABILITÉ, SOCLE DE LA PROSPÉRITÉ, ÉMANE D'UNE CONJONCTION ENTRE SÉCURITÉ, BONNE GOUVERNANCE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. »

Ignorer l'un de ces paramètres peut certes générer des solutions à court terme, mais ne permettra pas de résoudre ces problèmes de façon pérenne. Les États de la rive nord de la Méditerranée doivent s'attaquer aux racines de ces enjeux en impliquant activement la rive sud de la Méditerranée au Moyen Orient et en Afrique.

Ignorer l'un de ces paramètres peut certes générer des solutions à court terme, mais ne permettra pas de résoudre ces problèmes de façon pérenne. Les États de la rive nord de la Méditerranée doivent s'attaquer aux racines de ces enjeux en impliquant activement la rive sud de la Méditerranée au Moyen Orient et en Afrique.

Le développement des forces de combat représente une opportunité stratégique significative mais pose également le défi de l'intégration dans un environnement à la fois multiculturel et multinational. Dès lors, le point focal des armées doit se concentrer sur l'interopérabilité, afin d'assurer une convergence optimale des moyens. Ce processus implique une mutualisation des connaissances, des compétences, des équipements mais également la mise en place d'activités conjointes. Si l'on a pu mentionner le poids de la coopération bilatérale, l'Europe aspire également à trouver des réponses multilatérales.

À ce titre, les États de Méditerranée occidentale font front commun à travers le dialogue 5+5, réunissant des pays de la rive nord (Espagne, France, Italie, Portugal, Malte) mais également de la rive sud (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie, Tunisie). Le Colonel Cucos César a par ailleurs dressé l'état des lieux des partenariats de la Roumanie avec ses homologues européens. Il témoigne du renforcement du flanc Est de l'OTAN, notamment avec la présence de troupes françaises en Roumanie.

PERSPECTIVES POUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE : LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES CONFLITS ACTUELS

Dans un environnement géopolitique en constante évolution, les armées européennes doivent articuler une vision à la fois tactique et stratégique, ces deux aspects étant interdépendants et constituant le socle de la défense sud-européenne. La prise en compte du concept de guerre hybride, (1) transcendant les frontières de la guerre conventionnelle, nécessite de se baser sur ces deux approches. La capacité de résilience sera déterminante car, comme l'ont illustré les conflits russo-ukrainien et israélo-palestinien, la victoire en temps de guerre se joue indéniablement sur le champ de bataille. Le général Salvatore Camporeale a d'ailleurs pointé du doigt la nécessité de transformer nos perceptions de la conflictualité, en adoptant une approche intrinsèquement liée au combat.

Effectivement, l'échec de la contre-offensive ukrainienne a permis aux généraux de mettre en perspective les enseignements tactiques tirés de ce conflit, avec une mise en lumière essentielle du rôle du soldat en tant que pierre angulaire des systèmes de défense. Au cœur de cette question réside la réaffirmation des fondamentaux de la guerre, pour garantir le succès des forces armées terrestres. La qualité des ressources humaines et de la formation du personnel militaire seront des éléments cruciaux.

Dans ce contexte, le général Angelos Choudeloudis souligne des disparités réelles entre les armées dites modernes et les armées utilisant des techniques traditionnelles. Il préconise ainsi de placer la focale sur le renseignement et la prise d'informations sur le terrain.

Sur le plan stratégique, la modernisation des armées, grâce aux nouvelles innovations technologiques, se profile comme un élément incontournable pour les défis à venir. Dans le cadre du conflit russo-ukrainien, l'intégration de la troisième dimension a été décisive.

La capacité à détecter et neutraliser les menaces aériennes, notamment celles émanant des drones russes permet à l'Ukraine de fragiliser les positions russes.

Le général d'armée Pierre Schill, malgré le transfert massif de technologies à l'Ukraine, met en avant la difficulté de reconquête des territoires ukrainiens, soulignant l'avantage de la défensive par rapport à l'offensive. La question de l'interopérabilité remet en question l'efficacité du transfert de technologies, étant donné que les Ukrainiens ne sont pas familiers avec l'utilisation de moyens modernes occidentaux. Les innovations favorisant l'interopérabilité des systèmes seront ainsi essentielles pour optimiser la synergie entre les différentes forces militaires et pour assurer une réponse coordonnée efficace entre les différents acteurs.

« IL CONVIENT ÉGALEMENT DE PRENDRE EN COMPTE L'INVESTISSEMENT FINANCIER REQUIS POUR SOUTENIR LE RYTHME DES INNOVATIONS ACTUELLES, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE L'OTAN OÙ CHAQUE PAYS EST TENU CONSACRER AU MOINS 2% DE PIB À LA DÉFENSE. »

Examinant la place de l'arme nucléaire française sous le prisme de la guerre en Ukraine, le général Pierre Schill souligne que l'impact de la dissuasion nucléaire repose sur la balance délicate entre l'efficacité dissuasive et la compréhension approfondie des enjeux sur le terrain. En effet, il souligne l'importance de l'adossement des forces armées terrestres à la dissuasion. Les forces conventionnelles doivent apporter une complémentarité, en préservant et accentuant la crédibilité et l'efficacité de la stratégie de dissuasion nucléaire. Cela passe par une transparence sur le terrain, que ce soit sur la disposition des forces ou des dynamiques opérationnelles, des facteurs pouvant influencer l'efficacité de cette dissuasion.



Les fondements traditionnels du champ de bataille comme la confiance, la volonté de se battre et la légitimité de la guerre, tous intrinsèquement liés à la dissuasion, sont des éléments clés de cette équation.

En guise de conclusion, le chef d'état-major de l'armée de terre française pointe ainsi la nécessité d'adopter une approche combinée, tenant compte de la dimension multisectorielle de la guerre russo-ukrainienne. Ce concept stratégique doit être généralisé à tous les niveaux car il englobe de multiples domaines tels que la politique, l'information, la santé ou encore les droits de l'homme.

Par Mariama CAMARA

NOTES

(1) La guerre hybride est une forme de conflit caractérisée par l'utilisation simultanée de tactiques liées à la guerre conventionnelle, la guerre asymétrique, la cyberguerre ainsi que d'outils non conventionnels, à l'instar de la désinformation.

LES FLUX MARITIMES EN MER MÉDITERRANÉE, ENJEUX ET MENACES : QUELLES ACTIONS POUR LES MARINES EUROPÉENNES ET RIVERAINES ?

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

Amiral Nicolas VAUJOUR, Chef d'état-major de la Marine française.

Contre-amiral Ayman Adel ABBAS EL-DALY, Marine égyptienne.

Vice-amiral d'escadre Martinez MERELLO Y DIAZ DE MIRANDA, Marine espagnole.

Vice-amiral d'escadre Vincenzo MONTARANO, Marine italienne.



Le bassin méditerranéen est un espace d'échanges et de communication vital entre les États. Pour beaucoup de pays enclavés, la mer Méditerranée est un passage vers les deux grands océans, Atlantique et Indien. Sur le plan militaire, il est une plateforme de déploiement qui permet aux marines de s'approcher de zones de crise. Les intervenants de cette table ronde partagent tour à tour leur vision sur les principaux enjeux pour les marines en matière de sécurité et de défense en Méditerranée, afin de gérer et prévenir les crises et guerres d'aujourd'hui et de demain. Cette table ronde fait état du changement de paradigme qui se fait jour dans cet espace hautement stratégique. Dans ce contexte de réarmement naval et de diversification des menaces, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité pour les marines de durcir leur préparation au combat et de favoriser l'interopérabilité entre les marines. Enfin, chacun d'eux a montré la nécessité pour les marines d'acquérir une plus grande maîtrise de l'espace informationnel.

LA MÉDITERRANÉE, UN ESPACE STRATÉGIQUE CONFRONTÉ À UN CHANGEMENT DE PARADIGME

En dépit de sa petite taille, la Méditerranée est porteuse d'enjeux stratégiques majeurs. Ces derniers concernent principalement le commerce, les communications, les énergies, l'environnement maritime, mais aussi les enjeux démographiques. Cette petite zone, qui ne représente que 8% de l'espace maritime mondial, concentre en effet 25% du commerce maritime mondial et 65% des flux énergétiques qui se dirigent vers l'Europe. Abritant le port militaire de Toulon, le plus grand port de la marine française, la Méditerranée est essentielle pour la France, rappelle l'amiral Vaujour.

Espace qui concentre les lignes de fracture politiques, religieuses et culturelles, le bassin méditerranéen est pris, au lendemain de la guerre en Ukraine, dans un contexte de recompositions stratégiques. Le bousculement de l'équilibre des forces et le retour à la force comme mode de règlement des conflits (1) marquent un changement de paradigme, également constaté par l'amiral Montanaro, qui évoque quant à lui le passage d'une situation crise-guerre à une situation compétition-crise-guerre. Ce changement de paradigme, qui se matérialise par une diversification des menaces et une proximité des tensions, donne lieu à une instabilité palpable dans un espace aux lignes de plus en plus réduites.



UN RENFORCEMENT DE LA PRÉPARATION DES MARINES

Le durcissement de la préparation au combat est le premier volet évoqué par l'amiral Vaujour.

« DANS UN CONTEXTE DE PROXIMITÉ DES TENSIONS, UNE MARINE DOIT ÊTRE EN CAPACITÉ DE FAIRE PREUVE D'AGILITÉ, ET S'ADAPTER RAPIDEMENT AUX SITUATIONS NOUVELLES. »

Concrètement, ce renforcement se matérialisé aussi bien par un mouvement de réarmement naval majeur que par un mouvement de rajeunissement des flottes de la part de la quasi-totalité des marines riveraines, avec une nécessaire montée en gamme au niveau des équipements (2), avec une plus grande intégration des outils d'intelligence artificielle (IA), en particulier dans les activités de renseignement.

Le vice-amiral d'escadre Vincenzo Montanaro évoque les récentes acquisitions de la marine italienne en chasseurs de mine et en frégates (3), tandis que le Contre-amiral Ayman Adel Abbas el-Daly fait état pour sa part de la volonté de la marine égyptienne de renforcer ses systèmes de surveillance via des technologies avancées. En dehors de ce nécessaire aménagement des flottes, tous les intervenants soulignent la nécessité d'augmenter les effectifs de la marine (4), un effort nécessaire pour répondre aux défis futurs.

ACCROÎTRE L'INTEROPÉRABILITÉ POUR FAIRE FACE AUX MENACES COMMUNES

Les intervenants évoquent plusieurs menaces, à la fois spécifiques et communes à chaque marine. Parmi elles, ils évoquent le développement de missiles hypervéloces ou hypersoniques, le développement satellitaire, les systèmes non pilotés, le recours à des armes non conventionnelles mais aussi la guerre informationnelle ainsi que les attaques cybernétiques.

Le contre-amiral Ayman Adel Abbas el-Daly, évoque enfin le terrorisme et la piraterie maritime, tandis que le vice-amiral d'escadre Martinez Merello y Diaz de Miranda mentionne l'immigration irrégulière ou le trafic de drogue dans le détroit de Gibraltar. La Méditerranée ne pouvant être « divisée en tranches » (5), il est nécessaire pour les marines de repenser leur stratégie à travers une approche globale, fondée sur une interopérabilité des forces. Au sujet de cette dernière, l'amiral Vaujour rappelle qu'elle est essentiellement conditionnée à une relation de confiance entre les marines.

Dans ce contexte, la nécessité de construire une cohérence stratégique maritime à l'échelle de la Méditerranée est un point à essentiel à retenir de cette table ronde. L'amiral Vaujour mentionne l'exercice MILEX de l'Union Européenne, mené en octobre 2023, qui avait réuni 9 nations, 2 800 militaires, en appui de la Boussole Stratégique ou encore la réalisation en avril 2023 d'un exercice naval conjoint entre la marine française et la marine italienne, dans le cadre des opérations Mare Aperto 22 et Polaris 21.

« POUR LE VICE-AMIRAL D'ESCADRE VINCENZO MONTANARO, CES EXERCICES DOIVENT ENFIN PERMETTRE AUX MARINES DE MIEUX APPRÉHENDER LE FONCTIONNEMENT OPÉRATIONNEL DE LEURS PARTENAIRES, AFIN DE PARVENIR À UNE INTERCHANGEABILITÉ DES MARINES. »



Sur la question d'une cohérence méditerranéenne, le contre-amiral Ayman Adel Abbas el-Daly se montre plus critique, estimant que chaque partie tire des avantages des problèmes globaux auxquels la Méditerranée est confrontée.

Enfin, les intervenants évoquent le renforcement de la coopération en matière de sécurité maritime, qui doit reposer sur un dialogue diplomatique renforcé et élargi, comme le souligne le vice-amiral d'escadre Vincenzo Montanaro (6). Ainsi, à titre d'exemple, la marine espagnole participe à des opérations parrainées par les organisations internationales de sécurité et de défense, à l'instar du développement permanent de l'OTAN en Méditerranée ou de l'opération ATALANTE, initiée par la France et mise en place par l'Union européenne dans la Corne d'Afrique afin de lutter contre la piraterie. Interrogé sur la possibilité d'une coopération de sécurité proprement méditerranéenne, le vice-amiral d'escadre Martinez Merello y Diaz de Miranda, souligne qu'en cas de crise, la réponse à donner sera nécessairement dans le cadre de l'OTAN. Il souligne en effet la capacité de l'OTAN à fournir un référentiel et une base technique solide aux pays du Sud en matière de défense.

LA RECHERCHE D'UNE PLUS GRANDE MAÎTRISE DE L'ESPACE INFORMATIONNEL

L'espace méditerranéen devient ainsi de plus en plus perméable aux débordements de puissance de la part de plusieurs compétiteurs souhaitant investir cette zone à leur avantage (7), le risque de l'incompréhension n'est plus permis, insiste l'amiral Vaujour. Dans cet espace stratégique réduit, il y a la nécessité pour les marines de rester attentives à l'envoi de messages stratégiques (8) et de comprendre l'adversaire en temps réel. L'amiral Vaujour et le vice-amiral d'escadre Vincenzo Montanaro rappellent la nécessité d'acquérir une supériorité informationnelle, laquelle n'étant jamais acquise d'emblée.

Les intervenants expliquent ainsi l'intérêt de mieux maîtriser l'espace informationnel en temps réel, de mieux réagir aux événements et, finalement, d'éviter le risque de la méprise, un point sensible dans ce contexte de proximité des tensions et d'hybridation des menaces. Les marines française, italienne, espagnole et égyptienne seront ainsi amenées à développer leurs capacités de renseignement militaire afin de détecter les menaces, les apprécier, les analyser, les communiquer et, finalement, de mieux les anticiper.

Mais, cette juste appréciation des menaces et des risques ne doit pas aboutir à une extrapolation de ceux-ci, souligne le vice-amiral d'escadre Martinez Merello y Diaz de Miranda. Interrogé sur la base russe de Tartous, qui se situe sur le littoral syrien, ce dernier soutient qu'il ne s'agit pas là d'une menace existentielle pour les marines, à l'inverse de risques parfois sous-estimés ou ignorés par les décideurs, à l'instar des problématiques migratoires ainsi que les problématiques liées à la sécurisation des fonds marins.

En somme, le maintien d'une relation de confiance, au moyen d'un dialogue équilibré, élargi et opérationnel, doit permettre aux marines riveraines de parvenir à une cohérence opérationnelle et tactique en Méditerranée, en temps de paix, en temps de crise comme en temps de guerre.

Par Jeanne GUERIN

NOTES

(1) L'amiral Vaujour fait sans doute référence au détachement opérationnel de la marine russe en Méditerranée orientale, au lendemain de l'invasion russe en Ukraine, dans l'objectif de dissuader l'OTAN d'intervenir militairement dans la guerre.

(2) Les intervenants évoquent notamment le recours à des drones, dont l'emploi par les marines signe l'évolution des enjeux militaires en milieu maritime.

(3) La marine italienne cherche par exemple à améliorer sa force de frappe, en investissant dans les capacités amphibies, les chasseurs de mines, et surtout les frégates, avec d'importants investissements en frégates de la classe Thaon di Revel.

(4) Ce point est souligné par l'amiral Vincenzo Montanaro.

(5) D'après l'expression utilisée par le vice-amiral d'escadre Martinez Merello y Diaz de Miranda.

(6) Pour appuyer son propos, l'amiral Vincenzo Montanaro évoque l'opération de l'OTAN dans le Golfe de Guinée, l'opération Agenor, dans le détroit d'Ormuz, ainsi que les espaces de dialogue associés à l'Initiative 5+5 en Méditerranée occidentale.

(7) On évoquera par exemple les marines russes ou chinoises, qui se font plus nombreuses dans l'espace méditerranéen depuis la guerre en Ukraine, et avec lesquelles le contact est fréquent dans l'espace maritime, comme le souligne l'amiral Vaujour.

(8) L'amiral Vaujour prend l'exemple de l'appareillage du Tonnerre comme un exemple de message stratégique.

DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES



➤ Stratégie d'influence : lutte informationnelle, puissance normative et facteur religieux

.....p 56

Modérateur :

Alexandre JUBELIN, docteur en histoire moderne et créateur du podcast "Le Collimateur".

Intervenants :

Marie-Doha BESANCENOT, Secrétaire générale adjointe pour la diplomatie publique à l'OTAN.

Maxime AUDINET, Chercheur en "Stratégies d'influence" à l'IRSEM.

Blandine CHELINI-PONT, Professeure d'histoire contemporaine et docteure en droit.

Nad'a KOVALCIKOVA, Analyste principale en charge du portefeuille de la sécurité transnationale à l'Institut d'études de sécurité de l'UE.

➤ Rivalités de puissances : Chine, Etats-Unis, Russie et le Moyen-Orient

.....p 62

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

Maya KANDEL, Chercheuse associée à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, spécialiste des Etats-Unis et des relations transatlantiques.

Igor DELANOE, Directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe et docteur en histoire.

Emmanuel LINCOT, Enseignant-Chercheur à l'Institut catholique de Paris et Lille, chercheur associé à l'IRIS.

Camille LONS, Chercheuse associée à l'European Council of Foreign Relations, sur la politique étrangère du Golfe.

➤ Enjeux énergétiques

.....p 70

Modérateur :

Annabelle LIVET, Chargée de recherche à la FRS sur les questions de sécurité énergétique.

Intervenants :

Michel DERDEVET, Président du think-tank Confrontations Energies et la Maison de l'Europe de Paris.

Eric BALDECCHI, à la tête du département veille et analyse de la menace au sein du Global Security Intelligence Department de TotalEnergies.

Anne-Lise TEANI, Directrice adjointe de la direction des affaires européennes et internationales de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

Elai RETTIG, Professeur assistant au département d'études politiques de l'Université Bar-Ilan en Israël, spécialisé en géopolitique de l'énergie et en politique étrangère israélienne.

STRATÉGIE D'INFLUENCE : LUTTE INFORMATIONNELLE, PUISSANCE NORMATIVE ET FACTEUR RELIGIEUX

Modérateur :

Alexandre JUBELIN, docteur en histoire moderne et créateur du podcast "Le Collimateur".

Intervenants :

Marie-Doha BESANCENOT, Secrétaire générale adjointe pour la diplomatie publique à l'OTAN.

Maxime AUDINET, Chercheur en "Stratégies d'influence" à l'IRSEM.

Blandine CHELINI-PONT, Professeure d'histoire contemporaine et docteure en droit.

Nad'a KOVALCIKOVA, Analyste principale en charge du portefeuille de la sécurité transnationale à l'Institut d'études de sécurité de l'UE.



La table ronde intitulée «Stratégies d'influence : lutte informationnelle, puissance normative et facteur religieux» plonge au cœur des dynamiques complexes qui définissent l'arène mondiale de l'influence. Les intervenants de cette table ronde exposent des analyses éclairées sur les actions et les menaces qui pèsent sur le paysage médiatique et informationnel. À l'ère numérique, où les contours de l'information se redessinent et où les acteurs étatiques et non étatiques rivalisent pour façonner les perceptions, la compréhension de ces mécanismes complexes devient impérative. Dès lors, les intervenants ont amorcé le débat en identifiant la nature de ces acteurs, leur articulation ainsi que le déchiffrement de leurs méthodes, afin d'appréhender au mieux la menace qu'ils représentent. Parmi les leviers à disposition des acteurs, le panel s'est attardé sur le facteur religieux qui émerge comme l'un des plus puissants pour influencer l'environnement médiatique et informationnel. Avant de conclure, les intervenants ont insisté sur la complexité de l'étude sur l'efficacité des campagnes de désinformations sur les populations. Enfin, les participants ont abordé les moyens déployés par l'OTAN et l'Union Européenne pour se prémunir contre les actions d'ingérences et de désinformations.

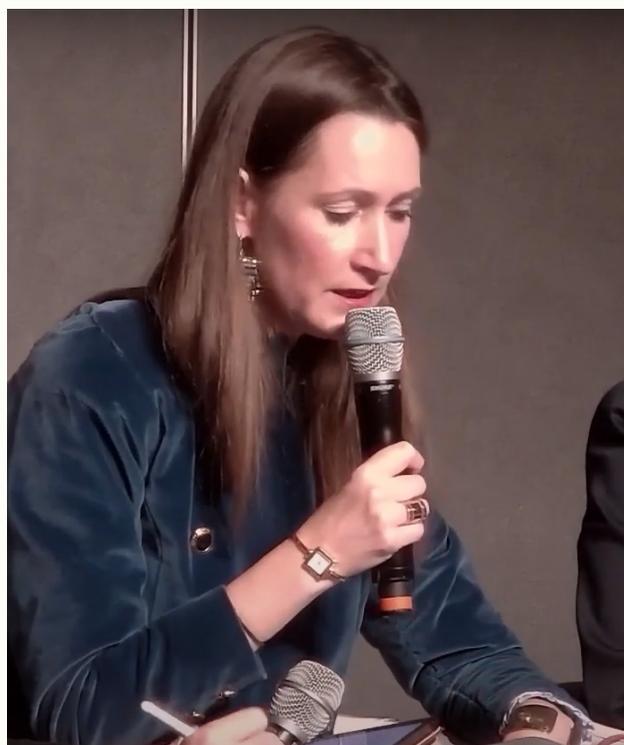
ACTEURS ET MÉTHODES DE LA LUTTE INFORMATIONNELLE

Alexandre Jubelin introduit la table ronde par le constat suivant : la guerre de l'information menée contre les Etats occidentaux se déroule sur un terrain complexe, où la désinformation et les récits politiques divergents sont devenus monnaie courante.

Marie-Doha Besancenot rappelle que cette lutte narrative n'est pas nouvelle. Déjà pendant la Guerre froide, l'OTAN était confrontée au récit communiste concurrent. Ce savoir-faire, hérité de l'époque soviétique, se retrouve aujourd'hui dans les campagnes d'influence sur les réseaux sociaux et dans les médias. Marie-Doha Besancenot met en évidence deux méthodes privilégiées par la Russie pour désinformer et déstabiliser l'environnement informationnel et médiatique occidental : le paiement pour la promotion du contenu partagé et la création d'engagement en propageant des émotions négatives. Ces techniques exploitent au mieux les algorithmes et les plateformes de diffusion de contenu.

« LA RUSSIE, SELON MAXIME AUDINET, DISPOSE D'UN SPECTRE D'INFLUENCE LARGE ALLANT DU SOFT POWER (1) AU SHARP POWER (2), ENGLOBALANT TROIS CATÉGORIES D'ACTEURS. »

En premier lieu, les acteurs étatiques, tels que Sputnik et Russia Today, opèrent dans le domaine de la diplomatie publique et médiatique. En se présentant en tant que médias alternatifs, ils participent à la diffusion du discours du Kremlin. Maxime Audinet ajoute que la diplomatie numérique russe s'est intensifiée depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, adoptant une communication en ligne plus agressive.



En deuxième lieu, les acteurs non-officiels ou semi-étatiques, comme l'ancien oligarque Evgueni Prigojine, investissent leur capital financier dans des opérations d'influence. Ils agissent avec une souplesse qui échappe aux contraintes bureaucratiques, servant les intérêts de l'État ou les leurs.

En troisième lieu, les acteurs tiers dans les pays ciblés, souvent négligés, montrent une forte capacité à s'insérer dans des écosystèmes locaux. Ils coopèrent avec des leaders d'opinion, des médias, des entrepreneurs, et même des usines à trolls (4) locales, influençant les perceptions et les récits à des fins diverses.

DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES

L'invasion de l'Ukraine a entraîné une accélération de la partition de l'espace informationnel entre la Russie, l'Europe et l'Occident. Maxime Audinet fait remarquer que les médias russes, dont la diffusion est suspendue par l'Union Européenne, ont contourné les sanctions en créant des sites miroirs. Face à une perte d'audience, ces médias se réorientent vers de nouveaux marchés médiatiques en particulier en Afrique devenue un espace de projection prioritaire.

L'ensemble de ces pratiques démontre une adaptation méthodique et systématique des acteurs russes, qui continuent à percer le paysage informationnel européen malgré les sanctions. En outre, la galaxie Prigojine, malgré des tentatives de captation par les autorités russes, conserve sa fragmentation et son influence, notamment en Afrique subsaharienne où ses réseaux persistent dans la promotion de narrations anti-occidentales.



L'UTILISATION DU FACTEUR RELIGIEUX COMME LEVIER D'INFLUENCE

Pour les Etats et les réseaux non-étatiques qui peuvent prendre la forme d'une sorte de conglomérat allant des partis politiques aux milices terroristes, la mobilisation du levier religieux est cruciale. Interrogée sur la question, Blandine Chelini-pont rappelle que les religions, en tant que faits sociaux collectifs, sont à l'origine des civilisations et ont réussi à perdurer malgré la mondialisation et la sécularisation. La conservation de cette pérennité a permis aux pouvoirs politique et religieux de mobiliser le fait social religieux pour asseoir leur légitimité.

« LE RÉFÉRENT RELIGIEUX A CONTAMINÉ PROGRESSIVEMENT LE CHAMP DES RELATIONS INTERNATIONALES À TRAVERS DES DISCOURS ET DES EXPLICATIONS CONFLICTUELLES, CRÉANT UN RÉCIT À LA FOIS ANTAGONISTE ET MANICHÉEN. »

Historiquement, l'impérialisme européen a engendré des réactions de rejet et de ressentiment culturel, évoluant en nationalismes d'indépendance et, dans le monde musulman, en réactions politico-religieuses islamiques. Ces réactions ont donné naissance à une contre-culture islamiste, devenant le ferment d'une vision binaire opposant un monde musulman agressé à un monde occidental dominateur et mécréant. D'une autre façon, la Russie de Vladimir Poutine a délibérément exploité l'héritage orthodoxe russe dans les relations internationales, consolidant symboliquement le pouvoir poutinien et l'emprise de l'Église orthodoxe sur la population russe.

Par conséquent, l'Église orthodoxe a gagné en présence et en financement, devenant un instrument de délibéralisation de la société russe, réduisant la laïcité et restreignant la liberté religieuse. Vladimir Poutine n'a cessé d'instrumentaliser les références orthodoxes pour diaboliser l'Occident, insufflant une rhétorique spirituelle qui caractérise ses discours. Ainsi, la Russie est présentée comme un rempart spirituel global contre le « libéralisme dégénéré » de l'Occident.

Blandine Chelini-Pont en conclut que cette rhétorique œcuménique vise à intégrer les populations musulmanes et à forger une alliance orthodoxe-musulmane contre l'Occident. L'exploitation du fait religieux devient ainsi un outil puissant dans la stratégie d'influence russe sur la scène internationale

UNE ÉVALUATION COMPLEXE DES CAMPAGNES DE DÉSINFORMATION

Afin d'approfondir le débat, Alexandre Jubelin questionne le panel sur les outils permettant d'évaluer l'efficacité des campagnes de désinformation. Maxime Audinet estime que cette question est fondamentale et précise qu'actuellement l'approche adoptée est basée sur des enquêtes de sondage.

Il souligne également la complexité d'isoler un phénomène d'influence informationnelle parmi d'autres, citant pour exemple l'étude du ressentiment antifrçais en Afrique. Au-delà des campagnes russes de désinformation, d'autres raisons endogènes et historiques peuvent expliquer ce ressentiment.

Marie-Doha Besancenot ajoute que dans le cadre de l'OTAN, les alliés privilégient une approche régionale, comme cela a été le cas avec la mer Noire qui a fait l'objet d'une collaboration entre trois think tanks de Bulgarie, de Hongrie et de Turquie pour définir une approche commune. Elle explique que l'évaluation de l'impact des communications demeure complexe.

« LES ALLIÉS PRIVILÉGIENT ACTUELLEMENT UNE ANALYSE MIROIR, QUI CONSISTE EN UNE ÉTUDE COMPARATIVE DE LA MANIÈRE DONT PARLE UNE COMMUNAUTÉ DE L'OTAN PAR RAPPORT À LA COMMUNICATION QU'EN A FAIT L'OTAN. »

Marie-Doha Besancenot explique que l'OTAN s'intéresse également aux campagnes de désinformation provenant de Chine.

À ce titre, l'étude publiée par Méta le 23 août 2023 a démontré qu'une campagne de désinformation chinoise avait été mise en œuvre sans grand succès.

La raison, selon l'étude, est la nature du message qui n'a pas assez été percutant pour un public occidental, ainsi que des investissements dans de mauvais outils d'IA qui était concentré sur l'automatique plutôt que sur le génératif.

Marie-Doha Besancenot fait remarquer que c'est à travers ces détails que l'on remarque les disparités entre les techniques de désinformations russes et chinoises.



Alexandre Jubelin souligne la difficulté à contraindre certaines plateformes, comme TikTok, WhatsApp ou Telegram, à modérer leurs contenus. Il pose la question des moyens techniques et des leviers pour lutter efficacement sur l'ensemble de ces plateformes.

À cet égard, Nad'a Kovalčíková fait remarquer la nature différente de Tik Tok par rapport aux autres plateformes occidentales. Elle explique que TikTok, n'étant pas soumis aux mêmes obligations en Chine que pourrait l'être une entreprise occidentale dans le sien, s'engage dans une autorégulation.

Ainsi, elle suggère une approche bilatérale, encourageant les entreprises à adopter des pratiques similaires à leurs pairs. De plus, elle mentionne le Code de pratique sur la désinformation qui vise à rendre les plateformes plus responsables et transparentes. À titre d'exemple, l'Australie a mis en place un système d'enregistrement des entités étrangères pour accroître leur visibilité sur de possibles menaces.

LES STRATÉGIES OCCIDENTALES DE LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION

Interrogée par Alexandre Jubelin sur les actions de l'OTAN pour endiguer cette menace, Marie-Doha Besancenot commence par souligner les investissements de l'OTAN dans la compréhension de la perception de l'Organisation au sein des pays membres, et l'adaptation de ses stratégies de communication en conséquence. Cependant, la désinformation russe complique les campagnes de sensibilisation. L'Organisation se voit contrainte d'adopter des approches plus complexes, abandonnant le modèle institutionnel pour atteindre le public à travers des messages différenciés adaptés aux communautés ciblées.

« C'EST UN DÉFI MAJEUR, CAR LES ÉQUIPES DE COMMUNICATION DE L'OTAN SE DOIVENT DE RESPECTER UNE CERTAINE ÉTHIQUE TOUT EN TRANSITANT VERS UN MODÈLE DE MESSAGES D'AVANTAGE CIBLÉS SUR LA POPULATION. »

Selon Marie-Doha Besancenot, la stratégie de l'OTAN comprend également la traque de la désinformation, cherchant à identifier les sources, les évolutions, et les passeurs. Dans cette lutte contre la désinformation, elle rappelle que l'OTAN dispose d'une arme unique, la déclassification d'informations, qui permet de désamorcer les campagnes de désinformation russes comme cela a été le cas avec des images satellites dévoilées pour contrer la narration russe avant son offensive contre l'Ukraine. L'objectif est de préempter le récit des adversaires et d'anticiper toute attaque potentielle.

Pour compléter, Nad'a Kovalcijova aborde les initiatives mises en place par l'UE pour contrer l'ingérence étrangère, notamment dans la sphère de la désinformation. Des plans de communication, un plan d'action pour la démocratie européenne, un code de pratique sur la désinformation, et une nouvelle réglementation sur les services numériques font partie de ces mesures.

L'UE cherche à mobiliser l'ensemble de la société, y compris les médias, les entreprises technologiques, les éducateurs, et les citoyens ordinaires, pour lutter contre la désinformation. Nad'a Kovalcijova insiste sur l'importance de comprendre l'impact cognitif de la désinformation notamment sur la manière dont elle façonne la pensée, influence les comportements sociaux et manipule la perception. Elle défend l'idée que cette approche est une dimension essentielle dans la lutte contre les actions d'ingérence. Cette conscience cognitive devient cruciale pour anticiper et contrer les effets de la désinformation sur les esprits des individus, renforçant ainsi la résilience des sociétés européennes face à ces menaces hybrides.

Par Luc BILLI

NOTES

(1) Concept utilisé en relations internationales décrivant la capacité d'un acteur politique d'influencer indirectement le comportement d'un autre acteur ou influencer la définition par cet autre acteur de ses propres intérêts, tout à travers des moyens non coercitifs.

(2) Concept utilisé pour caractériser la politique diplomatique manipulatrice d'un pays pour influencer et saper le système politique d'un pays cible.

(3) Organisme regroupant des hackers et des « trolls » payés pour diffuser de manière massive des informations partielles, partiales ou mensongères sur les réseaux sociaux.

RIVALITÉ DE PUISSANCES : CHINE, ÉTATS-UNIS, RUSSIE ET LE MOYEN-ORIENT

Modérateur :

Amiral (2s) Pascal AUSSEUR, Directeur Général de l'institut FMES.

Intervenants :

Maya KANDEL, Chercheuse associée à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, spécialiste des Etats-Unis et des relations transatlantiques.

Igor DELANOE, Directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe et docteur en histoire.

Emmanuel LINCOT, Enseignant-Chercheur à l'Institut catholique de Paris et Lille, chercheur associé à l'IRIS.

Camille LONS, Chercheuse associée à l'European Council of Foreign Relations, sur la politique étrangère du Golfe.



Ces derniers mois, des bouleversements majeurs ont redessiné la scène internationale, mais l'équilibre des forces n'est pas encore stabilisé. Le Moyen-Orient a été profondément affecté par ces nouvelles dynamiques. La table ronde «Rivalité de puissances» offre l'opportunité d'examiner les intérêts et enjeux de la Russie, de la Chine et des États-Unis dans cette région du monde, tout en prenant en compte les perspectives des pays arabes concernés au premier plan par ces changements.

UNE RESTRUCTURATION DE LA POLITIQUE INTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS PAR DES BIAIS EXOGÈNES

L'attaque du 7 octobre 2023 du Hamas contre Israël a bouleversé la communauté internationale, engendrant de multiples réactions, à différentes strates d'influence. Selon Maya Kandel, ces événements, et la guerre qui a suivi, ne modifient pas structurellement la politique étrangère des États-Unis. Le président américain Joe Biden continue d'organiser le déplacement des forces américaines du Moyen-Orient vers la zone Indo-Pacifique, se concentrant principalement sur la Chine.

« EN EFFET, LES ÉTATS-UNIS TENTENT DE RÉDUIRE LEUR IMPLICATION AU MOYEN-ORIENT TOUT EN CONSERVANT LEUR INFLUENCE DANS LA RÉGION. »



Malgré l'influence croissante de nouveaux acteurs sur la scène internationale, les États-Unis semblent vouloir minimiser cette variable dans l'élaboration de leur politique étrangère.

Par ailleurs, ces tensions au Proche-Orient se reflètent dans la politique intérieure des États-Unis. Nous assistons à une division au sein même du Parti démocrate, entre le pôle centriste et des jeunes démocrates, à l'aune des élections présidentielles de 2024.

Le premier pôle, très proche de l'État hébreu, incarne l'establishment du parti démocrate, mettant en exergue les positions de Joe Biden.

Le second pôle, plus jeune, épouse le rôle progressiste, où une position pro palestinienne est en vogue. En outre, le lien de l'administration Biden avec l'Ukraine est également vecteur de tensions au sein du parti démocrate. Quant à la bataille médiatique autour du traitement de l'information et de la question du « double-standard », elle n'est pas en reste.

Si le conflit à Gaza émeut le monde entier, elle bouleverse la politique intérieure américaine. Ce sujet, associé à la guerre en Ukraine, donnera à la politique étrangère un impact inhabituel sur l'élection présidentielle de novembre 2024. Ce changement de paradigme intervient alors que la scène politique intérieure se crispe.

À l'approche des primaires présidentielles, il reflète une modification sociologique des États-Unis, selon Maya Kandel. Ces vingt dernières années ont vu des changements profonds aux États-Unis, notamment en raison de la réaction consécutive aux événements du 11 septembre 2001. Cela s'est traduit par une augmentation de la violence, notamment via la circulation désinhibée des armes à feu, une diminution de l'espérance de vie, ainsi qu'une démobilisation au sein des forces militaires.

DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES

L'impact de la réaction interne des États-Unis à la suite du 11 septembre demeure encore présent, contribuant à cette transformation sociologique du pays. La CIA, dans plusieurs publications «Global Trends», met en évidence la variable de la politique intérieure du pays qui influencerait sur le rôle des États-Unis dans le monde.

Ce rapport souligne l'émergence croissante de tendances isolationnistes, y compris au sein du Parti démocrate.

UNE STRATÉGIE DE LA RÉSILIENCE DES PEUPLES ARABES DEPUIS LE 7 OCTOBRE 2023

La cause palestinienne est largement soutenue par la rue arabe, suscitant une vive émotion depuis la riposte israélienne dans la Bande de Gaza. Nombreux sont les populations de la région favorables à la remise en cause de l'ordre mondial occidental. Ce sentiment est exacerbé par ce qui est perçu comme l'hypocrisie du droit international, dont les sanctions ne semblent s'appliquer qu'à certains acteurs.

En effet, les pays du Golfe ont reçu de nombreuses pressions de la part des Occidentaux, les encourageant fermement à condamner la Russie pour non-respect du droit international depuis l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022.

Les gouvernements de la région accusent l'Occident de ne pas actionner les mêmes leviers de pression lorsqu'il est question de la colonisation israélienne en territoires arabes. Les accusations des "deux poids-deux mesures" mettant en évidence les contradictions occidentales lorsqu'il s'agit d'arbitrer entre l'universalisme et l'intérêt, rendent d'autant plus alléchantes les propositions de partenariats chinois et russes pour États du Moyen-Orient.

Emmanuel Lincot explique que le pivot américain vers l'Asie-Pacifique se ressent, et ouvre un créneau d'influence pour de nouveaux acteurs. Les Routes de la soie chinoises sont un enjeu majeur, car plusieurs pays arabes basent leurs futurs rendements économiques sur les investissements étrangers.



Les pays du Golfe en sont d'autant plus adeptes que leur voie d'exportation d'hydrocarbures s'est récemment déplacée vers la Chine, les États-Unis étant quasiment autonomes grâce au gaz de schiste. En effet, les pays du Golfe peinent à débusquer des partenaires asiatiques ou européens. La Chine s'impose alors facilement en client principal des États arabes du Golfe et son influence géopolitique augmente naturellement.

De leur côté, engagés dans une quête pour étendre leur réseau d'influence en Indo-Pacifique, les États-Unis se trouvent dans l'obligation de reconsidérer leur désengagement du Moyen-Orient s'ils veulent préserver leur influence et apporter un soutien solide à Israël.

Pour autant, Maya Kandel confirme que la crise que traverse actuellement le Proche-Orient ne remet pas en question le pivot américain vers l'Asie.

Les États-Unis veulent éviter un conflit ouvert avec l'Iran, qui ne servirait aucun intérêt régional et provoquerait un embrasement immédiat de la région. Une chaîne de communication avait par ailleurs été réinstaurée entre l'Iran et les États-Unis avant le 7 octobre. Il est ainsi probable que des divergences apparaissent, à terme, entre les États-Unis et Israël, qui n'ont ni le même calendrier, ni les mêmes ambitions régionales.

LA STRATÉGIE RUSSE AU LEVANT, DES PRIORITÉS CHANGEANTES ET UN DÉTOURNEMENT MÉDIATIQUE

Igor Delanoë souligne que l'agression du Hamas contre Israël avantage les intérêts russes et ce détournement médiatique intervient dans un contexte opportun. À la sortie de l'été et de la contre-offensive ukrainienne, il est intéressant pour Moscou que les Occidentaux soient préoccupés par un autre front. Par ailleurs, l'attaque intervient en même temps que le vote du budget américain pour l'année 2024.

Les Américains, même polarisés, entendent repenser leurs priorités d'attribution budgétaire et les dossiers ukrainiens et israéliens sont désormais en concurrence et sujets de politique intérieure. En outre, la perception par le « Sud-global » du « deux poids-deux mesures » sur le dossier israélo-palestinien joué par les Occidentaux sert fortement le narratif de la Russie et pourrait contribuer à affaiblir le soutien à l'Ukraine.

Igor Delanoë souligne également une lassitude des médias sur le dossier russo-ukrainien au profit du conflit à Gaza.

Pour autant, il n'est pas dans l'intérêt de la Russie que le conflit au Proche-Orient se globalise et que la situation s'aggrave.

La principale préoccupation de la Russie demeure l'Ukraine et tous ses efforts sont dirigés dans cette direction. En ce qui concerne Gaza, la question vue de Moscou est de savoir dans quelle mesure certaines dynamiques peuvent être exploitées pour contrarier ou entraver les concurrents occidentaux.

« L'OBJECTIF DE LA RUSSIE RESTE DE RESTAURER SA POSITION EN TANT QUE GRANDE PUISSANCE, CE QUI IMPLIQUE DE CONTESTER LA DOMINATION OCCIDENTALE, Y COMPRIS EN PASSANT PAR UNE REMISE EN CAUSE DES NORMES ÉTABLIES, MAIS SE TIRER UNE BALLE DANS LE PIED EN CRÉANT UN CHAOS À SA PORTE. »



Le vieux discours russe qui promeut la multipolarité avait été largement ignoré au début du 21^{ème} siècle. Il s'articule autour d'un projet visant à établir un statut et une influence renforcée pour la Russie qui se positionne comme la puissance capable de dialoguer avec toutes les factions palestiniennes et israélienne, apte à stabiliser la région.

L'objectif principal reste l'unification des positions palestiniennes, pour lesquelles des délégations discrètes se rendent fréquemment à Moscou. Car, si la Russie prône aujourd'hui une solution à deux États, le Hamas n'apparaît pas sur sa liste d'organisations terroristes, ce qui permet à Moscou de conserver un dialogue avec lui.

Sur la question délicate de Jérusalem, la position russe est ferme : la capitale d'Israël serait reconnue comme telle seulement si Jérusalem-Est revenait aux Palestiniens. D'autre part, la Russie garde un œil attentif sur les éventuels sentiments anti-occidentaux naissant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, se tenant prête à les utiliser et récolter les fruits de cette nouvelle dynamique, sans pour autant bouger ses pions. Ainsi, la Russie observe la situation de près, sans vouloir froisser Israël, évitant toute mesure drastique. La Russie n'aura pas la capacité d'assumer un conflit au Levant, ses positions en Syrie s'étant largement fragilisées et réduites depuis février 2022.

DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES

LA STRATÉGIE EXPANSIONNISTE DE LA CHINE, UNE DIVERSION FACE À UNE SITUATION INTÉRIEURE CRITIQUE ?

Le remaniement de la scène internationale a permis à la Chine de s'imposer en se positionnant comme médiateur politique et partenaire économique. Via l'Organisation de coopération de Shanghai ou encore le récent élargissement des BRICS+, elle promeut un nouvel ordre mondial. La présence de la Chine comme une force de proposition majeure au Moyen-Orient est solidement ancrée.

Cela s'illustre par des exemples probants tels que ses relations avec l'Arabie Saoudite, l'Iran et le Yémen, où elle se distingue par son absence de passé colonial ou d'impérialisme, offrant ainsi une approche différente, sans héritage historique problématique.

À cet égard, il est prévu que les pays arabes, l'Iran ou même la Turquie adhèrent à terme à l'Organisation de coopération de Shanghai. Cette adhésion prochaine à ce regroupement régional montre l'attrait croissant pour les initiatives et les partenariats que la Chine promeut dans la région. Cela pourrait signaler un changement géopolitique majeur alors que ces pays envisagent des alternatives et des alliances nouvelles en dehors du cadre traditionnellement occidental. Le narratif chinois du « dominant-dominé » s'est confirmé depuis le 7 octobre 2023, où Pékin a l'habileté de ne pas qualifier le Hamas de groupement terroriste, ce qu'il lui permet de court-circuiter de potentiels reproches indiens (1). Cette absence d'implication directe laisse cependant de l'espace aux États-Unis.

« EN S'EMPARANT DE CERTAINS DOSSIERS AU MOYEN-ORIENT, NOTAMMENT LE RAPPROCHEMENT ENTRE L'IRAN ET L'ARABIE SAOUDITE, LA CHINE PEUT DÉVIER LES PROJECTEURS DE CERTAINS SUJETS SENSIBLES, COMME LES TENSIONS EN MER DE CHINE OU LES QUESTIONS D'INGÉRENCE À TAÏWAN. »

Cela permet également à Pékin de dévoiler le pragmatisme et l'ambivalence chinois (2).

Les pays du Golfe en sont d'autant plus adeptes que leur voie d'exportation d'hydrocarbures s'est récemment déplacée vers la Chine, les États-Unis étant quasiment autonomes grâce au gaz de schiste. En effet, les pays du Golfe peinent à débutsquer des partenaires asiatiques ou européens. La Chine s'impose alors facilement en client principal des États arabes du Golfe et son influence géopolitique augmente naturellement.

De leur côté, engagés dans une quête pour étendre leur réseau d'influence en Indo-Pacifique, les États-Unis se trouvent dans l'obligation de reconsidérer leur désengagement du Moyen-Orient s'ils veulent préserver leur influence et apporter un soutien solide à Israël.

Pour autant, Maya Kandel confirme que la crise que traverse actuellement le Proche-Orient ne remet pas en question le pivot américain vers l'Asie.

Les États-Unis veulent éviter un conflit ouvert avec l'Iran, qui ne servirait aucun intérêt régional et provoquerait un embrasement immédiat de la région. Une chaîne de communication avait par ailleurs été réinstaurée entre l'Iran et les États-Unis avant le 7 octobre.

Il est ainsi probable que des divergences apparaissent, à terme, entre les États-Unis et Israël, qui n'ont ni le même calendrier, ni les mêmes ambitions régionales.

Cette politique étrangère ambitieuse sert également à masquer une situation intérieure critique, notamment en ce qui concerne les droits humains, particulièrement la question des Ouïghours. L'oppression de cette communauté musulmane pourrait lui coûter des partenaires clefs (3).

Malgré cela, la Chine ne se départit pas de son ambition, poursuivant la création de couloirs, comme le corridor sino-pakistanaï, tout en opérant une distinction entre ses enjeux stratégiques et économiques. La politique de la Chine au Moyen-Orient a peu d'impacts sur la population chinoise en raison du régime autoritaire en place, limitant largement les informations et les répercussions à l'intérieur du pays.

« CEPENDANT, IL EXISTE UNE SURENCHÈRE DE PROPOSITIONS CHINOISES À L'ÉTRANGER, SOUVENT OBSERVÉE LORSQUE LA POLITIQUE INTÉRIEURE EST EN DIFFICULTÉ. »

En janvier 2023, le ministère du Travail a publié des statistiques indiquant un taux de chômage de 20% dans certaines villes, vraisemblablement plus élevé en milieu rural et signalant une situation bien plus préoccupante que celle annoncée officiellement.

Emmanuel Lincot observe que le régime chinois est confronté à des problèmes intérieurs majeurs, notamment une situation sanitaire catastrophique ayant entraîné la destruction de millions d'emplois dans un pays où l'assurance sociale et les retraites ne sont pas garanties.

Cette dichotomie entre politique étrangère et intérieure est notable, montrant une dissonance entre la réalité de la situation intérieure et les ambitions internationales de la Chine.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE CE REMANIEMENT STRATÉGIQUE

La question de la dédollarisation est un enjeu majeur pour les puissances non-occidentales, comme la Russie ou la Chine. Dans ce contexte, le partenariat entre l'OPEP[4] et les pays arabes a renforcé les relations entre la Russie et les nations du Golfe. Les efforts de la Russie pour atteindre une stabilité économique sont entravés par les nombreuses sanctions qui lui sont imposées depuis l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022.

Malgré cela, les échanges commerciaux entre la Russie et les Émirats arabes unis (EAU) augmentent, et un nombre croissant de ressortissants russes s'installent désormais également aux EAU. Avec une population de 146 millions d'habitants comprenant 25 millions de musulmans, la Russie possède une présence islamique endogène et siège à l'Observatoire International de l'Islam. Les leaders russes des régions musulmanes sont ainsi souvent des médiateurs dans les relations avec les pays arabes, grâce à des accords négociés avec le Kremlin.

« BIEN QUE LA RUSSIE NE TIENNE PAS UN RÔLE CENTRAL DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN, ELLE DEMEURE UN ACTEUR IMPORTANT CHERCHANT À MAXIMISER SES OPPORTUNITÉS ET À ADAPTER SON ÉCONOMIE À LA CONJONCTURE INTERNATIONALE. »

La question de la dédollarisation est devenue un enjeu crucial, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine qui a engendré des sanctions occidentales. Ces sanctions, perçues comme une ingérence sur le marché de l'énergie, ont incité les pays du Golfe à considérer une alternative dans leurs échanges monétaires.

DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES

La question de la dédollarisation est devenue un enjeu crucial, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine qui a engendré des sanctions occidentales. Ces sanctions, perçues comme une ingérence sur le marché de l'énergie, ont incité les pays du Golfe à considérer une alternative dans leurs échanges monétaires.

La Chine, incitant à l'utilisation du Yuan, suscite un réel intérêt dans le Golfe et au sein du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

« LES PAYS DU GOLFE EXPLORENT LES DIFFÉRENTES OPTIONS, UTILISANT LEURS RELATIONS AVEC LA CHINE ET LA RUSSIE POUR EXERCER UNE PRESSION SUR LES ÉTATS-UNIS, NOTAMMENT EN ENVISAGEANT DES ÉCHANGES DE MONNAIES. »

Concernant la politique économique chinoise, il reste indéniable que la dépendance de la Chine à l'égard du Moyen-Orient est une réalité, avec près de la moitié du carburant produit provenant de cette la région.

Conscient des enjeux, Xi Jinping en a fait une priorité, notamment dans le cadre de l'initiative des Routes de la Soie (BRI). Si le Moyen-Orient penchait en faveur de la Chine et que les deux entités collaboraient étroitement, cela engendrerait de sérieux problèmes pour les pays occidentaux. Emmanuel Lincot affirme que le projet BRI demeure une priorité absolue pour Pékin, malgré les entraves survenues à la suite de la guerre en Ukraine.

Cette guerre a déjà impacté le projet ferroviaire, rendant plus complexe l'accès à l'Union européenne, première puissance économique mondiale et principal partenaire commercial de la Chine.

IMPACT DE LA GUERRE ISRAËLO-PALESTINIENNE , ACCÉLÉRATION OU CHANGEMENT D'HORIZON ?

D'un point de vue conjoncturel, l'attaque du Hamas contre Israël engendre diverses conséquences. La procédure de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite (5) est mise à mal. Cette dernière, réalisée sous l'égide des États-Unis, devait s'effectuer en échange de garanties de sécurité de Washington à Riyad.

Camille Lons rappelle que malgré les nombreuses critiques, les États-Unis sont aujourd'hui la seule puissance capable de déployer une force militaire dans la zone rapidement. Le pouvoir sécuritaire américain reste sans équivalent. L'accord entre l'Arabie saoudite et les États-Unis semble simplement mis en pause, et non remis en question.

La situation ne modifie pas l'attrait saoudien pour une garantie de sécurité américaine, une des conditions du projet de normalisation avec Israël. Le Qatar, quant à lui, se place au centre des discussions, en tant que médiateur, via ses liens avec le Hamas.

Cela porte ses fruits et suscite les frustrations des autres pays du Golfe qui souhaiteraient un rôle plus important, afin de tirer leur épingle du jeu. Ce positionnement original de Doha vis-à-vis de l'islam politique, de l'influence au sein du monde arabe ou en tant que médiateur (6) agace les autres monarchies du Golfe.

De son côté, la Chine n'a pas la volonté d'assumer un rôle sécuritaire dans la région et Emmanuel Lincot considère que la guerre entre Israël et le Hamas ne dessert pas la Chine.



« VU DE PÉKIN LE CAS PALESTINIEN SE SUPERPOSE À L'UKRAÏNE : DEUX CONFLITS QUI MOBILISENT MAINTENANT LES OCCIDENTAUX TOUT EN LES ÉLOIGNANT DE TAÏWAN. »

Malgré la présence considérable de bases américaines au Qatar et aux EAU, une base chinoise pourrait cependant voir bientôt le jour à Doha, s'ajoutant à celles de Djibouti et du littoral pakistanais. Les tensions au Proche-Orient, notamment en Palestine, alimentent la rhétorique chinoise et russe de la relation dominant-dominé. Cependant, consciente des enjeux, la Chine, comme la Russie, maintient des liens économiques étroits avec Israël et l'Azerbaïdjan, deux pays très proches sur le plan militaire.

La Chine tire ainsi des avantages de la conjoncture actuelle et joue habilement de son ambivalence, malgré une situation politique interne qui demeure préoccupante. De leur côté les États-Unis continuent leur bascule vers l'Asie tout en rappelant qu'ils sont un acteur majeur de la Région ANMO. Sur le long terme les recompositions géopolitiques sont donc plutôt confortées par ce conflit.

Par Maé BAUR

NOTES

(1) En effet, la Chine soutient des groupuscules pakistanais depuis plusieurs années.

(2) En effet, en 1992, la Chine a normalisé avec Israël et l'Arabie saoudite, ce qui démontre une capacité d'échange avec deux camps qui s'opposent.

(3) Le Moyen-Orient est une région où la religion, en particulier l'islam, joue un rôle central dans la société et la politique. Les pays de cette région expriment régulièrement leur préoccupation concernant les droits des musulmans à travers le monde, y compris les Ouïghours en Chine. Les révélations sur les détentions massives, la surveillance étroite, les restrictions religieuses et culturelles imposées à cette communauté ont suscité des critiques et des appels à la justice de la part de nombreux pays de la zone.

(4) Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, dont fait partie la Russie.

(5) Dans le cadre de normalisation entre Israël et les pays de la région, mis en œuvre par les Accords d'Abraham.

(6) En effet, cela avait déjà été le cas entre Kaboul et Washington. Le Qatar a été impliqué dans des pourparlers de paix entre les États-Unis et les talibans afghans. Ces pourparlers visaient à trouver une voie diplomatique pour mettre fin à la guerre en Afghanistan. Doha, la capitale du Qatar, est devenue un lieu de réunions entre les représentants américains et les membres des talibans pour discuter des moyens de parvenir à un accord de paix.

ENJEUX ÉNERGÉTIQUES

Modérateur :

Annabelle LIVET, Chargée de recherche à la FRS sur les questions de sécurité énergétique.

Intervenants :

Michel DERDEVET, Président du think-tank Confrontations Energies et la Maison de l'Europe de Paris.

Eric BALDECCHI, à la tête du département veille et analyse de la menace au sein du Global Security Intelligence Department de TotalEnergies.

Anne-Lise TEANI, Directrice adjointe de la direction des affaires européennes et internationales de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE).

Elai RETTIG, Professeur assistant au département d'études politiques de l'Université Bar-Ilan en Israël, spécialisé en géopolitique de l'énergie et en politique étrangère israélienne.



Hautement stratégiques, les questions énergétiques sont porteuses d'enjeux géopolitiques, sécuritaires et économiques majeurs que cette table ronde se propose d'aborder. Les intervenants s'interrogent sur les défis et les perspectives auxquels sont confrontés la France, l'Union européenne (UE) et les États riverains de la Méditerranée autour de ressources de plus en plus convoitées et contestées, dans un espace en recomposition stratégique. La table ronde "enjeux énergétiques" met en avant la transformation des flux et des marchés énergétiques qui s'est opérée en Méditerranée depuis le début de la guerre d'Ukraine. La rupture d'approvisionnements énergétiques auprès de la Russie a conduit l'UE à adopter une nouvelle réflexion stratégique sur ces enjeux, sous le prisme de la sécurité et de la sobriété énergétique. Dans un contexte de partenariats renouvelés, les intervenants soulignent également la nécessité d'un dialogue équilibré et plus attentif aux besoins de la rive Sud. La sûreté du secteur énergétique doit être repensée à l'aune de nouveaux enjeux, y compris sociétaux.

LA TRANSFORMATION DES FLUX ET DES MARCHÉS ÉNERGÉTIQUES EN MÉDITERRANÉE

Sur le plan énergétique (1), le bassin méditerranéen est devenu une zone d'intérêt majeure pour de nombreux acteurs. Au lendemain du déclenchement de la guerre en Ukraine, E. Rettig fait le constat d'une transformation des flux et des marchés énergétiques en Europe.

Cette dernière se matérialise par la densification du trafic maritime ainsi que par une maritimisation des flux énergétiques.

E. Rettig explique qu'une inversion de la dynamique des flux pétroliers et gaziers s'est opérée il y a deux ans, note-t-il, 22 millions de barils transitaient par le détroit d'Ormuz chaque jour. 70% du pétrole du Golfe partait vers l'Est (Inde, Chine, Corée du Sud et Japon) et 70% du pétrole russe se dirigeait vers l'Europe.

« IL CONSTATE QUE, DEPUIS LA GUERRE D'UKRAINE, LE SENS DU TRAFIC S'EST INVERSÉ (2), FAISANT DE LA MER ROUGE LA PRINCIPALE ROUTE MARITIME POUR LES FLUX ÉNERGÉTIQUES SE DIRIGEANT VERS L'EUROPE. »

Cette dernière est ainsi exposée à des menaces (terrorisme, attaques ciblées de la part des rebelles Houthis...), menaces face auxquelles les États n'ont d'autre choix que de coopérer (3). Dans ce contexte de regain d'intérêt pour les ressources gazières en Méditerranée orientale, E. Rettig évoque l'apparition de nouvelles opportunités d'intégration pour les États riverains ainsi que pour les États du Golfe, comme le Qatar.

Concernant la stratégie israélienne dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, E. Rettig relève la volonté de l'État hébreu de poursuivre son investissement dans les projets gaziers qui s'inscrivent au long cours. Selon E. Rettig, Israël privilégie en effet la carte de la stabilité en communiquant généreusement sur l'intérêt de compagnies telles que British Petroleum (BP) et ENI, ou de ses partenaires chypriotes et grecs pour les projets d'exploitation de ses ressources gazières.



E. Rettig met enfin en exergue les opportunités qui apparaîtront pour l'État hébreu à la fin de la guerre. Il note à ce titre les projets de reconstruction des infrastructures de gaz et d'électricité touchés par les bombardements.

NOTES

(1) Cet intérêt s'est renforcé depuis la découverte de gisements offshore dans les eaux territoriales israéliennes et la rupture diplomatique avec la Russie.

(2) Depuis la guerre en Ukraine, le pétrole russe trouve de nouveaux marchés en Chine, en Inde et en Corée du Sud, et transite désormais par l'Arctique.

(3) Il souligne l'exposition de la mer Rouge au terrorisme, aux actes de sabotage et aux attaques ciblées de la part des rebelles Houthis du Yémen.

DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES

LE RENOUVEAU D'UNE RÉFLEXION STRATÉGIQUE EUROPÉENNE SUR LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES

L'Europe, un territoire pauvre en gisements d'hydrocarbures (4), ne peut ignorer l'aspect stratégique des enjeux énergétiques. Pour M. Derdevet, l'UE a offert un important levier de pression à Moscou, en continuant à s'approvisionner en gaz auprès d'elle. L'éclatement de la guerre en Ukraine, qui a révélé la dépendance -certes inégale (5)- de plusieurs États membres au gaz russe, a poussé l'UE à bâtir une nouvelle stratégie énergétique. Cette dernière est censée lui permettre d'atteindre une certaine souveraineté énergétique (6).

« CETTE STRATÉGIE, DONT LA DIVERSIFICATION EST LE PRINCIPAL MOT D'ORDRE, SE MATÉRIALISE PAR UN INTÉRÊT CROISSANT POUR LE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ (GNL) ET, DANS UNE MOINDRE MESURE, POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES. »

Cette dernière est ainsi exposée à des menaces (terrorisme, attaques ciblées de la part des rebelles Houthis...), menaces face auxquelles les États n'ont d'autre choix que de coopérer (3). Dans ce contexte de regain d'intérêt pour les ressources gazières en Méditerranée orientale, E. Rettig évoque l'apparition de nouvelles opportunités d'intégration pour les États riverains ainsi que pour les États du Golfe, comme le Qatar.

Concernant la stratégie israélienne dans le contexte de la guerre entre Israël et le Hamas, E. Rettig relève la volonté de l'État hébreu de poursuivre son investissement dans les projets gaziers qui s'inscrivent au long cours. Selon E. Rettig, Israël privilégie en effet la carte de la stabilité en communiquant généralement sur l'intérêt de compagnies telles que British Petroleum (BP) et ENI, ou de ses partenaires chypriotes et grecs pour les projets d'exploitation de ses ressources gazières.

L'UE est ainsi à la recherche de partenariats équilibrés et de nouvelles voies d'approvisionnement. E. Rettig prend l'exemple de la signature par l'Inde, les États-Unis, l'UE et l'Arabie saoudite d'un accord visant à créer un corridor en Bosnie, lors du sommet du G20 en septembre 2023. L'alliance entre les énergies renouvelables et le nucléaire, qui nécessite par ailleurs une revigoration du dialogue franco-allemand, serait une solution idéale pour répondre à ces nouvelles exigences européennes, d'après M. Derdevet.



UN DIALOGUE MÉDITERRANÉEN PLUS ATTENTIF AUX BESOINS DE LA RIVE SUD

Le système énergétique méditerranéen étant fondé sur les interconnexions, il y a une nécessité, tant pour l'UE que pour les États partenaires, de bâtir un dialogue méditerranéen autour de l'énergie. Afin de redynamiser le dialogue et la coopération, il est nécessaire pour l'UE de regarder de plus près les ambitions des États de la rive sud, en particulier de leur jeunesse.

« EN PLUS DE DEVOIR RÉPONDRE AUX BESOINS DES POPULATIONS DU SUD, CES PROJETS DOIVENT ÊTRE RENTABLES MAIS SURTOUT ÊTRE TRANSPARENTS. »

M. Derdevet, mentionnant les exemples des projets DESERTEC ou de MEDGreen (9), montre que ces projets sont pensés par le Nord et pour les besoins du Nord. La réinstauration d'un dialogue diplomatique plus équilibré est donc nécessaire.

Ce dialogue pourrait se construire autour de l'Assemblée Parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), issue du Processus de Barcelone ; la CRE et ses différents partenaires auraient également un rôle important à jouer, que ce soit à travers des initiatives multilatérales, comme MedReg (10), ou dans un cadre bilatéral (Maroc, Albanie, Liban...), souligne A. Teani. L'amélioration du dialogue méditerranéen repose également sur une meilleure intégration des îles, dont l'un des points communs réside dans leur bouquet énergétique carboné, avec une place centrale réservée au fioul et au gaz (11). Tout en développant leur production interne, ces îles cherchent à s'interconnecter avec leurs voisins.

A. Teani évoque ici le projet EuroAsia Interconnector, créé en 2010 et centré sur l'électricité et qui permettra l'inter connexion via un câble sous-marin entre Chypre et la Grèce continentale (898 km) puis, à terme, de Chypre à Israël (310 km).

NOTES

(4) Concernant le dernier champ gazier, situé à Gröningen, dans les Pays-Bas, a fermé en 2019, en raison de problèmes de tremblements de terre dans la région, en raison d'une surexploitation des ressources.

(5) La guerre en Ukraine a révélé que certains États situés à l'est de l'Union Européenne affichaient une dépendance de 90%, voire de 100% du gaz russe, tandis que la fourniture de la France en gaz, qui se fonde sur une politique diversifiée, a été moins impactée par la décision russe de couper les livraisons, en raison de sa politique d'approvisionnement diversifiée.

(6) Le plan RePOWER EU du 31 mai 2022 est l'une des premières illustrations de ce changement de stratégie.

(7) Ces projets permettent aux industriels de recevoir une subvention pouvant aller de 500 à 600 millions d'euros de la part de l'UE. A. Teani toutefois qu'ils ne concerneront plus les projets gaziers, devenus inéligibles à ces subventions car jugés trop polluants.

(8) Créée en 2004, la CRE est l'autorité indépendante, transparente et impartiale, chargée de garantir le bon fonctionnement des marchés français de l'énergie au bénéfice du consommateur.

(9) DESERTEC et MEDGreen sont deux associations à but non lucratif centrées sur la production d'énergie renouvelable dans les régions désertiques.

(10) MedReg est une association fondée en 2007 et soutenue par l'UE qui vise à constituer un marché euro-méditerranéen de l'énergie. Les seuls pays absents de MedReg sont la Tunisie et le Liban, bien que des avancées et des dialogues soient en cours.

(11) La déclaration de la Vallette, faite par la Commission européenne en 2017, et avait appelé des États du sud de l'Europe à appliquer une nouvelle stratégie autour de l'énergie des îles (Clean Energy For Renewable Islands).

DÉFIS SÉCURITAIRES TRANSVERSES

LA MISE AU POINT D'UN NOUVEAU MODÈLE DE SÛRETÉ

Le secteur énergétique est souvent l'une des premières cibles d'attaques en cas de crise, aussi bien politique que diplomatique. Également, à la suite de la guerre en Ukraine, le repositionnement par les multinationales du secteur de l'énergie dans d'autres marchés liés à l'énergie a obligé leurs directions sûreté à concevoir et à employer de nouvelles stratégies (12). E. Baldecchi évoque le passage d'un modèle « pompier » à un modèle fondé sur l'anticipation de la menace (13).

Les industriels doivent également s'adapter aux mutations de la production énergétique, induite par une diversification de la demande.



Par exemple, concernant le GNL, les industriels du secteur énergétique ont dû construire un nouveau standard en matière de sûreté autour des unités de regazéification (FSRU), chargées de transporter le GNL par voie maritime (15).

Concernant les énergies renouvelables, E. Baldecchi note qu'un tel standard reste à bâtir, en particulier dans les zones nouvelles dans lesquelles la compagnie est confrontée à des problématiques nouvelles, notamment en matière de RSE (16). A. Livet rappelle enfin que l'inclusion de la population civile aux projets d'extraction et d'exploitation des ressources par les compagnies est un point essentiel pour limiter les risques onshore et offshore rencontrés par ces dernières.

La sûreté des activités de l'entreprise doit donc s'ancrer plus solidement à l'échelle locale dans le but d'améliorer l'intégration de l'entreprise dans l'écosystème régional.

Pour cela, TotalEnergies investit dans les actions sûreté et les actions sociétales. Une illustration de cette stratégie réside dans les projets entrepris par le groupe dans le site d' Afungi, dans la région du Cabo Delgado, au Mozambique (17). L'idée est d'étendre cette logique à l'échelle régionale puis nationale, avec des plans plus ambitieux à long terme, consacrés à l'éducation et à l'emploi autour de tels projets.

Par Jeanne GUERIN

NOTES

(12) Ce qui est un défi de taille lorsque le considère le marché des énergies renouvelables, dont le modèle n'est pas encore consolidé sur le plan économique, d'après E. Baldecchi.

(13) Selon E. Baldecchi, le passage du modèle pompier au modèle fondé sur l'anticipation de la menace se serait fait suite aux attentats de 2001 puis de 2015. Le second modèle, qui confère un rôle central à la direction sûreté de l'entreprise dans la validation d'un projet, considère les risques et les menaces qui gravitent autour de lui avec un horizon plus lointain (de 15 à 20 ans).

(14) Il mentionne ici l'exemple du Bloc 9, au large du Liban, dans lesquelles plusieurs compagnies (ENI, BP, TotalEnergies, QatarEnergy...) sont présentes.

(15) L'emploi de FSRU et de méthaniers a considérablement augmenté en Méditerranée à la suite de la guerre d'Ukraine, en raison d'une plus forte demande en GNL (gaz naturel liquéfié).

(16) E. Baldecchi mentionne ici l'activité de groupes mafieux ou à d'associations écologistes, en Amérique Latine notamment.

(17) Pour rappel, en avril 2021, le site, à la frontière avec la Tanzanie, avait dû être évacué en avril 2021 suite à une poussée djihadiste sur le site. Placée dans une situation de force majeure, l'événement avait notamment conduit à une cessation des activités de TotalEnergies.



GEORGES MALBRUNOT

JOURNALISTE FRANÇAIS, SPÉCIALISTE DU MOYEN-ORIENT ET DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN, ACTUELLEMENT GRAND REPORTER AU FIGARO

L'intervention du Grand témoin Georges Malbrunot, grand reporter au Figaro, apporte un éclairage précieux sur le conflit israélo-palestinien actuel. Dans cette ère de rivalités géopolitiques exacerbées, son expertise de terrain se révèle cruciale pour comprendre la résurgence du conflit. Les attentats perpétrés par le Hamas en Israël ont ravivé les tensions, exposant la région au risque imminent d'embrasement et d'exportation du conflit à l'échelle internationale. G. Malbrunot se penche sur l'apparent climat de pacification qui a prévalu ces dernières années au Moyen-Orient ainsi que sur l'erreur stratégique d'Israël, qui a conduit selon lui au renforcement du Hamas. Dressant le constat d'un déclassement de la France au Moyen-Orient, il préconise l'adoption d'une nouvelle grille de lecture, davantage pragmatique et raisonnée pour faire entendre la voix de la France. Face à ces enjeux, il affirme que la réactivation de la solution politique à deux États s'impose comme la seule voie envisageable pour restaurer un équilibre durable.

UN CLIMAT DE DÉTENTE AU MOYEN-ORIENT AVANT LE 7 OCTOBRE 2023

Selon Georges Malbrunot, une perception commune émerge selon laquelle le conflit israélo-palestinien aurait perdu en intensité symbolique ces dernières années. Une impression d'accoutumance persiste malgré les attaques réciproques auxquelles se livrent Tsahal et le Hamas. Un climat, qui à l'image de la Guerre Froide, maintient une dynamique de « ni guerre, ni paix ».

Ce phénomène est en partie imputé, dès 2017 à la diminution de la menace territoriale de l'État islamique, qui s'appuyait notamment sur la Syrie et l'Irak comme base-arrière pour ses activités terroristes. Cette période de statu quo bénéficiait à Israël, affaiblissant l'Autorité palestinienne et maintenant un proto-État sous le contrôle du Hamas à Gaza.

« TOUTEFOIS, CETTE APPARENTE STABILITÉ S'INSCRIT DANS UN CONTEXTE PLUS VASTE MARQUÉ PAR LA NORMALISATION DES RELATIONS ISRAËLO-ARABES, CONCRÉTISÉE PAR LA SIGNATURE DES ACCORDS D'ABRAHAM EN 2020 (ISRAËL, ÉMIRATS ARABES UNIS, BAHREÏN ET SOUDAN). »

Chacun des acteurs, motivé par des intérêts propres, a renoué avec Israël, une démarche qui a d'ailleurs été saluée par la communauté internationale. Dans la continuité de cette période de détente, des rapprochements diplomatiques ont eu lieu entre Iraniens et Saoudiens sous l'égide de la Chine. Le pragmatisme de Mohammed Ben Salmane face à l'Iran s'inscrit dans le cadre de son plan Vision 2030 (1) qui requiert une stabilité régionale, et par conséquent des relations apaisées avec l'Iran.

Les États du Golfe, incluant l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et le Bahreïn, ont rétabli leurs relations avec le Qatar lors de la 41^e réunion du Conseil de coopération du Golfe à Al-Ula, en Arabie Saoudite, le 5 janvier 2021. Ce sommet, visant à apaiser les tensions régionales, marque la fin d'une période de boycott qui a perduré pendant plus de trois ans. Ce rapprochement est le fruit d'une médiation conjointe menée par les États-Unis et le Koweït. Ces nouvelles dynamiques régionales ouvraient alors la perspective d'une pacification du Moyen-Orient.

UN ÉCHEC STRATÉGIQUE LOURD DE CONSÉQUENCES POUR ISRAËL

Les accords d'Abraham ont, incontestablement, constitué un succès diplomatique pour Israël, sortant ce dernier de son enfermement régional. Cependant, comme l'a souligné G. Malbrunot, le gouvernement s'est bercé d'illusions en espérant que ces accords serviraient de catalyseur à la paix régionale.

L'analyse du Grand témoin met en évidence une variable essentielle : la négligence de la cause palestinienne dans ce dialogue, qui reste, à ses yeux, un accord entre des dirigeants et non des peuples. D'autant plus qu'Israël a signé ces accords avec des pays avec lesquels il avait des relations, notamment le Maroc (2) et les Émirats arabes unis (3).

Concernant la bande de Gaza, G. Malbrunot pointe un manque de vision stratégique à long terme de la part du gouvernement israélien, illustré par le fait que Gaza est devenu un terrain propice au renforcement du Hamas.

Le journaliste fait référence à son premier livre «Des pierres aux fusils : les secrets de l'Intifada» dans lequel il met en exergue l'évolution des capacités du Hamas, passant de roquettes sous l'ère Arafat avec une portée de 2km au début des années 2000, à 150 km à présent.

Par ailleurs, la situation crisogène à Gaza, fréquemment qualifiée de « prison à ciel ouvert », révèle un déficit significatif en matière de gouvernance, exacerbé par les conditions précaires auxquelles sont confrontés les Gazaouis. L'incapacité de l'Autorité palestinienne à administrer efficacement Gaza, a entraîné une décrédibilisation de la cause palestinienne.

Le Hamas a ainsi émergé comme une alternative lorsque l'État ne parvenait plus à répondre aux besoins de la population. La capacité d'action du groupe islamiste a d'ailleurs été renforcée par des alliances extérieures, notamment le Hezbollah basé au Liban ainsi que l'Iran, qui opère de manière plus insidieuse.

Entre 1994 et 2002, le Hamas a perpétré de nombreuses actions terroristes, conduisant à son isolement sur la scène internationale. G. Malbrunot observe que ces actions sont menées comme une riposte aux attaques israéliennes, à l'instar du massacre de la mosquée d'Ibrahîm à Hébron le 27 février 1994, mais également dans une perspective de paralyser le processus de paix avec Israël.



En 2006, le Hamas, classé comme une organisation terroriste par plusieurs pays a remporté les élections législatives. Le refus de la communauté internationale de reconnaître sa victoire a conduit le Hamas à intensifier ses activités souterraines, notamment avec la construction de tunnels ainsi qu'à perfectionner ses outils militaires, grâce à l'aide du Hezbollah et de l'Iran.

Ces différentes dynamiques ont mené à l'offensive du 7 octobre 2023, où le Hamas a mené une attaque sur le sol israélien se soldant par un lourd bilan humain.

Si la solution politique à deux États a été réactivée par des dirigeants occidentaux comme Emmanuel Macron ou Joe Biden, celle-ci semble peu probable, tenant compte de l'avancement du processus de colonisation israélien en Cisjordanie. Pour parvenir à la paix, la solution réside dans le partage de la terre, à l'image du processus de 1993 « Land for peace ». Yitzhak Rabin, ancien premier ministre israélien, l'avait d'ailleurs compris, soulignant la nécessité pour son peuple de faire des concessions territoriales. Cependant, cette initiative s'est révélée inefficace dans le passé.

« LORSQU'UN PROCESSUS DE PAIX EST ENTAMÉ, IL EST ESSENTIEL D'ÉTABLIR UNE ÉGALITÉ ENTRE LES PARTIES IMPLIQUÉES, RÉDUISANT AINSI L'ÉCART ENTRE LE DOMINANT ET LE DOMINÉ. »

Cependant, selon G. Malbrunot, les réticences persistantes d'Israël et son déni de la cause palestinienne entravent ce processus.

Or, Israël, longtemps bercé d'illusions qu'il n'avait pas besoin de faire la paix, fait aujourd'hui face aux conséquences de ses décisions.

Au-delà de ces questionnements, il est crucial de penser à l'après-conflit. Le problème réside dans l'absence de vision stratégique claire du gouvernement israélien sur l'avenir du peuple palestinien. Celle-ci aurait pu conduire à la paix avec Arafat et ses successeurs.

Cependant, aujourd'hui, même si le Hamas est éradiqué, un autre groupe terroriste à l'instar de Daesh saura tirer profit du chaos laissé à Gaza. Pour conclure son propos, G. Malbrunot soutient que la quête de la paix demeure complexe et exige avant tout un traitement équitable entre les deux parties.

Malheureusement, cet équilibre n'est pas encore atteint. Pour comprendre les racines profondes de ce conflit, une approche à la fois historique et géographique doit être menée par la communauté internationale.

UNE RÉFLEXION SUR LE RÉCIT FRANÇAIS AU MOYEN-ORIENT

Selon lui, les erreurs diplomatiques françaises résultent d'un manque de recontextualisation ainsi que de rationalité. Il souligne qu'en France, comme en Israël, « on a perdu la mémoire. On pensait que la cause palestinienne était finie ». Cette absence de clairvoyance, est un marqueur de la diplomatie française depuis 2007, affectant la compréhension des régions du Maghreb et du Moyen-Orient.

Une problématique qu'il aborde dans son ouvrage «Le déclassé français» (2022) avec Christian Chesnot.

D'après G.Malbrunot, les deux derniers succès diplomatiques français dans cette région remontent à 2003 avec l'opposition de Jacques Chirac à l'intervention en Irak ainsi qu'au rôle de puissance médiatrice tenu par la France en 1996 face à l'opération Raisins de la Colère.

Ce défi diplomatique est amplifié par l'absence d'une ligne politique claire, la position française étant souvent perçue comme incomprise, comme ce fut le cas lors de la rupture des liens diplomatiques entre Paris et Damas en 2012, suite à la guerre civile syrienne, alors que la France possède des liens historiques forts avec la Syrie.

Elle est également attribuable à des changements de dynamiques au Quai d'Orsay, dont la marginalisation de la direction Afrique du Nord-Moyen-Orient.

G. Malbrunot reproche particulièrement aux présidents français de concevoir la politique étrangère française depuis 2007 comme un levier de renforcement de leur position sur la politique intérieure.

Suite aux événements du 7 octobre, si la France a adopté une ligne claire en affichant son soutien sans faille à Israël, prônant un droit à la légitime défense, la question palestinienne fut laissée en suspens.

G. Malbrunot plaide ainsi en faveur d'une approche plus nuancée, tenant compte de la situation humanitaire à Gaza. L'idée d'étendre la lutte contre Daesh au Hamas aux côtés de Netanyahu a renforcé selon lui l'idée d'un double standard appliqué par l'Occident lors de cette guerre. Le roi de Jordanie Abdallah II, pourtant pro-occidental, figure parmi les voix dénonçant ce « deux poids, deux mesures », de la part des pays occidentaux. Ce manque de lucidité fragilise davantage la position de la France dans la région, renforçant son déclin.

« AINSI, LA FRANCE DOIT SE Doter D'UN NARRATIF CLAIR ET DOIT SE POSITIONNER NON SEULEMENT COMME UN RECOURS MAIS AUSSI COMME UNE FORCE DISTINCTE. »

Le Grand témoin appelle à éviter de prendre position instinctivement afin d'éviter l'exportation du conflit au sein de la société française ainsi qu'une confrontation entre les communautés juives et musulmanes.

Toutefois, lorsqu'on évoque le déclin français, il est essentiel de souligner que la France n'a pas complètement perdu sa position au Moyen Orient. La présence française dans la région, notamment au Liban, demeure un atout stratégique non négligeable. Par ailleurs, la France a su faire preuve de discernement en refusant de se conformer à la tendance néo-américaine.



Malgré les pressions extérieures, le refus de classer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes révèle la réalpolitik menée par Paris, visant à reconnaître le Hezbollah comme un acteur incontournable pour garantir la stabilité régionale. Cette approche pragmatique se reflète également dans la position de la France sur la question du nucléaire iranien.

Si l'on remonte dans l'Histoire, la volonté de l'Iran de se doter de l'arme atomique trouve ses racines dans une tradition, remontant à l'époque du Chah, où l'Iran se percevait constamment encerclé et menacé par ses voisins. Cette dynamique découle du nationalisme iranien, profondément ancré dans l'identité et l'histoire de l'Iran. Même avant la révolution islamique de 1979 qui a introduit le régime des mollahs, le Chah d'Iran entretenait des ambitions nucléaires.

En cas de changement de régime à Téhéran, la tentation de se doter de l'arme nucléaire pour des questions sécuritaires, demeurerait. Aujourd'hui, le programme nucléaire iranien se rapproche du seuil de l'arme atomique. La France en est consciente et s'engage activement en faveur du désarmement, une lutte que la diplomatie française mène depuis de nombreuses années.

En guise de conclusion, G. Malbrunot insiste sur l'impératif d'une prise de recul sur les évènements, encourageant à nourrir la réflexion, à condamner tout en expliquant. Replacer ces évènements dans un contexte historique précis s'avère nécessaire pour une meilleure compréhension des enjeux de la question israélo-palestinienne. Le Grand témoin appelle par ailleurs à améliorer la compréhension des nuances culturelles et politiques de la région qui est la condition sine qua non pour restaurer l'intimité perdue avec ces nations.

Par Mariama CAMARA

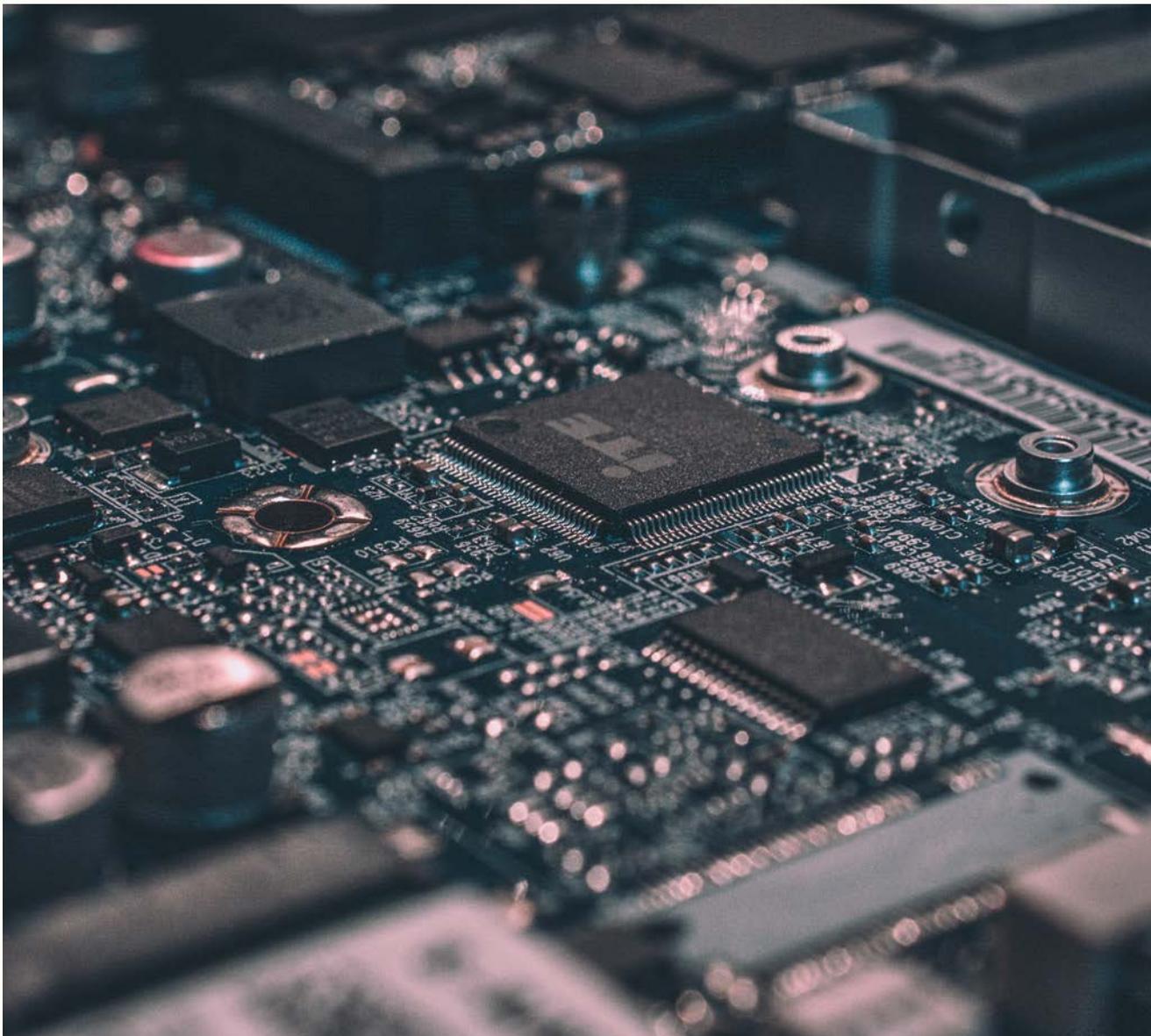
NOTES

(1) Le plan Vision 2030 de Mohammed bin Salman vise à transformer l'économie saoudienne en diversifiant ses sources de revenus. Axé sur des secteurs clés tels que la technologie, les énergies renouvelables, la production, l'industrie minière et les soins de santé, ce plan ambitieux aspire à réduire significativement la dépendance de l'Arabie Saoudite à l'égard des revenus pétroliers.

(2) Israël entretient des relations sécuritaires avec le Maroc depuis 1967.

(3) Il a été révélé que les Émirats arabes unis achetaient des armes israéliennes.

RUPTURES TECHNOLOGIQUES



➤ Ruptures technologiques et environnementales dans les fonds marins

.....p 84

Modérateur :

Commissaire général de première classe (2s) Thierry DUCHESNE, Directeur du département maritime de l'institut FMES.

Intervenants :

S.E.M Olivier GUYONVARCH, Ambassadeur de la France en Jamaïque et Représentant de la France auprès de l'Autorité internationale des fonds marins.

Nicolas MAZZUCCHI, Directeur de recherches au Centre d'études stratégiques de la Marine.

Marc DELORME, Directeur de ligne de produits sous-marins chez Thalès.

Alain FIDANI, Directeur des partenariats et du financement de l'innovation du pôle "systèmes maritimes" de Exail.

➤ Intelligence artificielle et drones : les enjeux du combat collaboratif

.....p 92

Modérateur :

Philippe GROS, Maître de recherches à la FRS, spécialiste de la stratégie militaire américaine.

Intervenants :

Nilza AMARAL, Responsable du programme de sécurité internationale à Chatham House, spécialisée sur la conduite de la guerre, éthique et transformation de la guerre.

Lionel COLLOT, Directeur de la stratégie navale et responsable de la stratégie AWS chez Thales Defence Mission Systems.

Bruno FICHEFEUX, Responsable du programme SCAF chez Airbus.

Loïc RULLIERE, Chef du secteur Deep and Tactical Strike au sein de la direction des systèmes futurs chez MBDA.

Cyril LÉVY, Directeur des Drones et des Systèmes autonomes et collaboratifs chez Naval Group.

➤ Enjeux technologiques : l'offensive a-t-elle pris le pas sur la défensive ?

.....p 98

Modérateur :

Xavier PASCO, Directeur général de la FRS.

Intervenants :

Laurent DUPORT, Directeur business strategy, en charge du portefeuille produits missiles et systèmes pour MBDA.

Xavier MESNET, Directeur du segment naval chez Thalès.

Younik THOMAS, Gestionnaire de programme pour les activités C2 consacrées à la défense contre les missiles balistiques chez ArianeGroup.

RUPTURES TECHNOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DANS LES FONDS MARINS

Modérateur :

Commissaire générale de première classe (2s) Thierry DUCHESNE, Directeur du département maritime de l'institut FMES.

Intervenants :

S.E.M Olivier GUYONVARCH, Ambassadeur de la France en Jamaïque et Représentant de la France auprès de l'Autorité internationale des fonds marins.

Nicolas MAZZUCCHI, Directeur de recherches au Centre d'études stratégiques de la Marine.

Marc DELORME, Directeur de ligne de produits sous-marins chez Thalès.

Alain FIDANI, Directeur des partenariats et du financement de l'innovation du pôle "systèmes maritimes" de Exail.



Thierry Duchesne ouvre la table ronde en mettant en avant l'accélération remarquable dans le domaine des fonds marins qui se manifeste dans notre perception évolutive de ces fonds et dans l'avènement de technologies inédites qui rendent les fonds marins accessibles. Toutefois, cette accessibilité soulève de nouveaux enjeux environnementaux et des menaces émergentes. Pour mieux appréhender ces enjeux, la table ronde présente la position de la France et de sa diplomatie, notamment au sein de l'Autorité Internationale des Fonds Marins (AIFM). Puis les intervenants se penchent sur les stratégies des différents pays concernant les fonds marins, les avancées technologiques, les menaces, et enfin, l'exploitation des fonds marins.

LA FRANCE ET SA DIPLOMATIE VIS-À-VIS DE L'AUTORITÉ INTERNATIONALE DES FONDS MARINS

En premier lieu, l'Ambassadeur Olivier Guyonvarch contextualise la question en commençant par la découverte des nodules polymétalliques, qui remonte au 19^{ème} siècle. L'engouement pour ces ressources a pris de l'ampleur dans les années 60 et 70.

Il revient sur l'accord de Montego Bay, qui octroie le droit d'exploration des grands fonds marins. Aucun État ni entreprise parrainée par un État ne peut explorer ces zones sans un contrat avec l'Autorité des fonds marins. Il faut présenter un plan de travail sur 15 ans, renouvelable tous les 5 ans, pour démontrer les actions qui vont être menées, et à terme préparer l'exploitation. La France détient deux contrats d'exploration, l'un sur les nodules dans la zone de Clipperton et l'autre sur les sulfures polymétalliques de la ride médio-atlantique, et n'a pas l'intention de renoncer à ses contrats.

En deuxième lieu, il souligne que le droit d'exploration n'est pas synonyme d'exploitation. En effet, l'exploitation des fonds marins n'a pas encore débuté en raison de technologies à peine matures, de la difficulté d'exploiter dans le respect de l'environnement, et de l'absence d'un code minier achevé, ce dernier étant en cours de rédaction. Par ailleurs, les 36 membres du Conseil de l'Autorité des fonds marins ont adopté à l'unanimité la décision suivante : pas d'exploitation sans code minier achevé et suffisamment protecteur de l'environnement.

L'Ambassadeur Olivier Guyonvarch évoque la coalition dirigée par la France qui a plaidé pour un moratoire et des précautions environnementales. À cela, il ajoute que lors de la COP 27 en Égypte, le Président de la République a annoncé que la France était en faveur de l'interdiction de toute exploitation des fonds marins.

« LES DANGERS ET INCERTITUDES SONT TROP NOMBREUX POUR CONSIDÉRER SÉRIEUSEMENT DE SE LANCER DANS CETTE ACTIVITÉ ÉMERGENTE. »



De là découle la position de la France qui met en évidence l'insuffisance de connaissances scientifiques pour anticiper les impacts environnementaux, exprimant la nécessité d'éviter une activité potentiellement destructrice dans ces zones inexplorées des fonds marins.

Par ailleurs, l'Ambassadeur Guyonvarch précise que le moratoire prôné par la France ne constitue pas la perte d'une opportunité stratégique et économique, en s'appuyant sur le fait qu'il y a des industriels français qui développent des technologies pour explorer. Selon lui, le moratoire ou l'interdiction, son corollaire, a pour but de laisser du temps pour accroître la donnée scientifique et les connaissances dont nous avons besoin.

En troisième lieu, l'Ambassadeur Olivier Guyonvarch rappelle que le ministre français de la mer, Hervé Berville, a visité la Jamaïque pour clarifier la position française : celle-ci respecte les droits des États tout en exprimant des réserves sur les risques potentiels associés à l'exploration des fonds marins.

RUPTURES TECHNOLOGIQUES

LA STRATÉGIE DES DIFFÉRENTS PAYS CONCERNANT LES FONDS MARINS

Nicolas Mazzucchi commence par analyser la stratégie française, indiquant que la France a une appréhension commune avec les États-Unis de la notion de maîtrise des fonds marins, fondée sur le fait qu'il n'est pas possible de décorréler le fond marin de la colonne d'eau qui la surplombe. Il poursuit son intervention en soulignant la volonté française qui consiste à articuler des drones sous-marins autonomes pour une surveillance continue ou quasi-continue, accompagnés de robots télépilotés pour des actions précises sur des points spécifiques. Cette volonté s'articule avec ce qui existe déjà entre les capacités de lutte sous la mer et la guerre des mines. D'après lui, cette approche s'intègre à des compétences et un savoir-faire existants dans la Marine nationale, en y ajoutant une nouvelle couche, formant ainsi un continuum.

« LA STRATÉGIE DE MAÎTRISE DES FONDS MARINS VISE AVANT TOUT À CONNAÎTRE, IDENTIFIER CE QUI COMPOSE LE FOND MARIN, À SURVEILLER LES ÉVENTUELLES ACTIVITÉS, ET À INTERVENIR EN CAS DE MENACE ÉVENTUELLE, QUE CE SOIT POUR RÉCUPÉRER DES ÉPAVES OU POUR DISSUADER DES CONCURRENTS. »

En outre, il pointe que lorsque l'on évoque les fonds marins, l'objectif initial est d'explorer d'abord à 3000 mètres de profondeur, car cela permet d'atteindre environ 78 % des fonds marins de la planète, puis à 6000 mètres. En comparaison, la profondeur moyenne de l'Atlantique est d'environ 3300 mètres. Concernant la stratégie des fonds marins pour les autres États, Nicolas Mazzucchi reconnaît que certains d'entre eux ont un vrai intérêt pour les fonds marins comme les États-Unis et la Chine, mais qu'ils n'ont pas de stratégie formalisée et publique.

La Russie mentionne les fonds marins dans sa stratégie maritime 2022, mais ne communique pas sur la stratégie à cet égard. L'Italie a une vraie orientation stratégique forte sur les fonds marins, mais, contrairement à la France, elle sépare le fond marin du reste de la colonne d'eau. L'Italie a même proposé la création d'un Centre d'excellence OTAN dédié à la question des fonds marins. Il s'agirait ainsi d'harmoniser les différentes visions complémentaires sur certains points, et divergentes sur d'autres.

L'Ambassadeur Olivier Guyonvarch explique également le cas particulier de Nauru, qui en juillet 2021, a activé la clause autorisant un État à demander l'achèvement d'un code minier dans les deux ans suivant sa demande. Cependant, il clarifie qu'il ne s'agit pas d'une entreprise du Nauru, mais d'une entreprise canadienne. En effet, les exploitants peuvent être des États, des instituts publics comme l'Ifremer, ou des entreprises privées parrainées par des États. Ainsi, si l'exploitant se comporte mal, l'État est obligé de réguler et d'appliquer la réglementation internationale à l'exploitant qu'il parraine.

En l'occurrence, Nauru parraine une entreprise canadienne, The Metal Company, qui a fait un premier test minier qui selon elle s'est montré concluant. Le Code minier n'étant pas achevé à la date de juillet 2023, l'entreprise peut alors déposer une demande de plan de travail et ce plan de travail peut être approuvé de manière provisoire.

À ce sujet, l'Ambassadeur Guyonvarch aborde une décision importante prise par l'Autorité internationale des fonds marins et qui comporte deux points principaux. Premièrement, aucune exploitation ne peut avoir lieu sans un Code minier complet. Deuxièmement, si un plan de travail pour l'exploitation est déposé avant l'achèvement du code minier, les travaux d'élaboration du code sont suspendus par le conseil.

Actuellement, aucune procédure n'est définie pour cette éventualité, ce qui rend cette mesure dissuasive. Si Nauru dépose ce plan, les travaux sur le Code minier s'interrompent, retardant ainsi le processus. Le Code minier devrait être achevé en 2025, mais cela reste une date indicative.

LES AVANCÉES TECHNOLOGIQUES

Chez Exail, le marché a connu une croissance fulgurante, passant de la vente de quelques unités de systèmes autonomes par an à une augmentation importante au cours des 3 ou 4 dernières années, admet Alain Fidani. Selon lui, cette augmentation est due à la concomitance de l'intensification des activités humaines vers les fonds marins, couplée à une maturité technologique suffisante pour permettre à leurs clients de mener des opérations professionnelles concrètes. En effet, ces avancées répondent à leurs besoins, offrant des gains significatifs en performance, qualité des données collectées, ainsi qu'en réduction des coûts d'exploitation et de possession.

Alain Fidani observe que cette évolution encourage les clients d'Exail à mener davantage de missions en mer, avec un impact environnemental considérablement réduit par rapport aux solutions conventionnelles. Il affirme que cette accélération peut être illustrée par le contrat belgo-néerlandais que Exail a gagné avec leur partenaire Naval Group en 2019, qui est peut-être le plus grand contrat de robotique au monde, ou le DriX, navire complètement autonome.

« ACTUELLEMENT, L'ULYX, EN PHASE DE QUALIFICATION, EST AU CENTRE DE L'ACTUALITÉ. IL S'AGIT DU DERNIER-NÉ DE LA FLOTTE OCÉANOGRAPHIQUE FRANÇAISE, FRUIT DE LA COLLABORATION ENTRE IFREMER ET EXAIL. CET ENGIN POSSÈDE DES CARACTÉRISTIQUES UNIQUES, QUI PEUVENT ALLER JUSQU'À 6000 MÈTRES DE PROFONDEUR. »



RUPTURES TECHNOLOGIQUES

Pour sa part, Thalès se concentre sur les censeurs plutôt que sur les plateformes, exprime Marc Delorme. Dans le cadre du programme dronisé de guerre des mines de la Marine nationale française, Thalès conçoit l'ensemble du système et utilise les véhicules d'Exail pour placer ses censeurs et traiter les données collectées.

Il ajoute que ces censeurs leur permettent de mieux comprendre le volume des fonds marins et sont principalement axés sur l'acoustique, qui reste le vecteur principal d'information sous l'eau. Ils permettent une autonomie de mission et une imagerie acoustique, sur laquelle Thales se concentre beaucoup, avec une précision d'environ 1,25 cm par 2,5 pixels sur une largeur de 300 mètres, fournissant des vues en trois dimensions sous différents angles pour une analyse approfondie. Puis, à l'issue d'un traitement intelligent de données, ils peuvent recréer des objets en trois dimensions.

Cependant, Marc Delorme déclare que la propagation des ondes électromagnétiques des drones représente un défi majeur pour les communications et l'exploration sous-marine des fonds.

« LES PRINCIPAUX PARAMÈTRES À GARDER À L'ESPRIT SONT LE TRIPTYQUE : COMMUNICATION, AUTONOMIE ET TEMPS RÉEL. »

Actuellement, les drones effectuent des missions préprogrammées sans communication en temps réel, ce qui réduit les problèmes de transmission. Marc Delorme indique que pour des missions opérationnelles en temps réel, avec les difficultés de communication en raison des contraintes électromagnétiques, l'autonomie devient cruciale pour l'exploration en profondeur. Les avancées technologiques permettent aux engins de réaliser des tâches variées de manière autonome, telles que la classification d'images, l'ajustement de la navigation, la prise de décisions en fonction des données collectées et la réaction à l'imprévu. Ces progrès dans le traitement des données sont essentiels et constituent l'enjeu principal des années à venir, afin d'améliorer l'autonomie et d'étendre nos connaissances des fonds marins.



De ce fait, cette autonomie décisionnelle peut être perçue comme le prochain élément déterminant indispensable pour protéger nos infrastructures. Sans cette autonomie, Marc Delorme prévient que le temps de réaction nécessaire aux fins de protection pourrait être compromis. La capacité de réaction en temps réel exige cette autonomie décisionnelle, qui consiste à interpréter les données recueillies pour en tirer des conclusions ou prendre des décisions. Alain Fidani spécifie qu'il y a un continuum d'autonomie décisionnelle depuis l'action réflexe parce qu'il faut réagir immédiatement. Entre la menace d'une part et les problèmes de communication évoqués de l'autre, il faut que localement on ait une décision, une réaction immédiate de l'engin.

Concernant les avancées technologiques au niveau étatique, Alain Fidani estime que la France est actuellement dans la course et se place au meilleur niveau mondial sur les drones sous-marins et les systèmes autonomes. Cependant, il y a une inquiétude en termes d'investissement de la puissance publique dans la durée, avec des moyens qui ne sont pas aussi conséquents que ceux de certains pays comme la Norvège. Le plan de relance France 2030 est jugé par ces deux experts comme insuffisant.

LES MENACES

Alain Fidani considère que la menace des drones sous-marins doit être prise au sérieux, car ces engins sont à la fois une solution, mais aussi une menace. Une solution, car les drones sous-marins, à travers leur autonomie, offrent des capacités décuplées pour l'inspection des infrastructures critiques, mais ils représentent également une menace, parce que nous sommes dans un monde de menace hybride.

Il soutient que cette menace est accentuée par la démocratisation de la technologie des drones et l'accessibilité des engins sous-marins comme des drones de loisirs, des jet ski sous-marins qui sont des engins de commandos marine vendus sur Internet, ou des sous-marins privés pour la plaisance qui descendent à 3000 mètres de profondeur.

Cette prolifération d'engins pose des problèmes concrets et réels à nos infrastructures critiques sous-marines et augmente leur vulnérabilité, tel l'exemple du Nord Stream. En effet, Alain Fidani décrit que ces engins privés, qui ont un niveau de maturité technologique avéré, peuvent être facilement détournés pour des actions malveillantes. De plus, on ignore les caractéristiques des engins sous-marins appartenant à des États.

En complément, Marc Delorme précise que Thalès s'intéresse à la «underwater detection» (détection sous l'eau) depuis environ une décennie et propose des solutions de protection pour les infrastructures critiques telles que les ports, les stations pétrolières et gazières, ainsi que les réseaux linéaires comme les pipelines et les câbles électriques ou de télécommunication. Cependant, la détection sous l'eau est complexe, elle nécessite des équipements sophistiqués et coûteux.

Pour sa part, Nicolas Mazzucchi examine l'exemple de Nord Stream et montre que l'attaque sur ce gazoduc sous-marin n'a finalement pas eu un impact militaire ou stratégique majeur. Ce gazoduc, non opérationnel au moment de l'attaque, a simplement entraîné une explosion due au gaz résiduel restant dans le tuyau.

D'autres moyens d'acheminer le gaz russe vers l'Europe étaient disponibles à ce moment-là. Cependant, la question critique se pose avec les câbles de transmission électrique : un réseau électrique doit par nature être équilibré en permanence entre la production et la consommation. Une coupure dans la transmission peut déséquilibrer le réseau en amont et en aval, créant un risque de blackout avant et après avec des conséquences qui ne relèvent pas du même niveau de criticité.



Nicolas Mazzucchi signale que la redondance des câbles de télécommunication dans certaines zones dans le monde est telle qu'une perturbation réelle nécessiterait la coupure de nombreux câbles. Ainsi, bien que possible, il est très difficile de couper la communication transatlantique de manière durable entre les États-Unis et l'Europe. Cependant, il reconnaît que la Polynésie française se trouve en difficulté, car elle est moins pourvue en infrastructures alternatives et n'a qu'un seul câble.

RUPTURES TECHNOLOGIQUES

Il ajoute que la transition énergétique en cours dans l'espace Euro-Atlantique entraîne une électrification croissante et une décentralisation du réseau. Par exemple, le discours de Belfort du président Macron sur le développement de l'éolien offshore avec 40 GW de capacité de parc éolien d'ici 2050 implique une criticisation du réseau électrique français et sa réorientation de plus en plus vers la mer et vers les fonds marins, une tendance bien différente de la situation actuelle où cette orientation est presque inexistante en termes de production électrique.

« NICOLAS MAZZUCCHI EN DÉDUIT QUE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE EN COURS PEUT POTENTIELLEMENT ENGENDRER DES RISQUES PLUS IMPORTANTS, NÉCESSITANT UNE RÉFLEXION APPROFONDIE SUR LES TRANSFORMATIONS À VENIR. »

L'EXPLOITATION DES FONDS

La France a toujours été en pointe par ses technologies et ses recherches, notamment avec l'Ifremer. Elle dispose de la deuxième plus grande zone économique exclusive maritime mondiale, incluant un vaste plateau continental, indique Thierry Duchesne. De nombreuses personnes ont évoqué leur inquiétude vis-à-vis de la décision du Président de la République d'interdiction de l'exploitation des fonds marins.

L'Ambassadeur Olivier Guyonvarch révèle également qu'environ 0,3 à 0,4 % des fonds marins sont réellement connus, ce qui équivaut approximativement aux 30 contrats d'exploration de l'AIFM. Les contractants, comme l'Ifremer pour la France, ont beaucoup poussé la recherche, puisque l'exploration exige de connaître le fond. Il faut démontrer à l'autorité des fonds marins l'intention de mener des recherches sur la nature des ressources, la manière de leur exploitation potentielle, et sur l'évaluation de l'impact environnemental et la connaissance du milieu.

Pour l'instant, répète l'Ambassadeur Olivier Guyonvarch, en raison d'un manque de connaissances, le principe de précaution est appliqué. Malgré cela, parmi les États les plus avancés dans cette exploration des fonds marins, l'Ambassadeur Olivier Guyonvarch cite l'Allemagne et la Belgique. Mais selon lui, ce sont principalement les États asiatiques qui s'intéressent à l'exploration, comme la Chine qui possède 5 contrats, le plus grand nombre dans l'exploration des ressources marines. Puis la Russie qui détient deux contrats tout comme le Japon, tandis que la Corée et l'Inde sont également engagées dans ce domaine.



Pour Nicolas Mazzucchi, la question de l'exploitation des fonds marins est conditionnée par l'intérêt et la rentabilité économique. Après le premier choc pétrolier des années 70, les grandes compagnies ont diversifié leurs ressources, passant de l'exploitation terrestre du pétrole dans le Golfe arabo-persique à un essor de l'exploitation offshore, intensifiant ainsi l'exploitation des fonds marins.

« IL MET EN RELIEF QU'AUJOURD'HUI, L'EXPLOITATION OFFSHORE EST DÉSORMAIS POSSIBLE À PLUS DE 150 KM DES CÔTES PAR PLUS DE 3000 M DE FOND TOUT EN ÉTANT RENTABLE. »

Nicolas Mazzucchi rappelle qu'on assiste à un déplacement géographique vers la haute mer et donc vers la profondeur. Il note que la question des fonds marins concerne non seulement les ressources du fond, mais également les objets qui y sont installés. Les énergies marines renouvelables émergentes, notamment avec les parcs éoliens offshore, se déplacent de plus en plus loin des côtes, tout comme les câbles de transmission électrique et les câbles de télécommunication.

Nicolas Mazzucchi spécifie que les câbles de télécommunication évoluent en termes de capacité, en citant l'exemple du récent câble transatlantique de Google, appelé Dunant, qui offre un débit de 250 téraoctets par seconde, soit 25 fois plus rapide que les câbles précédents. Il signale que cette croissance des activités marines s'accompagne d'une montée en criticité des infrastructures sous-marines. Nicolas Mazzucchi conclut en évoquant la dualité technologique.

Que ce soit pour des besoins militaires, la recherche scientifique ou pour l'exploitation future, il est nécessaire d'investir dans une technologie à double visage, même si le retour sur investissement n'est pas immédiatement au rendez-vous.

Les principales entreprises de défense américaines développent des drones sous-marins autonomes, provenant souvent de l'acquisition d'entreprises spécialisées dans les drones civils.

Par Marie SKAF

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DRONES : LES ENJEUX DU COMBAT COLLABORATIF

Modérateur :

Philippe GROS, maître de recherches à la FRS, spécialiste de la stratégie militaire américaine.

Intervenants :

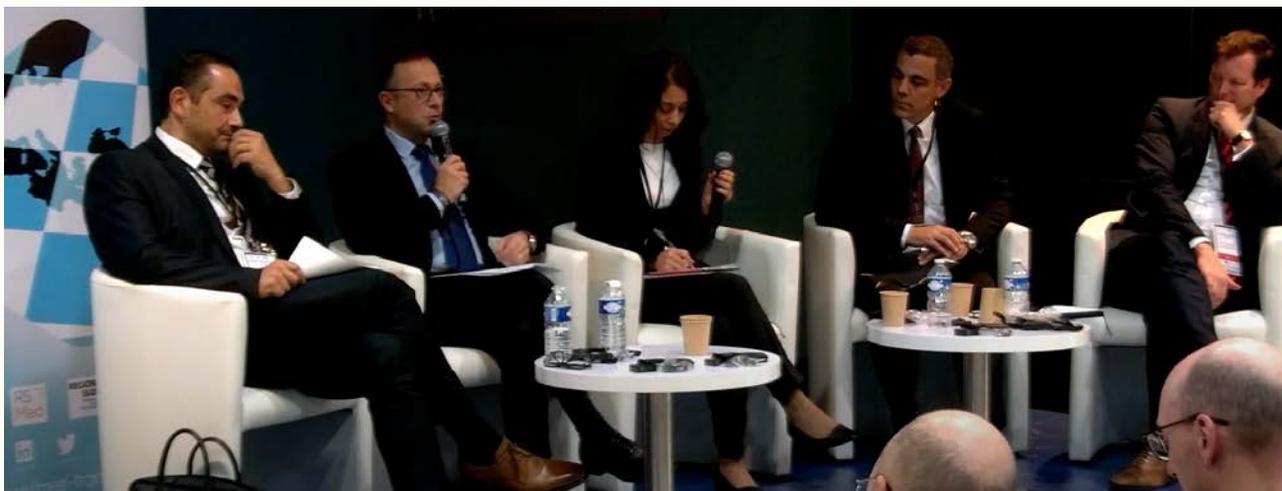
Nilza AMARAL, Responsable du programme de sécurité internationale à Chatham House, spécialisée sur la conduite de la guerre, éthique et transformation de la guerre.

Lionel COLLOT, Directeur de la stratégie navale et responsable de la stratégie AWS chez Thales Defence Mission Systems.

Bruno FICHEFEUX, Responsable du programme SCAF chez Airbus.

Loïc RULLIERE, Chef du secteur Deep and Tactical Strike au sein de la direction des systèmes futurs chez MBDA

Cyril LÉVY, Directeur des Drones et des Systèmes autonomes et collaboratifs chez Naval Group.



Ces dernières années, les États et des armées font preuve d'un intérêt croissant pour l'emploi de drones, de systèmes autonomes et de techniques d'intelligence artificielle (IA) dans un cadre collaboratif. Le développement et l'emploi de ces systèmes autonomes font face à des défis de taille, en même temps qu'ils s'accompagnent de contraintes et de réserves. La table ronde « Intelligence artificielle et drones : quels enjeux pour le combat collaboratif ? » se consacre au décryptage des enjeux sur lesquels il est nécessaire de mener une réflexion, dans un contexte de mutation des modes de conflictualité et d'accélération des cycles technologiques. Cette table ronde montre les gains opérationnels permis par le combat collaboratif et l'emploi de systèmes autonomes. Le développement de l'intelligence artificielle est confronté à nombreux défis, notamment éthiques et opérationnels ; la confiance demeure la condition sine qua non à l'autonomisation de ces systèmes, malgré un cadre réglementaire toujours absent.

THALES

AIRBUS

MBDA
MISSILE SYSTEMS

NAVAL
GROUP

LE COMBAT COLLABORATIF : DES GAINS OPÉRATIONNELS RÉELS

Le combat collaboratif résulte du dialogue et de la coopération en réseau de systèmes industriels complexes, d'outils d'IA et d'opérateurs humains. Le but final du combat collaboratif est de conserver une avance tactique sur l'adversaire et de saisir les « petites fenêtres » d'opportunité tactique qui se présentent. L'emploi de systèmes complexes (SALIA (1), drones (2), remote carriers (3)...) dans un cadre collaboratif confère une plus-value opérationnelle confirmée par la guerre d'Ukraine. Comme le note B. Fichet, la guerre en Ukraine a confirmé la nécessité pour une armée d'être équipée d'un système « allant du rustique au complexe ».

« LA COOPÉRATION ENTRE L'HUMAIN ET LA MACHINE DANS UN CADRE COLLABORATIF OFFRE EN EFFET UNE MEILLEURE AGILITÉ OPÉRATIONNELLE, PERMISE D'UNE PART PAR LA RAPIDITÉ DE DÉCISION ET, D'AUTRE PART, PAR LA CAPACITÉ DE SE CONFIGURER RAPIDEMENT. »

Cela est particulièrement vrai dans le domaine aérien, où les drones peuvent apporter de la masse informationnelle à faible coût, mais également dans le domaine naval, où l'évolution de la situation géostratégique oblige les marines à repenser le format de leur force pour assurer une permanence.

Développer des systèmes autonomes permet ainsi d'assurer une disponibilité des moyens dans des milieux non-permissifs, comme le milieu sous-marin, sans exposer de personnel ou d'unités de haute valeur. Les drones peuvent enfin répondre à un panel de missions plus élargi, par exemple en aidant à l'évacuation de victimes, comme le souligne N. Amaral.

Malgré une définition conceptuelle encore difficile à déterminer(4), on peut distinguer deux grands types de systèmes sans pilote.



NOTES

1) Le SALIA (système d'armes létal intégrant de l'autonomie) désigne des systèmes létaux programmés pour calculer une décision en vue d'une action, restant soumis à un contrôle humain. Il doit être distingué du SALA (système d'armes létal autonome).

(2) Le drone militaire est un système plus ou moins complexe qui contient une charge utile et un équipement de transmission. Il en existe de plusieurs sortes (drones tactiques, drones moyenne altitude longue endurance, drones haute altitude longue endurance...).

(3) Les remote carriers, des engins hybrides mi-drones mi-missiles, sont un élément central du combat collaboratif. Ils sont utiles pour les missions de leurrage, de brouillage, de détection de cibles, de reconnaissance, mais aussi pour les actions visant à déstabiliser et saturer l'ennemi dans le cadre d'un combat collaboratif.

(4) La définition conceptuelle peut se faire à l'aune du critère de la finalité de la mission, ou de celui de la complexité (donc de valeur) du système.

RUPTURES TECHNOLOGIQUES



Les systèmes mono-missions, plus simples et légers. Ce type de drones, utiles dans le cadre du renseignement ISR (5), permet d'élargir le champ de vision des armées, en leur permettant de contrer le déni d'accès à certains terrains. Ils sont utiles pour capter et amasser des données, partager de l'information brute, mais aussi pour réaliser des tâches plus simples (target detection, lâcher de munitions...). Bien que ces derniers sont généralement préprogrammés et téléopérés, ils peuvent avoir recours à de l'IA, à condition que celle-ci soit suffisamment légère, ou frugale (6).

Les systèmes autonomes, plus complexes, ont une vocation multi-missions (leurrage, brouillage, détection de cibles, combat aérien...) et peuvent être intégrés à un système de combat. Ils ont recours aux outils d'intelligence artificielle (IA) et aux différentes techniques associées (machine learning, deep learning...(7)).

À l'heure actuelle, plusieurs États, au premier rang desquels se trouvent les États-Unis, la Russie et la Turquie, ont montré un intérêt significatif pour ces systèmes autonomes (8).

Dans un contexte de rupture technologique, développer le combat collaboratif et intégrer ces systèmes autonomes répond à la nécessaire adaptation des forces face aux enjeux opérationnels actuels et futurs.

Ce qui ne va pas sans poser un certain nombre de défis techniques et de questionnements pratiques, en particulier autour du partage de la responsabilité en cas d'erreur.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE CONFRONTÉE À DE NOMBREUX DÉFIS

Dans le combat collaboratif, la notion d'IA, à distinguer de l'algorithmie classique (9), fait figure de pièce maîtresse. L'IA, en particulier l'IA frugale, est ainsi censée permettre l'autonomie du système avec, à terme, une prise de décision plus rapide et plus synthétique. L. Rulliere souligne en effet l'utilité des logiciels légers dans les drones mono-missions, comme les drones chargés de missions ISR.

Surtout, les techniques d'IA permettent d'améliorer la coopération entre l'homme et la machine (man machine teaming) et d'étendre les capacités du pilote humain (enhanced pilot), en l'assistant dans son traitement de la donnée ou dans ses manœuvres opérationnelles. L'IA, qui permet de prolonger les capacités du pilote, ne vise toutefois pas à le remplacer.

L'IA permet enfin de garantir la contrôlabilité du système, en particulier dans les milieux non-permissifs, comme l'environnement sous-marin, dans lesquels la communication entre l'homme et la machine se trouve fortement limitée.

Le développement des techniques d'IA se heurte néanmoins à plusieurs limites, dont la plus importante réside sans doute au niveau de l'acquisition, de l'exportabilité et du partage de données sensibles, classifiées ou privées (10). Afin d'entraîner les jumeaux numériques (11), les systèmes doivent s'appuyer sur une base de données fiable et robuste (12), construite à partir de la donnée de simulation ou de la donnée d'environnement (qui ne s'acquiert qu'en naviguant). Or, la constitution d'une telle base est nécessairement plus compliquée dans les théâtres opérationnels, en environnement non coopératif.

« MENER UN TRAVAIL COMMUN ENTRE LES DIFFÉRENTS CONCEPTEURS ET LES DIFFÉRENTS PAYS, SERAIT UNE SOLUTION À CE PROBLÈME. »

Mais cette coopération se voit elle-même limitée par les problématiques de partage, d'exportabilité des données ou de connectivité entre les pays. Une autre solution, esquissée par C. Lévy, serait de développer une architecture du système et une autonomie embarquée modulaire et avec un niveau de transfert acceptable, dans laquelle le collaborateur peut effectuer ses paramétrages, des plus simples aux plus complexes, mais qui révèle le problème du formatage des données. Développer un référentiel commun en matière de standards devient alors une condition nécessaire à la collaboration entre alliés.

NOTES

(5) Intelligence, surveillance et reconnaissance.

(6) Intégrée aux drones, soit des objets denses, de petite taille, dotés d'une puissance de calcul limitée et fonctionnant à partir d'une faible quantité d'énergie, l'IA dite frugale permet un traitement plus rapide de la donnée ainsi qu'une prise de décision plus rapide et plus synthétique.

(7) Le machine learning et le deep learning, deux techniques d'IA, désignent respectivement l'apprentissage automatique et l'apprentissage approfondi, qui permet une analyse des données avec un fort niveau d'abstraction.

(8) Par exemple, l'US Navy a annoncé l'évolution du format de ses forces à l'horizon 2030, en complétant leurs navires habités par une centaine de drones et de systèmes autonomes.

(9) Dans l'algorithmie classique, le traitement des données se fait dans un cadre prédéfini par l'algorithme et son concepteur, tandis que les algorithmes d'IA sont formatés par les données d'apprentissage.

(10) N. Amaral, rappelant que l'accès à la donnée privée contrevient aux principes d'un régime démocratique, insiste sur la nécessité d'une réflexion et d'un compromis.

(11) L'expression jumeau numérique désigne la représentation virtuelle d'un objet physique (en l'occurrence un drone), dont il couvre le cycle de vie et de mission en temps réel à partir des données émises et envoyées par les capteurs sur l'objet afin d'en simuler le comportement et surveiller les opérations.

(12) L. Collot souligne les limites des systèmes français en termes de compétitivité par rapport à d'autres marchés qui disposent de bases de données plus robustes, renforcées au moyen d'outils de reconnaissance faciale que le cadre légal français ne permettrait pas (exemple de la Chine).

RUPTURES TECHNOLOGIQUES

UNE AUTONOMISATION DES SYSTÈMES BASÉE SUR LA CONFIANCE

Dans un contexte d'autonomisation croissante des systèmes sans pilote, l'un des premiers défis est de construire un système opératif qui fonctionne avec un niveau de confiance élevé. Sur le plan opérationnel, L. Rulliere rappelle que l'enjeu principal réside dans la confiance des opérateurs en leurs outils, en pouvant anticiper leurs comportements sans que ces derniers ne soient trop prédictibles pour l'adversaire (13). Mais, il y a aussi l'existence d'un enjeu éthique concernant la responsabilité d'une décision susceptible d'avoir un effet létal. L'IA étant utilisée dans toutes les plateformes, il existe, en cas d'erreur, le risque d'un impact tangible sur la paix et la sécurité internationale, rappelle N. Amaral.

Les intervenants s'accordent sur la nécessaire présence de l'opérateur humain dans la boucle (man in the loop). Ce dernier doit être chargé de reprendre le contrôle de la situation et d'endosser la responsabilité en cas d'échec ou d'imprévu. L'envoi de systèmes, en particulier lorsqu'ils sont complexes, est conditionné à une autorisation préalable de la part d'une autorité technique.

La confiance dans le système autonome, dont les comportements sont enfermés dans un cadre doctrinal (14), est renforcée par l'interaction qui existe entre l'homme et le système. Enfin, la collaboration entre les systèmes autonomes pose encore question. Une telle collaboration directe marquerait le passage d'une situation man in the loop à une situation man on the loop.



C. Lévy met l'emphasis sur la nécessité de collaborer et de s'adapter au processus industriel afin de décloisonner cette forme d'ingénierie. Il insiste sur la nécessité d'ouvrir la boîte noire que représente l'IA afin de favoriser la confiance en l'outil et en sa capacité de décision. Pour ce faire, il est important de miser sur les facteurs humains dans une logique de trust building. Il cite le projet Trust AI, qui s'inscrit dans le cadre du programme Horizon Europe, ainsi que le consortium français Confiance AI, qui réunit notamment MBDA, Airbus, Thales et Naval Group, comme des moyens utiles pour garantir la fiabilité des informations délivrées par le système.

L'ABSENCE DE CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'existence de standards définis en matière de défense est essentielle pour encadrer le développement et l'emploi de systèmes autonomes dans un cadre collaboratif. Aussi, l'un des problèmes qui ressort de cette table ronde concerne l'absence d'un cadre réglementaire strict autour des outils employant de l'IA dans un cadre militaire. C. Lévy constate des mouvements au niveau national (15), mais qui impliquent une nécessaire transformation du code des marchés publics, et européen (16) Au niveau supranational, on note enfin l'existence de travaux au niveau de l'OTAN sur l'usage des drones dans le cadre maritime (17). Ces travaux reposent d'une part sur la définition des concepts et sur l'expérimentation, mais leur portée demeure limitée puisqu'ils ne concernent aujourd'hui que les drones de type C2. C.

Lévy souligne que dans un contexte d'accélération des cycles technologiques, il y a une urgence à développer un cadre opérationnel, afin d'éviter un devancement de l'industrie française par des compétiteurs stratégiques qui ne s'encombrent pas des mêmes questions d'éthique.

Par Jeanne GUERIN

NOTES

(14) Ce cadre, immuable et inhérent au système embarqué, qui repose sur des critères dont l'hyperviseur embarqué, une autorité indépendante de l'autonomie embarquée, est chargé de vérifier le respect.

(15) C. Lévy évoque le rapport du comité d'éthique de défense du 29 avril 2021, portant sur les systèmes d'armes létaux autonomes (SALA) et qui fixe le cadre et des recommandations censées faire le lien entre l'opérateur, le militaire et l'ingénieur.

(16) C. Lévy mentionne ici The Artificial Intelligence Act, qui renvoie une démarche de régulation actuellement en cours, en dépit de la longueur de la législation européenne.

(17) L. Collot évoque the NATO Maritime Unmanned Systems Initiative (MUSI), qui regroupe une vingtaine de pays dont le Canada, la Roumanie, l'Australie, la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Portugal, l'Espagne, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

ENJEUX TECHNOLOGIQUES : L'OFFENSIVE A-T-ELLE PRIS LE PAS SUR LA DÉFENSIVE ?

Modérateur :

Xavier PASCO, Directeur général de la FRS.

Intervenants :

Laurent DUPORT, Directeur business strategy, en charge du portefeuille produits missiles et systèmes pour MBDA.

Xavier MESNET, Directeur du segment naval chez Thalès.

Younik THOMAS, Gestionnaire de programme pour les activités C2 consacrées à la défense contre les missiles balistiques chez ArianeGroup.



La table ronde intitulée «Enjeux technologiques : l'offensive a-t-elle pris le pas sur la défensive ?», a réuni un panel d'experts afin d'échanger sur le rapport entre l'offensive et la défensive aujourd'hui, tout en abordant les défis technologiques auxquels sont confrontés les industriels de la défense. Au cours de ces discussions, les participants ont exploré divers aspects des enjeux technologiques, démarrant sur les enseignements à retenir de la guerre en Ukraine, ils ont ensuite procédé à une cartographie des systèmes défensifs et offensifs actuels. Par la suite, ils ont mis en évidence l'appréhension des nouvelles menaces par les technologies défensives pour finir sur la place stratégique des technologies défensives dans l'équilibre tactique contemporain.

MBDA
MISSILE SYSTEMS

THALES


arianeGROUP

LES ENSEIGNEMENTS DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

Xavier Pasco a introduit la table ronde en soulignant le basculement des certitudes engendré par la guerre en Ukraine, marquant ainsi la fin d'une période axée uniquement sur la lutte contre le terrorisme pour un retour de la guerre de haute intensité. Ce changement de paradigme ramène également au premier plan la dialectique entre l'offensive et la défensive.

« CETTE RÉÉVALUATION NÉCESSITE UNE PRISE EN COMPTE APPROFONDIE DES ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES À TOUTS LES NIVEAUX, QUE CE SOIT DANS LE RENSEIGNEMENT, LES COMMUNICATIONS OU SUR LE TERRAIN. »

Pour Xavier Pasco, une course effrénée pour réduire les cycles liés à la boucle OODA (1) est au centre de tous les efforts, car raccourcir cette boucle constitue une condition essentielle pour la supériorité militaire, et son efficacité détermine le résultat des affrontements. Ainsi, les avancées technologiques, telles que la numérisation, l'accélération des communications et la réduction de la latence, pourrait conduire à une hyper automatisation des conflits.

Parallèlement, cette période tumultueuse a révélé des enseignements majeurs sur les technologies défensives. Interrogé sur la question, Xavier Mesnet fait remarquer que cette guerre a marqué un retour en force de certaines technologies, reléguées à l'arrière-plan depuis l'avènement des conflits hybrides.

On assiste ainsi à la résurgence des mines, tant terrestres que navales, et des redoutables missiles antinavires. Cette guerre a également été l'une des premières utilisations de missile hypersonique largué depuis un avion sur un théâtre d'opérations. Par ailleurs, cette crise a mis en lumière l'impact considérable des drones aériens, de surface et sous-marins.



Laurent Duport a insisté sur la contribution du spatial dans la communication lors du conflit ukrainien, soulignant la dépendance cruciale envers des entreprises privées telles que Starlink. Il a pointé le bouleversement majeur induit par l'approche de l'orbite basse avec ses constellations, marquant le potentiel des applications duales. Il a également soulevé l'absence de modèle économique militaire viable pour les constellations, mais il exprime une conviction ferme dans leurs capacités adaptatives tant aux applications civiles qu'aux applications militaires. Pour compléter les propos de Laurent Duport sur la dépendance croissante à l'espace dans les communications, Xavier Mesnet a rappelé la nécessité de diversifier la connectivité et les sources de transmission.

Il évoque la question de la résilience dans les communications, citant des exercices de la marine française visant à réduire la dépendance aux communications satellites. Ainsi, face à cette toile de fond riche en enseignements, Xavier Mesnet propose un recul nécessaire pour évaluer les progrès réalisés dans les domaines des systèmes défensifs et offensifs au sein de l'industrie de la défense.

RUPTURES TECHNOLOGIQUES

L'ÉTAT DES SYSTÈMES DÉFENSIFS ET OFFENSIFS ACTUEL

Avant d'examiner en détail la dialectique entre l'offensive et la défensive, Xavier Mesnet apporte une clarification importante sur l'emploi du terme « système d'arme » qui est une notion englobant un ensemble cohérent, de la détection à l'explosion de la munition.

Ainsi, dans le domaine des systèmes défensifs, deux aspects majeurs sont pris en compte.

D'une part, l'autoprotection, qui a souffert d'un manque d'investissement pendant la période des dividendes de la paix.

D'autre part, les défenses de zones, sur lesquelles les industriels ont concentré leurs efforts, notamment avec les grandes frégates de défense aérienne capables de protéger des zones étendues. Aujourd'hui, la sécurisation des forces navales s'appuie sur des systèmes d'auto-défense innovants, axés sur la parade de menaces telles que les drones, les mines et les missiles. La diversité de ces dispositifs défensifs reflète une réponse stratégique aux enjeux contemporains.

Pour la lutte contre les drones, de multiples technologies défensives existent. En effet, des techniques de brouillage de fréquence aux armes à énergie dirigée, en passant par les lasers et les canons rapides adaptés aux essaims, les forces maritimes disposent d'un arsenal complet pour contrer ces engins.

« LA FLEXIBILITÉ DE CES SOLUTIONS TÉMOIGNE DE L'ADAPTABILITÉ NÉCESSAIRE FACE À LA VARIÉTÉ CROISSANTE DES DRONES. »

S'agissant des missiles, la défense repose sur une approche différenciée. Les missiles anti-navires voient leur traque facilitée par des radars performants, élevant la guerre électronique au cœur des opérations.

En illustration, Xavier Mesnet évoque les nouvelles frégates qui sont équipées d'aides décisionnelles, ce qui renforce la capacité à traiter efficacement le volume de données générées.

Cependant, face aux missiles hypervéloces, les avancées restent limitées, tant sur le plan terrestre que spatial, représentant un défi persistant. En ce qui concerne la gestion des mines, une véritable révolution s'est produite avec l'autonomie croissante des systèmes gérant des drones.

Cette évolution garantit une rapidité accrue dans le nettoyage de la zone tout en renforçant la précision et le mappage, ce qui est d'autant plus intéressant pour la protection des infrastructures sous-marines sensibles. Ces avancées confèrent à la marine une liberté d'action renouvelée. Ces dispositifs défensifs offrent à la marine une souplesse et une liberté d'action accrues.

Parallèlement, les systèmes d'armes offensives ont connu des améliorations notables, accentuant leur précision et leur efficacité. Les torpilles incarnent cette évolution avec une autonomie d'une heure, une vitesse accrue, une capacité de redirection, et la capacité d'identifier leur cible, faisant face à des environnements complexes avec des radars agiles.

La frontière entre systèmes offensifs et défensifs s'estompe dans une boucle de détection, classification et décision de plus en plus complexe. La nécessité de détecter des objets de plus en plus petits, furtifs, rapides, hauts et profonds dans les océans pose des défis importants, obligeant à des choix tactiques et technologiques stratégiques. Cette convergence entre défense et attaque souligne l'importance d'une approche intégrée dans la conception des systèmes maritimes modernes.

LES TECHNOLOGIES DÉFENSIVES FACE AUX NOUVELLES MENACES

Face à l'évolution constante des menaces, Laurent Duport rappelle que l'histoire de la défense témoigne d'une adaptation sans cesse renouvelée des moyens et des stratégies. Les réponses aux défis passés, tels que les menaces balistiques et les missiles de croisière, ont donné naissance à des systèmes sophistiqués. Aujourd'hui, de nouvelles menaces émergent, imposant une reconsidération profonde des systèmes de défense. Pour faire face à la menace balistique, qu'elle soit de courte ou moyenne portée, Laurent Duport explique que des systèmes complexes ont été mis en place.

Il souligne l'importance cruciale des capacités satellitaires pour une détection précoce, permettant d'identifier l'agresseur et de définir la zone d'impact. Contre cette menace, des missiles intercepteurs et des systèmes terminaux ont été déployés, offrant différentes approches pour contrer la menace balistique, bien que ces systèmes aient des limites, notamment en termes de fenêtre temporelle disponible pour la réaction.

En ce qui concerne les missiles de croisière, Laurent Duport mentionne le développement de la défense aérienne de zone pour créer une bulle de défense. Toutefois, maintenir une telle défense est un défi continu, nécessitant une évolution constante des moyens et des stratégies.

Cependant, de nouvelles menaces émergent, les plus notables étant les systèmes hypersoniques, qui imposent des changements doctrinaux majeurs. Les systèmes hypersoniques révolutionnent les doctrines de défense en raison de leurs caractéristiques techniques exceptionnelles.



« AVEC UNE VITESSE DE MACH 5 ET UNE FORTE CAPACITÉ DE MANŒUVRE, CES SYSTÈMES RENDENT DIFFICILE TOUTE PRÉVISIBILITÉ DE LA ZONE D'IMPACT. »

Laurent Duport évoque les missiles balistiques à ogives manœuvrantes, les missiles de croisière HCM largués depuis des avions et les planeurs HGV emportés par balistique, tous défiant les systèmes de défense traditionnels. Il cite l'exemple du missile hypersonique russe Zircon, déjà utilisé en Ukraine, pour illustrer les difficultés d'interception avec des manœuvres de changement d'impact, des altitudes élevées (30 à 50 km) et une fenêtre de réactivité très réduite.

RUPTURES TECHNOLOGIQUES

Pour contrer ces nouvelles menaces, Laurent Duport met en avant plusieurs solutions de défense développées en Europe. Il mentionne le projet TWISTER, un programme antimissile ambitieux, qui utilise une constellation de satellites pour détecter le départ de missiles, avec des intercepteurs capables d'intervenir dans la haute atmosphère pour neutraliser la menace.

De même, il évoque le projet ESSI, mené par l'Allemagne en collaboration avec dix-huit pays, qui vise à élaborer un système de défense multicouche pour contrer ces nouvelles formes de menaces.

« CES INITIATIVES ILLUSTRONT LA NÉCESSITÉ IMPÉRATIVE D'INNOVER ET DE COLLABORER POUR MAINTENIR UNE DÉFENSE EFFICACE DANS UN PAYSAGE DE MENACES EN CONSTANTE ÉVOLUTION. »

Pour conclure, Xavier Pasco, a souligné l'ampleur de ces défis en insistant sur la variabilité croissante de l'offensive, rendant l'univers des menaces encore plus imprévisible. Il a mis en lumière trois axes majeurs qui ont élargi les degrés de liberté pour les attaquants : la diversité des formes de menace, la trajectoire de ces menaces, et l'intégration croissante de l'intelligence artificielle. Cette variabilité croissante a créé un défi plus ardu pour la défense, qui doit maintenant faire face à une imprévisibilité accrue, complexifiant davantage la tâche de protection contre les nouvelles menaces technologiques.



L'ÉQUILIBRE DES SYSTÈMES DÉFENSIFS ET OFFENSIFS DANS LA BALANCE TACTIQUE

Younik Thomas rappelle que même les dispositifs de défense les plus avancés présentent des limites. Contrairement aux systèmes offensifs, l'équation du système défensif reste inconnue, avec des tirs de missiles dont l'origine, le moment et la méthode restent imprévisibles. Pour Younik Thomas, ce déséquilibre de l'aspect défensif est illustré sur le théâtre ukrainien dans l'utilisation d'intercepteurs Patriot pour contrer les missiles Kinjal. Ainsi, pour un missile Kinjal neutralisé, jusqu'à 20 intercepteurs Patriot sont utilisés. Toutefois, Laurent Duport ajoute que d'autres moyens permettent de se défendre sans forcément recourir à des systèmes défensifs dédiés. La dissuasion, par exemple, prend une position offensive en tant que moyen de défense, comme le démontre la France avec ses sous-marins SNLE. Par ailleurs, Laurent Duport défend l'idée que le choix entre l'offensif et le défensif dépend également du contexte. Certains théâtres favorisent l'utilisation d'un système plutôt qu'un autre.

Dans les guerres asymétriques, les armes offensives sont largement utilisées, en particulier dans la lutte contre le terrorisme, où la force armée a souvent l'avantage sur les combattants non-réguliers et où les menaces pesant sur la défense adverse sont limitées. En revanche, dans des conflits de haute intensité tels que la guerre en Ukraine, les forces armées rencontrent des difficultés considérables à faire face aux stratégies russes qui exploitent la profondeur du territoire. Laurent Duport finit par conclure que la posture défensive est plus complexe et onéreuse à maintenir, car elle nécessite une couverture totale et d'importantes ressources. Elle exige une prévision poussée pour son efficacité, avec des moyens substantiels en amont, notamment un renseignement de qualité pour capter et traiter l'information afin de réagir rapidement à la menace. Dans ce cadre, l'équilibre économique est crucial, conduisant de nombreux pays à se tourner vers une défense à moindre coût, privilégiant des technologies telles que les lasers pour la lutte anti-drone et la cyberdéfense. Cela reflète la nécessité de s'adapter constamment aux évolutions tactiques tout en gérant les contraintes économiques.

Par Luc BILLI

NOTES

(1) La boucle OODA ou cycle de Boyd est un concept inventé par le pilote de chasse John Boyd de l'United States Air Force en 1960 pour conceptualiser sa facilité à battre tous ses élèves lors de simulations de combats aériens, en itérant rapidement quatre processus : « Observe, Orient, Decide and Act » (« observer, s'orienter, décider et agir »).

FOCUS SUR LA JEUNESSE



➤ **Disparités et défis communs en méditerranée : quels regards de la jeunesse euro-méditerranéenne ?**

.....p 106

Modérateur :

Gildas LEPRINCE, alias Mister Geopolitix sur les réseaux sociaux, vulgarisateur géopolitique

Intervenants :

Diogo CARDOSO, doctorant en relations internationales à l'Institut des sciences sociales et politiques à l'Université de Lisbonne (ISCS-ULisboa)

Nesrine AKHAROUID, étudiante en Master 2 Gouvernance Internationale à l'Université Internationale de Rabat

Antoine POIRIER, titulaire d'un Master de l'IEP de Bordeaux en Affaires Internationales, engagé au sein des Jeunes IHEDN

Nael EL KIHAL, étudiant en deuxième année à Sciences Po Menton, spécialisé sur l'étude du Moyen-Orient et de la Méditerranée

DISPARITÉS ET DÉFIS COMMUNS EN MÉDITERRANÉE : QUELS REGARDS DE LA JEUNESSE EURO-MÉDITERRANÉENNE ?

Modérateur :

Gildas LEPRINCE, alias Mister Geopolitix sur les réseaux sociaux, vulgarisateur géopolitique

Intervenants :

Diogo CARDOSO, doctorant en relations internationales à l'Institut des sciences sociales et politiques à l'Université de Lisbonne (ISCS-ULisboa)

Nesrine AKHAROUD, étudiante en Master 2 Gouvernance Internationale à l'Université Internationale de Rabat

Antoine POIRIER, titulaire d'un Master de l'IEP de Bordeaux en Affaires Internationales, engagé au sein des Jeunes IHEDN

Nael EL KIHAL, étudiant en deuxième année à Sciences Po Menton, spécialisé sur l'étude du Moyen-Orient et de la Méditerranée



La table ronde « Disparités et défis communs en Méditerranée : quels regards de la jeunesse euro-méditerranéenne ? » offre une tribune privilégiée à la jeunesse méditerranéenne, destinée à façonner le monde de demain. Au cœur des discussions, la thématique des médias et des réseaux sociaux émerge comme un enjeu majeur face à la prolifération des fake news. La question de la réception des valeurs dites « occidentales » chez ces jeunes constitue également un axe central de réflexion. Le débat s'est notamment tourné sur le concept de laïcité qui ne semble pas faire consensus entre les deux rives. Au sein de cette mare nostrum, creuset des différentes cultures, la jeunesse est investie d'un rôle majeur, étant à la fois le ciment de cette union et le pont unificateur des deux rives. Au regard de leurs trajectoires individuelles, les jeunes de cette table ronde ont mis en avant la nécessité d'un dialogue approfondi et décomplexé. Dans un contexte où l'écart entre les deux rives semble se creuser, ces derniers nous incitent à repenser les fondements de la coopération méditerranéenne afin de surmonter les disparités.

EXISTE-T-IL UNE HOMOGENÉITÉ PARMIS LES JEUNES DANS LA MANIÈRE DONT ILS S'INFORMENT ?

Face à des générations de plus en plus connectées, les réseaux sociaux ont connu un développement exponentiel et sont maintenant omniprésents dans la vie quotidienne des jeunes. Bien que la jeunesse ne constitue pas un ensemble homogène, ce besoin d'accès immédiat à l'information justifie l'attrait pour ces médias. Le poids des images dans nos sociétés est considérable, les diverses plateformes des réseaux sociaux étant principalement visuelles. Ces images peuvent altérer notre capacité à prendre du recul face aux événements. Nahel El Khilal a souligné, particulièrement dans le contexte de la guerre qui sévit à Gaza, que l'instantanéité de ces médias peut exposer davantage à une dictature de l'émotion.

« UN CONSENSUS GÉNÉRAL S'EST DÉGAGÉ PARMIS LES QUATRE INTERVENANTS, TOUS FAISANT LE CONSTAT QUE LA MAJORITÉ DES JEUNES, TANT DANS LA RIVE NORD QUE LA RIVE SUD DE LA MÉDITERRANÉE, S'INFORMENT PRINCIPALEMENT VIA LES RÉSEAUX SOCIAUX. »

Cette surabondance d'informations peut générer un climat anxigène et impacter la santé mentale des utilisateurs de ces réseaux, en particulier lorsque l'accent est placé sur les aspects négatifs des actualités.

Cette réalité est d'ailleurs exacerbée par la propagation de fake news (1). Cette profusion d'informations brouille le discernement quant à la véracité des informations et constitue un défi majeur pour des jeunes en plein processus de construction identitaire.

Par ailleurs, le manque de modération et de régulations des réseaux sociaux, souligné par Diogo Cardoso accroît l'impact négatif de ces plateformes chez les jeunes, incluant l'exposition à des contenus biaisés voire manipulateurs. Cette tendance semble particulièrement frappante lorsque l'on examine les disparités entre les différents niveaux d'études.



Effectivement, pour Nahel El Khilal, bien que le niveau d'étude ne semble pas être une variable déterminante dans la manière de s'informer, il met tout de même en avant les nuances dans l'exercice de l'esprit critique des jeunes, notamment au regard du traitement médiatique de la question palestinienne.

Ces dernières suggèrent des approches analytiques différenciées, illustrant la complexité des réseaux sociaux, au regard de la manière dont les jeunes évaluent et réagissent aux informations disponibles sur ces plateformes.

Antoine Poirier et Gildas Leprince poursuivent ce constat, notant certaines disparités dans la manière dont l'information est traitée selon le niveau d'étude. Ils suggèrent que lorsque le niveau d'étude est moins élevé, l'influence des pairs sur les perceptions peut jouer un rôle majeur, avec une moindre attention portée aux sources d'information, bien que cette observation puisse varier selon les parcours individuels.

FOCUS SUR LA JEUNESSE

La différence se fait également sentir lorsque les jeunes ont la possibilité de voyager, offrant une opportunité de s'ouvrir à de nouvelles perspectives.

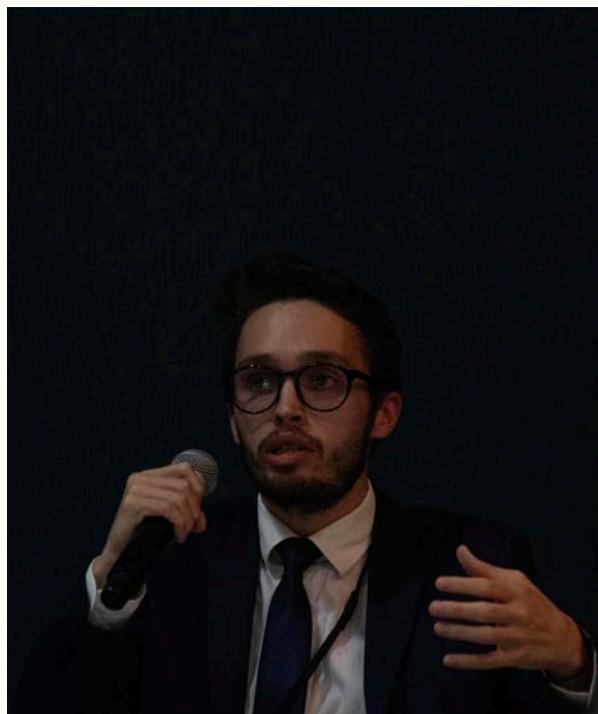
Face à la désinformation, il est essentiel d'armer la jeunesse d'outils favorisant l'esprit critique et le discernement. Cela passe par une prise de recul, en croisant notamment les sources et en remplaçant les événements dans leur contexte historique et politique.

« ÉGALEMENT, LA DÉCONSTRUCTION DES STÉRÉOTYPES SUR LES CULTURES ÉTRANGÈRES ET LES MODES DE VIE DES INDIVIDUS EST INDISPENSABLE POUR AMÉLIORER LE DIALOGUE CAR L'ENSEMBLE DU POURTOUR MÉDITERRANÉEN EST CONFRONTÉ À DES PROBLÉMATIQUES COMMUNES. »

PEUT-ON DRESSER LE CONSTAT D'UNE FRACTURE CROISSANTE ENTRE LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE ?

L'émergence d'un « Sud global », se dressant en réaction à un ordre du monde perçu comme encore dominé par les Occidentaux, est devenu l'un des marqueurs des relations internationales au XXI^{ème} siècle. Ces pays rejettent les règles et les valeurs imposées par l'Occident et sont le reflet d'une fracture croissante entre les rives nord et sud de la Méditerranée.

Cependant, pour Nesrine Akharouid, qui aborde ce paradigme sous le prisme des relations franco-marocaines, cela ne constitue pas l'unique clé de compréhension de ces nouvelles dynamiques. Cette polarisation nécessite une approche plus nuancée, notamment au sein de la jeunesse marocaine, où le rejet de la France n'est pas catégorique. Elle souligne néanmoins, la présence d'une certaine « rancœur », résultant des relations diplomatiques entre ces deux États ou encore de l'octroi des visas.



Néanmoins, les relations entre les deux rives tendent à se réchauffer. Il convient de garder à l'esprit que la Méditerranée est une interface qui unit les peuples à travers une histoire commune et des défis mutuels. Il est donc essentiel de favoriser un dialogue éclairé et décomplexé, détaché du narratif néocolonial entre les deux rives.

Nahel El Khilal a ainsi rappelé que de nombreux pays de la rive sud de la Méditerranée fustigent l'universalité d'un discours européen-centré et la tentative d'exporter ce modèle en dehors de l'Occident.

« SI L'ON VEUT RÉUNIR LES DEUX RIVES, IL EST IMPÉRATIF D'ÉTABLIR UN PARTENARIAT ÉQUITABLE, RESPECTUEUX DES DIVERSITÉS CULTURELLES ET HISTORIQUES ET REPRÉSENTATIF DES PAYS MÉDITERRANÉENS. »

QUELLES SONT LES VALEURS QUI SÉPARENT ET UNISSIONT LA JEUNESSE MÉDITERRANÉENNE ?

Les intervenants ont mis en lumière la question complexe de la laïcité, qui ne semble pas faire l'objet d'un consensus au sein du pourtour méditerranéen. La lecture du concept de laïcité de certains pays de la rive Nord est facteur d'incompréhension entre les pays méditerranéens.

L'agenda politique français, remet régulièrement à l'ordre du jour la question de la laïcité, notamment depuis la décision du ministre de l'Éducation d'interdire le port de l'abaya et du qamis dans les écoles, collèges et lycées publics à compter de septembre 2023.

Ces mesures, qui sont parfois instrumentalisées à diverses fins politiques, sont perçues par les pays de la rive sud comme relevant de l'islamophobie selon Nesrine Akharouid.

Toutefois, Antoine Poirier a souligné la primauté de la liberté en tant que valeur unissant la jeunesse méditerranéenne.

« CETTE DERNIÈRE, CONSTITUTIVE DE L'IDENTITÉ DE LA RIVE NORD, EST DEVENUE UNE QUÊTE ESSENTIELLE DE LA RIVE SUD, EN TÉMOIGNE LE MOUVEMENT DES PRINTEMPS ARABES QUI A SECOURU LE NORD DE L'AFRIQUE EN 2011. »



L'émancipation des femmes et la cause féministe occupe également une place cruciale, illustrée par des initiatives en faveur de l'égalité femme-homme dans les universités marocaines, en ce qui concerne la représentation féminine dans le corps professoral.

Les jeunes intervenants ont également souligné l'émergence d'une culture méditerranéenne qui tend à se propager ces trente dernières années grâce à la globalisation culturelle. La circulation favorisée de la culture, que ce soit par l'intermédiaire de la musique, des films, de la littérature ou encore la cuisine entre les différentes aires culturelles, est un résultat de cette dynamique.

« CE DÉSIR D'UNITÉ DE L'ESPACE MÉDITERRANÉEN SE MANIFESTE ENFIN PAR L'ENGAGEMENT DE LA JEUNESSE DANS LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION TRANSNATIONAUX, TELS QUE LES FORUMS ORGANISÉS PAR L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE, QUI RÉUNIT TRENTE NATIONALITÉS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN. »

LA SOLUTION À GAZA PEUT-ELLE ÊTRE APPORTÉE PAR LES JEUNES ?

Si environ 50% de la population à Gaza est constituée de jeunes de moins de dix-huit ans, il semble que la solution ne puisse émaner directement de cette jeunesse, en absence de pouvoir concret. La voix de cette jeunesse gazaouie se retrouve privée de la possibilité de s'exprimer, qui met en garde contre le risque de basculement vers la radicalisation. Le Hamas compte parmi ses rangs une majorité de jeunes.

« POUR NAHELEL KHILAL, LA RÉOLUTION DE CE CONFLIT PERSISTANT DEPUIS PLUS DE SOIXANTE-DIX ANS, NE PEUT ÉMERGER QUE DES INSTANCES SUPÉRIEURES, DES GOUVERNEMENTS ET DES PAYS. »

Effectivement, ce conflit aux ramifications complexes ne se limite pas à un enjeu régional mais revêt également une dimension symbolique à l'échelle internationale. Il cristallise une question socialement vive, aux implications historiques, culturelles, religieuses et politiques qui transcendent les frontières régionales.

Selon lui, le positionnement de la jeunesse israélienne sera également déterminant et doit faire entendre sa voix, comme elle a pu le faire sur des questions d'ordre constitutionnelles.

COMMENT LA JEUNESSE PERÇOIT-T-ELLE LES ENJEUX MIGRATOIRES AU SEIN DU POURTOUR MÉDITERRANÉEN ?

Face aux enjeux migratoires, il est important de souligner que les pays européens font face à des flux de grande ampleur, mais les pays de la rive sud de la Méditerranée sont également confrontés à cette même réalité. À ce titre, Nesrine Akharouid a mis en lumière la double complexité à laquelle le Maroc fait face. Auparavant pays de transit, le Maroc est devenu un pays d'installation principalement empruntée pour les migrants originaires de la bande sahélienne. Diogo Cardoso a mis en évidence des défis similaires pour le Liban dont un quart de la population est désormais d'origine syrienne.

La crise migratoire soulève également des préoccupations sur le plan humanitaire. Les intervenants ont souligné que la traversée de la Méditerranée restait extrêmement dangereuse et se faisait au péril de la vie des migrants, dans des conditions sanitaires et sécuritaires désastreuses.

« CETTE RÉALITÉ SOULÈVE ÉGALEMENT LA QUESTION DU TRAITEMENT MÉDIATIQUE DE LA QUESTION MIGRATOIRE, FRÉQUEMMENT ASSOCIÉS À DES ENJEUX SÉCURITAIRES, CE QUI TEND À DÉSHUMANISER LA GESTION DES FLUX MIGRATOIRES. »

La plupart de ces migrants quittent leurs pays à la recherche de meilleures conditions de vie dans les pays d'accueil.

En Europe, un réel manque de solidarité a été observé par Diogo Cardoso ; l'Italie, la Grèce et l'Espagne sont les principaux pays d'accueil.

Or, ces derniers ne disposent pas de la capacité d'accueil et de gestion de tous les migrants qui atteignent le sol européen. Cette crise qui illustre parfaitement les déséquilibres d'ordre économique persistant entre les rives nord et sud nécessite une réponse globale, basée sur la coopération européenne ainsi que le respect des droits humains.

Il est également nécessaire de renforcer la coopération avec les pays de la rive sud de la Méditerranée afin de traiter les racines de ces flux migratoires, en mettant l'accent sur deux volets principaux : l'amélioration des voies légales de migration à travers une réponse institutionnelle et l'investissement à destination des pays d'origine.

Cette dernière option nécessite une approche réfléchie en termes d'aide économique internationale, prenant en compte en amont les conditions de faisabilité des projets envisagés pour garantir des actions efficaces. Par ailleurs, les réseaux sociaux permettent aujourd'hui aux jeunes d'avoir des exemples de réussite au sein de leurs pays, relativisant l'espoir d'un eldorado européen.

Par Mariama CAMARA

NOTES

(1) Selon le dictionnaire Larousse, une « fake news » est une information mensongère, délibérément biaisée ou tronquée, diffusée par un média ou un réseau social afin d'influencer l'opinion publique.

RETOUR EN IMAGES



RETOUR EN IMAGES



SUIVRE L'ACTUALITÉ DE LA FMES

Vous avez apprécié les Rencontres Stratégiques de la Méditerranée et souhaitez en savoir plus sur nos activités ? Découvrez les nombreux avantages en adhérant à la FMES.

Scannez le **QR Code**



ou

visitez notre site **www.fmes-france.org**



FMES FRANCE



@institutfmes



Institut FMES



@institutFMES



Institut FMES



La Boussole
Stratégique

Les inscriptions pour les RSMed 2024 sont ouvertes !

**Des rencontres tournées vers le bassin
Méditerranéen,
le Moyen-Orient et l'Afrique !**

**Le 8 et 9 Octobre
au Palais Neptune à Toulon**



**scannez le QR Code ou visitez notre
site www.fmes-france.org**

MERCI À NOS PARTENAIRES POUR CETTE ÉDITION 2023

